



N° 870-2015/APS/DFI/SAB

Date du : 06/05/2015

Rapport
à
l'assemblée de la province Sud

OBJET : relative à l'approbation du compte administratif et du compte de gestion de l'exercice 2014 et à l'affectation du résultat 2014

P.J.: 2 projets de délibération

A - PRESENTATION SYNTHETIQUE DE L'EXECUTION 2014.....	4
CHAPITRE 1 - L'INVESTISSEMENT	4
A. LES RECETTES	4
B. LES DEPENSES	5
CHAPITRE 2 - LE FONCTIONNEMENT	6
A. LES RECETTES	6
B. LES DEPENSES	7
B - LES RESULTATS DE CLOTURE	8
CHAPITRE 1 - LE RESULTAT DE L'EXERCICE	8
CHAPITRE 2 - L'AFFECTATION DU RESULTAT	9
CHAPITRE 3 - LES RESSOURCES DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2015 ISSUES DE LA GESTION 2014 (FONDS LIBRES)	9
TITRE I - L'EXECUTION BUDGETAIRE 2014 DETAILLEE	10
A - LES FINANCEMENTS.....	10
CHAPITRE 1 - LES RECETTES REELLES	10
A. LES DOTATIONS LEGALES	10
B. LA FISCALITE.....	11
C. LES DOTATIONS SPECIFIQUES DE LA NOUVELLE-CALEDONIE	12
D. LES RECOUVREMENTS ET PARTICIPATIONS DIVERSES.....	13
E. LES DOTATIONS SUR OPERATIONS CONTRACTUALISEES	14
F. LES MOUVEMENTS FINANCIERS	16
G. LES RECETTES DES SERVICES.....	16
H. DOTATIONS DES COMMUNES.....	17
I. L'AFFECTATION DU RESULTAT.....	18
CHAPITRE 2 – L'EMPRUNT	18
CHAPITRE 3 – LES MOUVEMENTS D'ORDRE	18
B - LES EMPLOIS.....	19
CHAPITRE 1 – LES INVESTISSEMENTS DIRECTS	19
A. LA SANTE, LA PROTECTION ET L'ACTION SOCIALE	21
B. LES TRANSPORTS ET COMMUNICATION.....	22
C. L'ENSEIGNEMENT	23
D. L'ECONOMIE, L'EMPLOI ET LA FORMATION PROFESIONNELLE	24
E. L'EQUIPEMENT DES COMMUNES	25
F. L'EQUIPEMENT DE LA COLLECTIVITE.....	27
G. LA CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS.....	27
H. L'AMENAGEMENT ET L'ENVIRONNEMENT	28
I. LES MAITRISES D'OUVRAGES DELEGUEES	30
J. LA SECURITE ET L'ORDRE PUBLIC	31
CHAPITRE 2 – LES DEPENSES DES SERVICES COMMUNS	32
A. LES REMUNERATIONS ET CHARGES AFFERENTES.....	32
B. LE FONCTIONNEMENT DES SERVICES	33

CHAPITRE 3 – LES INTERVENTIONS ET SUBVENTIONS	35
A. LA SANTE, LA PROTECTION ET L’ACTION SOCIALE	36
B. L’ECONOMIE, L’EMPLOI ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE	38
C. L’ENSEIGNEMENT	42
D. LES TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS.....	44
E. LA CULTURE, LA JEUNESSE ET LES SPORTS	45
F. L’AMENAGEMENT ET L’ENVIRONNEMENT	47
G. L’ADMINISTRATION GENERALE ET LES INSTITUTIONS	49
H. LA SECURITE ET L’ORDRE PUBLIC	50
CHAPITRE 4 – LA DETTE ET LES CHARGES FINANCIERES	51
A. LE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS.....	51
B. LA LIGNE DE TRESORERIE	51
CHAPITRE 5 – LES MOUVEMENTS D’ORDRE	51
TITRE II – LES BALANCES 2014 PAR NATURE ET FONCTION	52
A - LES BALANCES PAR NATURE	52
B - LES BALANCES PAR FONCTION	53
C - LES BALANCES PAR CHAPITRE	54
TITRE III – LA RETROSPECTIVE BUDGETAIRE 2010-2014	55
A - LES RECETTES REELLES	55
A. LES DOTATIONS LEGALES	55
B. LA FISCALITE.....	57
C. LES PARTICIPATIONS SUR OPERATIONS CONTRACTUALISEES	58
D. LES AUTRES RECETTES DU BUDGET.....	59
B - LES EMPLOIS	61
CHAPITRE 1 – LES INVESTISSEMENTS DIRECTS	61
CHAPITRE 2 – LES DEPENSES COMMUNES	63
A. LES FRAIS DE PERSONNEL ET ELUS	63
B. LE FONCTIONNEMENT DES SERVICES	63
CHAPITRE 3 – LES INTERVENTIONS ET SUBVENTIONS	64
C - LA DETTE	65
D - LE FONDS DE ROULEMENT	68

TITRE IV – LES INDICATEURS FINANCIERS ET STATISTIQUES.....	69
CHAPITRE 1 – LES PRINCIPAUX RATIOS.....	69
CHAPITRE 2 – LA TRESORERIE	70
CHAPITRE 3 – LES RECETTES ATTENDUES DE L’ETAT	71
CHAPITRE 4 – LES DELAIS DE PAIEMENT	73
CHAPITRE 5 – LES MOUVEMENTS DE CREDITS DE CHAPITRE A CHAPITRE.....	74

A - PRESENTATION SYNTHETIQUE DE L'EXECUTION 2014

Le présent compte administratif soumis à votre approbation concerne la gestion 2014. Il présente l'exécution et les résultats qui en découlent.

CHAPITRE 1 - L'INVESTISSEMENT

A. LES RECETTES

La balance des recettes en section d'investissement se présente comme suit :

		BUDGET 2014	CA 2014	Tx réal.	Reports	CA corrigé des reports	Tx corrigé
RECETTES	Réels	7 567 497 393	4 851 720 404	64,1%	2 056 436 325	6 908 156 729	91%
	emprunts	3 000 000 000	3 000 000 238	100,0%	0	3 000 000 238	100%
	* (1)	10 567 497 393	7 851 720 642	74,3%	2 056 436 325	9 908 156 967	94%
	résultat	1 353 468 213	1 353 468 213				
	Mvts d'ordre	6 823 515 831	3 372 834 968			3 372 834 968	
			18 744 481 437	12 578 023 823			
(1) pour mémoire CA 2013							
		13 276 288 450	11 009 119 941	82,9%	1 976 990 056	12 986 109 997	98%
	dont emprunts	3 579 952 267	3 579 952 267				

Les réalisations sur recettes réelles hors emprunt et résultat s'établissent à 4,851 milliards XPF, en baisse de 2,577 milliards XPF par rapport à 2013 (-35%).

Cette forte baisse en 2014 s'explique par l'absence de remboursement exceptionnel de PROMOSUD contre 1 milliard XPF réalisé en 2013 conjugué à une baisse des versements Etat sur opérations contractualisées (-826,2 millions XPF).

Le taux de réalisation corrigé des reports s'élève à 91% en 2014 contre 97% en 2013.

92% des ressources proviennent des trois postes principaux suivants :

- la **dotation globale d'équipement versée par la Nouvelle-Calédonie** à hauteur de 1,922 milliard XPF, en baisse de 264,3 millions XPF (-12%),
- les **dotations sur opérations contractualisées**, pour 1,454 milliard XPF, en baisse de 826,8 millions XPF (-36%),
- la **dotation globale de construction et d'équipement des collèges** versée par l'Etat à hauteur de 1,086 milliard XPF, en hausse de 11,6 millions XPF (+1%).

Concernant les ressources externes d'**emprunt**, 100% de la prévision a été mobilisée en 2014 soit **3,0 milliards XPF** contre 3,5 milliards XPF 2013.

Ces ressources sont complétées par l'affectation d'une partie de l'**excédent de fonctionnement de l'exercice 2013** pour 1,353 milliards XPF conformément à la délibération n° 12-2014/APS du 26 juin 2014 portant affectation du résultat 2013.

Les reports, hors résultat, s'établissent à 2,056 milliards XPF, dont :

- 1,911 milliard XPF au titre des dotations sur opérations contractualisées,
- 77,7 millions XPF au titre des dotations en provenance de la Nouvelle-Calédonie.
- 66,1 millions XPF de participations dont 29,9 millions XPF en provenance de l'Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Energie (ADEME) au titre de la Convention-cadre 2011-2015 (CCA 11-15),

B. LES DEPENSES

La balance des dépenses en section d'investissement se présente comme suit :

		BUDGET 2014	CA 2014	Tx réal.	Reports	CA corrigé des reports	Tx corrigé
DEPENSES	Réels	13 160 757 679	9 446 814 619	71,8%	1 458 220 910	10 905 035 529	83%
	dette	2 791 000 000	2 625 007 463	94,1%	0	2 625 007 463	94%
	* (1)	15 951 757 679	12 071 822 082	75,7%	1 458 220 910	13 530 042 992	85%
	résultat	1 620 923 758	0				
	Mvts d'ordre	1 171 800 000	555 365 317				
		18 744 481 437	12 627 187 399				
(1) pour mémoire CA 2013							
		19 195 063 078	15 033 489 927	78,3%	1 709 534 511	16 743 024 438	87%
	<i>dont dette</i>	<i>2 665 000 000</i>	<i>1 399 637 644</i>				

Les réalisations sur dépenses réelles hors emprunt s'établissent à **9,446 milliards XPF**, en baisse de 4,187 milliard XPF par rapport à 2013 (-31%).

Les dépenses d'investissement portent sur les principaux secteurs suivants :

- **la santé et le social** → 1,929 milliard XPF,
dont 1,622 milliards XPF pour les programmes d'habitat social,
- **les transports et communication** → 1,635 milliard XPF,
dont 1,419 milliard XPF pour les travaux de voirie,
- **l'enseignement** → 1,468 milliard XPF,
dont 1,253 milliard XPF pour les collèges publics et 172,7 millions XPF pour l'enseignement privé,
- **l'économie, l'emploi et la formation professionnelle** → 1,407 milliard XPF,
dont 847,1 millions XPF pour l'aménagement de Déva et 490,0 millions XPF pour les aides à l'investissement,
- **les équipements communaux** → 1,232 milliard XPF,
dont :
 - voirie 327,2 millions XPF,
 - travaux sous maîtrise d'ouvrage déléguée 255,8 millions XPF,
 - gestion de l'eau 185,6 millions XPF,
 - gestion des déchets 183,4 millions XPF,
 - équipements sportifs et culturelles 113,7 millions XPF,
- **l'équipement de la collectivité** → 858,1 millions XPF,
dont 302,1 millions XPF pour l'équipement informatique, 215,5 millions XPF pour le Centre Administratif de la Province Sud (CAPS) et 72,2 millions XPF pour l'annexe de la DFA,
- **la culture, la jeunesse, les sports et les loisirs** → 376,3 millions XPF,
dont 95,2 millions XPF pour le château Hagen, 56,1 millions XPF pour le golf de Tina et 39,5 millions XPF pour le Centre d'Accueil Permanent (CAP) de Poé.
- **l'aménagement et l'environnement** → 354,1 millions XPF,
dont 77,6 millions XPF pour le parc de la rivière bleue et 61,8 millions XPF pour le stockage des déchets inertes,

Concernant le remboursement en capital des emprunts, il s'établit à 2,625 milliards XPF, en progression de 1,225 milliard XPF par rapport à 2013 (+88%).

La forte croissance de ce poste sur l'exercice est principalement liée à l'effet conjugué de la mobilisation de 3,0 milliards XPF d'emprunts nouveaux sur l'exercice, complétée de 3,3 milliards XPF de reprise de dette SAVEXPRESS liée à la résiliation des concessions VDO-VDE.

Les reports de dépenses d'investissement hors résultat s'élèvent à 1,458 milliard XPF avec principalement :

- la santé et le social → 458,0 millions XPF,
- les équipements communaux → 288,3 millions XPF,
- les transports et communication → 200,5 millions XPF,
- l'équipement de la collectivité → 156,0 millions XPF,
- l'économie, l'emploi et formation → 150,1 millions XPF.

CHAPITRE 2 - LE FONCTIONNEMENT

A. LES RECETTES

La balance des recettes en section de fonctionnement se présente comme suit :

		BUDGET 2014	CA 2014	Tx réal.	Reports	CA corrigé des reports	Tx corrigé
RECETTES	Réels	47 089 582 690	48 105 892 014	102,2%	305 276 940	48 411 168 954	103%
	* (1)	47 089 582 690	48 105 892 014	102,2%	305 276 940	48 411 168 954	103%
	résultat	5 925 542 214	0				
	Mvts d'ordre	455 000 000	490 772 397				
		53 470 124 904	48 596 664 411				
	(1) pour mémoire CA 2013	51 390 541 196	51 180 726 767	99,6%	443 995 203	51 624 721 970	100%

Les recettes réelles, s'élèvent à **48,106 milliards XPF**, avec un taux de réalisation corrigé des reports de 100%, identique à 2013.

Les réalisations 2014 diminuent de 3,074 milliards XPF (-6%) et concerne essentiellement la dotation globale de fonctionnement en provenance de la Nouvelle-Calédonie (-5,621 milliards XPF).

Cette baisse est liée d'une part, à l'ajustement de 53,5% à 51,5% de la quote-part de recettes fiscales allouée aux provinces au titre des dotations globales de fonctionnement en contrepartie de transfert ou de compensation de charges et d'autre part, à la baisse des rentrées fiscales.

92% des recettes de fonctionnement sont issues des quatre postes suivants :

- **la dotation globale de fonctionnement en provenance de la Nouvelle-Calédonie** qui représente à elle seule 64% des ressources de la section. Elle a été réalisée à hauteur de 30,947 milliards XPF, soit une baisse de 15% par rapport à 2013,
- **la dotation globale de fonctionnement en provenance de l'Etat**, perçue à hauteur de 5,849 milliards XPF, identique à 2013,
- **la fiscalité**, réalisée à 5,037 milliards XPF, soit une hausse de 5% essentiellement sur les centimes additionnels aux droits d'enregistrement (+163,2 millions XPF) et sur la contribution foncière (+70,9 millions XPF),
- **les dotations en provenance de la Nouvelle-Calédonie**, réalisées à hauteur de 2,634 milliards XPF soit une progression de 432,5 millions XPF.
Cette variation se compose notamment d'une nouvelle participation liée au placement des demandeurs d'emplois (+450 millions XPF) et de l'augmentation de la participation au dispositif du minimum vieillesse (+135,1 millions XPF), compensée par une diminution des recettes sur la santé scolaire et la déprédation de voirie (-118,8 millions XPF).

Les reports hors résultat s'établissent à 305,2 millions XPF répartis comme suit :

- recouvrements et participations diverses → 193,9 millions XPF,
dont CAFAT CMS pour 110 millions XPF
- dotations spécifiques calédonienne → 111,1 millions XPF.
dont entretien des routes pour 62,3 millions XPF

B. LES DEPENSES

La balance des dépenses en section de fonctionnement se présente comme suit :

		BUDGET 2014	CA 2014	Tx réal.	Reports	CA corrigé des reports	Tx corrigé
DEPENSES	Réels	46 664 468 239	43 946 942 082	94,2%	601 937 770	44 548 879 852	95%
	dette	698 940 834	643 102 583	92,0%	0	643 102 583	92%
	* (1)	47 363 409 073	44 590 044 665	94,1%	601 937 770	45 191 982 435	95%
	Mvts d'ordre	6 106 715 831	3 308 242 048				
		53 470 124 904	47 898 286 713				
	(1) pour mémoire CA 2013						
		47 028 033 771	43 054 537 315	91,6%	1 220 066 433	44 274 603 748	94%
	dont dette	702 420 000	475 370 745		0		

Les dépenses réelles hors emprunt s'établissent à **43,946 milliards XPF**, en progression de 1367,7 millions XPF (+3%).

Le taux de réalisation corrigé s'affiche à 95%, identique à l'exercice 2013.

Ces dépenses se répartissent sur les grands postes suivants :

- 19,421 milliards XPF au titre des charges de personnel et des élus, en augmentation de 524,6 millions XPF (+3%),
- 18,502 milliards XPF au titre des interventions en progression de 903,4 millions XPF (+5%),
- 4,255 milliards XPF au titre des subventions en baisse de 178,7 millions XPF (-4%),
- 1,670 milliard XPF au titre du fonctionnement des services, en hausse de 21,0 millions XPF (+1%).

Sur 2014, les charges financières d'emprunts s'établissent à 643,1 millions XPF, en hausse de 167,7 millions XPF par rapport à 2013 (+35%).

Les reports hors résultat s'élèvent à 601,9 millions XPF dont 92% de ces crédits concernent des interventions et subventions dans les domaines suivants :

- économie, emploi et formation professionnelle → 282,4 millions XPF,
- administration générale → 67,7 millions XPF,
- aménagement et environnement → 66,6 millions XPF,
- santé et social → 54,2 millions XPF,
- culture, jeunesse, sports et loisirs → 47,1 millions XPF,
- enseignement → 46,1 millions XPF,
- transport et communication → 37,7 millions XPF.

B - LES RESULTATS DE CLOTURE

CHAPITRE 1 - LE RESULTAT DE L'EXERCICE

→ En fonctionnement :

Le résultat de l'exercice s'élève à 698 millions XPF. Complété du résultat antérieur placé en report à nouveau, le résultat est porté à 6,623 milliards XPF.

Sur cette section du budget l'équilibre des reports est déficitaire de - 296,6 millions XPF.

→ En investissement :

Le solde des émissions de titres et de mandats de l'exercice 2014 est arrêté à - 49,1 millions XPF. Complété du solde d'exécution reporté, le solde d'exécution arrêté à fin 2014 s'élève à -1,670 milliard XPF.

Sur cette section du budget, l'équilibre des reports est excédentaire de +598,2 millions XPF.

Au final, la section d'investissement présente un besoin de financement de 1,071 milliard XPF qu'il conviendra de couvrir par affectation d'une partie des 6,623 milliards XPF de résultat de fonctionnement.

SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL
Opérations de l'exercice 2014 :	
Recettes réalisées :	48 596 664 411
Dépenses réalisées :	47 898 286 713
↓	
Résultat de l'exercice 2014 :	698 377 698
Résultat reporté (compte 002) :	5 925 542 214
RESULTAT :	6 623 919 912
↓	
Restes à réaliser en recettes :	305 276 940
Restes à réaliser en dépenses :	601 937 770
Equilibre des reports :	-296 660 830

SECTION D'INVESTISSEMENT	TOTAL
Opérations de l'exercice 2014 :	
Recettes réalisées :	12 578 023 823
Dépenses réalisées :	12 627 187 399
↓	
Solde des émissions d'investissement 2014 :	-49 163 576
Solde d'exécution reporté (compte 001) :	-1 620 923 758
SOLDE D'EXECUTION :	-1 670 087 334
↓	
Restes à réaliser en recettes :	2 056 436 325
Restes à réaliser en dépenses :	1 458 220 910
Equilibre des reports :	598 215 415
Besoin de financement d'investissement :	-1 071 871 919

CHAPITRE 2 - L'AFFECTATION DU RESULTAT

En application de la M52, l'assemblée de province doit désormais décider de l'emploi du résultat excédentaire de la section de fonctionnement. Il doit être :

- affecté, en priorité, à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement,
- et pour le solde, affecté, en excédent de fonctionnement reporté (ligne 002) ou en dotation complémentaire de la section d'investissement (compte 1068).

Pour l'exercice 2014, la province présente :

- un résultat de fonctionnement à affecter de 6 623 919 912 XPF,
- un besoin de financement de la section d'investissement de 1 071 871 919 XPF.

Conformément à l'instruction comptable M52, il est rappelé que pour la détermination du résultat à affecter, il n'est pas tenu compte des restes à réaliser de la section de fonctionnement.

Il est donc proposé :

- de couvrir le besoin de financement de la section d'investissement à hauteur de 1 071 871 919 XPF,
- de maintenir le solde en section de fonctionnement pour 5 552 047 993 XPF.

		RECETTES	DEPENSES
INVESTISSEMENT	compte 001 - Solde d'exécution reporté :		1 670 087 334
INVESTISSEMENT	compte 1068 - Excédent de fonctionnement capitalisé :	1 071 871 919	
FONCTIONNEMENT	compte 002 - Excédent de fonctionnement reporté :	5 552 047 993	

CHAPITRE 3 - LES RESSOURCES DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2015 ISSUES DE LA GESTION 2014 (FONDS LIBRES)

L'équilibre général au titre de la gestion 2014 présente un excédent de 5,255 milliards XPF détaillé ci-après :

	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
Résultat cumulé	-1 670 087 334	6 623 919 912	4 953 832 578
Marge sur reports	598 215 415	-296 660 830	301 554 585
Affectation	1 071 871 919	-1 071 871 919	0
Marge de manœuvre globale	0	5 255 387 163	5 255 387 163

TITRE I - L'EXECUTION BUDGETAIRE 2014 DETAILLEE

A - LES FINANCEMENTS

Les ressources de l'exercice 2014 s'élèvent à 61,175 milliards XPF dont 12,578 milliards XPF pour la section d'investissement et 48,597 milliards XPF pour la section de fonctionnement.

Elles sont composées des recettes réelles pour 57,311 milliards XPF et complétées des mouvements d'ordre pour 3,864 milliards XPF.

Le tableau ci-dessous reprend l'ensemble des ressources par nature et section pour les exercices 2013 et 2014.

	CA 2013			CA 2014			Variation
	INV	FONC	TOTAL	INV	FONC	TOTAL	
DOTATIONS LEGALES NC	2 187 299 427	36 568 912 296	38 756 211 723	1 922 924 480	30 947 065 850	32 869 990 330	-15%
DOTATIONS LEGALES ETAT	1 074 859 278	5 849 729 524	6 924 588 802	1 086 463 814	5 849 729 461	6 936 193 275	0%
FISCALITE	0	4 784 717 236	4 784 717 236	0	5 037 876 961	5 037 876 961	5%
EMPRUNTS	3 579 952 267	0	3 579 952 267	3 000 000 238	0	3 000 000 238	-16%
DOTATIONS NC	209 965 588	2 202 303 023	2 412 268 611	112 364 561	2 634 867 541	2 747 232 102	14%
RECOUV. & PARTICIPATIONS DIV.	168 482 690	757 356 504	925 839 194	83 022 384	1 742 021 697	1 825 044 081	97%
DOTATIONS - OPC	2 281 217 884	131 301 003	2 412 518 887	1 454 392 970	114 545 405	1 568 938 375	-35%
RESULTAT	2 154 622 942	0	2 154 622 942	1 353 468 213	0	1 353 468 213	-37%
MVTS FINANCIERS	1 355 187 665	269 048 465	1 624 236 130	167 302 818	974 226 872	1 141 529 690	-30%
RECETTES DES SCES	77 155 142	531 202 205	608 357 347	2 250 000	722 054 935	724 304 935	19%
DOTATIONS COMMUNES	75 000 000	83 382 511	158 382 511	22 999 377	83 503 292	106 502 669	-33%
DOTATIONS ETAT	0	2 774 000	2 774 000	0	0	0	-
TOTAL DES MOUVEMENTS REELS	13 163 742 883	51 180 726 767	64 344 469 650	9 205 188 855	48 105 892 014	57 311 080 869	-11%
MOUVEMENTS D'ORDRE	3 664 975 118	18 490 431	3 683 465 549	3 372 834 968	490 772 397	3 863 607 365	5%
TOTAL GENERAL	16 828 718 001	51 199 217 198	68 027 935 199	12 578 023 823	48 596 664 411	61 174 688 234	-10%

CHAPITRE 1 - LES RECETTES REELLES

A. LES DOTATIONS LEGALES

Les dotations légales représentent, en moyenne, plus de 80% de nos ressources hors emprunt et résultat. En 2014, elles ne représentent que 76% et affichent une baisse de 5,8 milliards XPF.

1. Les dotations légales en provenance de la Nouvelle-Calédonie

Les dotations légales en provenance de la Nouvelle-Calédonie regroupent la Dotation Globale d'Equipement (DGE NC) et la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF NC) définies respectivement par les articles 181-II et 181-I de la loi organique modifiée n° 99-209.

La DGE NC représente 4% des impôts, droits et taxes perçus au budget de la Nouvelle-Calédonie. 40% de cette assiette revient à la province Sud.

Sur l'exercice 2014, suite à la baisse des rentrées fiscales, elle s'est élevée à **1,923 milliard XPF**, en diminution de -264,4 millions XPF par rapport à 2013 (-12,1%). Par ailleurs, l'ajustement définitif 2013 a été nul.

La DGF NC représente au minimum 51,5% des impôts, droits et taxes perçus au budget de la Nouvelle-Calédonie. Cette quote-part de 51,5% est ensuite répartie entre les trois provinces à concurrence de 50% pour la province Sud, 32% pour la province Nord et 18% pour la province des Iles.

Sur l'exercice 2014, La DGF NC s'est élevée à **30,947 milliards XPF**, en diminution de -5,622 milliards XPF par rapport à 2013 (-15,4%) qui s'explique par deux facteurs :

- l'impact de la quote-part de fonctionnement ramenée à 51,5% au lieu de 53,5% (de 2003 à 2013), soit -1,2 milliard XPF suite au transfert ou à la compensation de certaines charges relevant désormais d'un financement de la Nouvelle-Calédonie. Globalement, l'opération traduit un gain net de 820 millions XPF.
- l'impact de la baisse des rentrées fiscales, soit -4,42 milliards XPF (baisse des dotations primitives 2014 et absence d'ajustement définitif 2013) ;

2. Les dotations légales en provenance d'Etat

Les dotations légales en provenance de l'Etat regroupent la Dotation Globale de Construction et d'Equipe ment des Collèges (DGCEC) et la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF Etat) définies respectivement par les articles 181-IV et 181-II de la loi organique modifiée n° 99-209.

La DGCEC est fixée annuellement par la loi de finances de l'Etat.

Pour 2014, elle s'est élevée à **1,086 milliard XPF**, en progression de 11,6 millions XPF (+1,1%).

La DGF Etat est fixée annuellement par la loi de finances de l'Etat. Elle évolue comme la dotation globale de fonctionnement versée aux collectivités métropolitaines.

Pour 2014, elle s'est élevée à **5,849 milliards XPF**, montant identique à l'exercice 2013.

B. LA FISCALITE

La fiscalité provinciale représente 10% des ressources hors emprunt et résultat avec un recouvrement de **5,038 milliards XPF** en 2014. Ce poste affiche une croissance de 5,3%, soit +253,1 millions XPF par rapport à 2013.

	BUDGET	CA	Reports	Tx exécution
PATENTES	1 500 000 000	1 565 300 578	0	104%
COMMUNICATION TELEPHONIQUE	1 500 000 000	1 561 006 690	0	104%
DROIT D'ENREGISTREMENT	1 100 000 000	1 311 864 530	0	119%
CONTRIBUTION FONCIERE	300 000 000	380 631 407	0	127%
TAXES NUTTEES	180 000 000	148 306 240	0	82%
LICENCE DEBITS DE BOISSONS	60 000 000	70 602 117	0	118%
TOTAL GENERAL	4 640 000 000	5 037 876 961	0	109%

1. Les centimes additionnels aux patentes

En vigueur depuis 1990, ils étaient fixés par la délibération modifiée APS n° 126-90 du 28 décembre 1990 à 15 centimes sur un maximum de 30 autorisé par le congrès jusqu'en 2009. Depuis 2010, ils ont été relevés à 30 centimes soit le maximum autorisé par délibération APS n°69-2009 du 29 décembre 2009.

Le rendement 2014 s'élève à **1,565 milliard XPF**, en progression de 30,9 millions XPF (+2,0%).

2. La taxe sur les communications téléphoniques

Instaurée en 2003, cette taxe a été fixée par la délibération APS n° 15-2003 du 17 juillet 2003 à 5 XPF par minute, soit le maximum autorisé par le congrès de la Nouvelle-Calédonie.

Pour 2014, son rendement s'est élevé à **1,561 milliard XPF** contre 1,562 milliard XPF en 2013 soit -0,1%.

3. Les centimes additionnels aux droits d'enregistrement

Ils ont été créés à 10 centimes en 1990 par délibération modifiée APS n° 126-90 du 28 décembre 1990.

Depuis 2007, ils ont été relevés à 20 centimes par délibération APS n° 01-07 du 26 février 2007 soit le montant maximum autorisé par le congrès de la Nouvelle-Calédonie.

Le rendement 2014 s'est élevé à **1,312 milliard XPF** contre 1,149 milliard XPF en 2013, en augmentation de 163,2 millions XPF (+14,2%).

4. Les centimes additionnels à la contribution foncière

Créés en 1990, ils étaient fixés par la délibération modifiée APS n° 126-90 du 28 décembre 1990 à 10 centimes pour un plafond de 30 centimes autorisé. En 2010, ils ont été relevés à 30 centimes soit le maximum autorisé par délibération APS n°69-2009 du 29 décembre 2009.

Pour 2014, la recette s'est élevée à **380,6 millions XPF** en progression de 70,9 millions XPF (+22,9%).

5. La taxe à la nuitée des établissements hôteliers

Fixée par délibération de l'assemblée de province n°4-2002 du 9 janvier 2002, la taxe à la nuitée varie en fonction de la catégorie de l'hôtel qui est déterminée par le nombre d'étoiles.

Pour 2014, la recette s'est élevée à **148,3 millions XPF** en diminution de 12,8 millions XPF (-7,9%).

6. Les centimes additionnels aux licences de débit de boissons

Créés en 1990, leur taux a été fixé par la délibération modifiée APS n° 126-90 du 28 décembre 1990 à 50 centimes soit le montant maximum autorisé par le congrès.

Le rendement 2014 s'est élevé à **70,6 millions XPF** contre 68,5 millions XPF en 2013, en hausse de 2,1 millions XPF (+3,1%).

C. LES DOTATIONS SPECIFIQUES DE LA NOUVELLE-CALEDONIE

Les dotations spécifiques calédoniennes représentent 6% des ressources hors emprunt avec un recouvrement 2014 réalisé à hauteur de **2,747 milliards XPF** dont 112,4 millions XPF en investissement et 2,635 milliards XPF en fonctionnement.

Ce poste affiche une croissance de 13,9% avec, notamment, l'entrée en vigueur du recouvrement de la participation de la Nouvelle-Calédonie au programme de placement des demandeurs d'emploi.

Les recettes 2014 sont réparties sur les programmes suivants :

PROGRAMME	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
MEDICO-SOCIAL	0	1 785 674 011	1 785 674 011
EMPLOI	0	520 783 369	520 783 369
RESEAU ROUTIER	0	226 823 336	226 823 336
TRAVAUX POUR AUTRES TIERS	89 515 034	0	89 515 034
COURS D'EAU	0	42 231 727	42 231 727
JEUNESSE	0	34 000 000	34 000 000
ADMINISTRATION	0	25 355 098	25 355 098
SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	15 000 000	0	15 000 000
URBANISME	7 117 152	0	7 117 152
COLLEGES PUBLICS	732 375	0	732 375
TOTAL GENERAL	112 364 561	2 634 867 541	2 747 232 102

→ MEDICO-SOCIAL

1,786 milliard XPF,

dont :

- 1,103 milliard XPF au titre de la participation de la Nouvelle-Calédonie au dispositif de minimum vieillesse pour l'aide aux personnes âgées dont 338,4 millions XPF pour solde de l'exercice 2013 et 767,3 millions XPF pour 2014,
- 660,2 millions XPF au titre des frais de placements des mineurs sous protection judiciaire dans les familles d'accueil et les foyers dont 120,7 millions XPF pour solde de l'exercice 2013 et 539,5 millions XPF au titre de l'acompte 2014.

→ EMPLOI

520,8 millions XPF,

dont :

- 450,0 millions XPF au titre de la participation de la Nouvelle-Calédonie au programme de placement des demandeurs d'emplois pour l'exercice 2014,
- 70,8 millions XPF au titre de la mise à disposition de personnels du programme provincial d'insertion citoyenne (PPIC) pour la lutte anti-vectorielle,

→ RESEAU ROUTIER

226,8 millions XPF,

dont :

- 200,1 millions XPF au titre du remboursement des travaux d'entretien de la voirie territoriale délégué à la province Sud par convention,
- 26,7 millions XPF au titre de la déprédation de voirie.

→ ENTRETIEN DES COURS D'EAU

131,7 millions XPF

délégué à la province Sud par convention dont :

- 97,3 millions XPF versés par l'Agence pour la Prévention et l'Indemnisation des Catastrophes Naturelles (APICAN),
- 34,4 millions XPF versés par la Nouvelle-Calédonie.

- **JEUNESSE** **34,0 millions XPF,**
 au titre du contrôle des Centres de Vacances et de Loisirs (CVL),
 délégué à la province Sud par convention.
- **ADMINISTRATION** **25,3 millions XPF,**
 au titre des mises à disposition de personnels enseignants à l'Institut de
 Formation des Maîtres de Nouvelle-Calédonie (IFMNC).
- **SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT** **15,0 millions XPF,**
 au titre de la participation de la Nouvelle-Calédonie via l'APICAN
 au programme de capture des cervidés sauvages
- **URBANISME** **7,1 millions XPF,**
 au titre d'études de zones inondables sur des terrains
 appartenant à la Nouvelle-Calédonie.
- **COLLEGES PUBLICS** **0,7 million XPF.**
 au titre du programme de soutien de maîtrise de l'énergie au collège de Magenta

D. LES RECOUVREMENTS ET PARTICIPATIONS DIVERSES

Les recouvrements et participations diverses représentent 3% des ressources hors emprunt et résultat avec un recouvrement 2014 à **1,825 milliard XPF** dont 83,0 millions XPF en investissement et 1,742 milliard XPF en fonctionnement. Ce poste affiche une croissance de 97,1%, soit +899,2 millions XPF par rapport à 2013.

Les recouvrements et participations diverses, répartis sur les programmes ci-après :

PROGRAMME	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
RESEAU ROUTIER	457 106	1 071 439 352	1 071 896 458
AIDE MEDICALE	0	449 007 446	449 007 446
ADMINISTRATION	0	50 847 438	50 847 438
ENVIRONNEMENT	28 173 211	18 213 435	46 386 646
SANTE PUBLIQUE	0	33 824 247	33 824 247
JEUNESSE	0	30 000 000	30 000 000
MEDICO-SOCIAL	0	28 758 829	28 758 829
ENSEIGNEMENT PRIVE	0	22 757 925	22 757 925
EQUIPEMENT COMMUNAL	21 460 440	0	21 460 440
TRAVAUX POUR AUTRES TIERS	18 280 060	0	18 280 060
VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE	0	13 272 794	13 272 794
ALLOCATIONS D'ENSEIGNEMENT	0	9 424 522	9 424 522
HABITAT SOCIAL	9 000 000	234 936	9 234 936
SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	5 648 312	0	5 648 312
INSTITUTIONS	0	4 591 319	4 591 319
EMPLOI	0	2 957 971	2 957 971
INSERTION	0	2 365 010	2 365 010
FORMATION	0	1 960 694	1 960 694
CULTURE	0	1 492 840	1 492 840
SPORTS	0	572 765	572 765
INFRASTRUCTURE AERIENNE	0	125 685	125 685
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	0	120 001	120 001
EMPRUNTS	0	38 051	38 051
AGRICULTURE	0	16 437	16 437
PATRIMOINE	3 255	0	3 255
TOTAL GENERAL	83 022 384	1 742 021 697	1 825 044 081

Les cinq premiers programmes regroupent près de 91% des réalisations et concernent les opérations suivantes :

- **LE RESEAU ROUTIER** **1,072 milliard XPF,**
 provenant de la SAVEXPRESS suite à la résiliation des concessions VDE-VDO ⁽¹⁾
 et comprenant notamment 1,053 milliard XPF de reprise de provision,

- **L'AIDE MEDICALE** **449,0 millions XPF,**
dont 413,7 millions XPF de recettes relative au remboursement de la CAFAT au titre du tiers-payant assuré par la province Sud dans le cadre de l'aide médicale gratuite.
- **L'ADMINISTRATION** **50,8 millions XPF,**
comprenant notamment 35,8 millions XPF de rémunérations indûment perçues.
- **L'ENVIRONNEMENT** **46,4 millions XPF,**
dont :
- 18,4 millions XPF de participations de la société VALE NC SAS dans le cadre de la convention pour la conservation de la biodiversité (CCB),
- 15,5 millions XPF de participation de de la société EEC à la réalisation du poste source d'électricité au domaine de DEVA,
- 6,7 millions XPF de participations de l'ADEME aux opérations de gestion des déchets.
- **LA SANTE PUBLIQUE** **33,8 millions XPF.**
au titre du remboursement par la CAFAT des vaccinations et consultations réalisées dans les structures provinciales.

(1)

COÛT FINANCIER DE LA RESILIATION DES CONCESSIONS VDO-VDE	
<i>(Hors gestion de la dette et exploitation du réseau)</i>	
DEPENSES	
1/ Paiement de l'indemnité de résiliation	-1 474 839 492
2/ Rachat de biens	-35 098 248
Total dépenses :	-1 509 937 740
RECETTES	
1/ Reprise de la provision au profit de la province Sud	1 053 360 000
2/ boni de liquidation et remb. du capital	662 486 008
3/ Rachat des créances	13 970 555
4/ Divers	1 000 000
Total recettes :	1 730 816 563
GAIN	220 878 823

E. LES DOTATIONS SUR OPERATIONS CONTRACTUALISEES

Ces dotations représentent les participations de l'Etat et des communes dans le cadre :

- des contrats de développement (CD) 2006-2010 et 2011-2015,
- du contrat d'agglomération (CA) 2006-2010,
- de la Convention pour la Restructuration de l'Habitat Spontané (CRHS) 2011-2015.

Les dotations sur opérations contractualisées représentent 3% des ressources hors emprunt et résultat avec un recouvrement en 2014 de **1,569 milliard XPF** dont :

- 1,454 milliard XPF en section d'investissement, soit une diminution de -826,8 millions XPF (-36%). Au 31 décembre 2013, 1,911 milliard XPF de recettes sur opérations contractualisées sont reportés,
- 114,5 millions XPF en section de fonctionnement, soit une diminution de -16,7 millions XPF (-13%).

Ce poste affiche une baisse de -35,0%, soit -843,5 millions XPF par rapport à 2013. Les perceptions par contrat, section et programme se présentent comme suit :

CONTRAT / GENERATION	INVESTISSEMENT			FONCTIONNEMENT		TOTAL GENERAL
	06-10	11-15	TOTAL	11-15	TOTAL	
CD	8 042 357	1 349 999 697	1 358 042 054	114 545 405	114 545 405	1 472 587 459
CA	56 238 148	0	56 238 148	0	0	56 238 148
CRHS	0	40 112 768	40 112 768	0	0	40 112 768
Total général	64 280 505	1 390 112 465	1 454 392 970	114 545 405	114 545 405	1 568 938 375

PROGRAMME	INVESTISSEMENT				FONCTIONNEMENT				TOTAL GENERAL
	CD	CA	CRHS	TOTAL	CD	CA	CRHS	TOTAL	
HABITAT SOCIAL	679 219 590	0	40 112 768	719 332 358	0	0	0	0	719 332 358
RESEAU ROUTIER	577 562 457	52 926 524	0	630 488 981	0	0	0	0	630 488 981
TRAVAUX POUR AUTRES TIERS	58 800 000	0	0	58 800 000	0	0	0	0	58 800 000
VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE	0	0	0	0	42 545 405	0	0	42 545 405	42 545 405
ENSEIGNEMENT PRIVE	38 171 082	0	0	38 171 082	0	0	0	0	38 171 082
INSERTION	0	0	0	0	30 000 000	0	0	30 000 000	30 000 000
EMPLOI	0	0	0	0	22 500 000	0	0	22 500 000	22 500 000
INTERNATS	0	0	0	0	19 500 000	0	0	19 500 000	19 500 000
MEDICO-SOCIAL	4 288 925	0	0	4 288 925	0	0	0	0	4 288 925
EQUIPEMENT COMMUNAL	0	3 311 624	0	3 311 624	0	0	0	0	3 311 624
Total général	1 358 042 054	56 238 148	40 112 768	1 454 392 970	114 545 405	0	0	114 545 405	1 568 938 375

1. L'habitat social

719,3 millions XPF de participations de l'Etat au titre des opérations suivante :

- l'aide à l'habitat groupé, 540,1 millions XPF,
dont 534,3 millions XPF sur CD 11-15 et 5,7 millions XPF sur CD 06-10,
- l'aide à l'habitat individuel, 139,1 millions XPF,
dont 136,8 millions XPF sur CD 11-2015 et 2,3 millions XPF sur CD 06-10,
- la restructuration de l'habitat spontané, 40,1 millions XPF.
sur CRHS 11-15.

2. Les réseaux routiers

630,5 millions XPF de participations répartis sur les opérations suivantes :

- l'amélioration des conditions de circulation en entrée de ville, 508,9 millions XPF,
dont 463,9 millions XPF sur CD 11-15 et 44,9 millions XPF sur CA 06-10,
- la réfection de la RP 3 – route du Sud sur CD 11-15, 113,6 millions XPF,
- la réalisation de la voie médiane sur CA 06-10, 7,9 millions XPF.

3. Les travaux pour tiers

58,8 millions XPF de participations de l'Etat pour l'amélioration de la circulation en entrée de ville sur CD 11-15.

4. La vie scolaire et éducative

42,5 millions XPF de participations de l'Etat sur CD 11-15 au titre du soutien scolaire.

5. L'enseignement privé

38,2 millions XPF de participations de l'Etat pour les travaux de mises aux normes et de rénovation des bâtiments des directions de l'enseignement privé sur CD 11-15.

6. L'insertion

30,0 millions XPF de participations de l'Etat au titre des chantiers de jeunes sur CD 11-15.

7. L'emploi

22,5 millions XPF de participations de l'Etat au programme provincial d'insertion citoyenne (PPIC) affecté au soutien scolaire prévu au CD 11-15.

8. Les autres programmes

- l'internat, 19,5 millions XPF,
pour le fonctionnement des internats d'excellence sur CD 2011-2015,
- le médico-social, 4,3 millions XPF,
pour la construction du foyer de l'enfance et de la maison de la santé à Koutio sur CD 2011-2015,
- les équipements communaux, 3,3 millions XPF.
pour l'harmonisation des transports publics.

F. LES MOUVEMENTS FINANCIERS

Les mouvements financiers représentent 2% des ressources hors emprunt et résultat avec un recouvrement en 2014 de **1,141 milliard XPF** dont 167,3 millions XPF en investissement et 974,2 millions XPF en fonctionnement.

Ces recettes sont décomposées comme suit par programmes et opérations :

- **RESEAU ROUTIER** **759,9 milliard XPF,**
provenant de la SAVEXPRESS suite à la résiliation des concessions VDE-VDO ⁽²⁾
et comprenant :
 - le boni de liquidation 685,1 millions XPF,
 - la cession des titres de participations 74,8 millions XPF.

- **PARTICIPATIONS FINANCIERES** **314,3 millions XPF,**
comprenant :
 - les intérêts fixes, plafonnés et participatifs versés par la Société Territoriale Calédonienne de Participation Industrielle (STCPI) 214,3 millions XPF,
 - le remboursement par Promosud des avances en comptes-courants d'associés, conformément aux dispositions de la convention modifiée n°216-06 du 12 mai 2008 100,0 millions XPF.

- **HABITAT SOCIAL** **67,3 millions XPF.**
concernant le remboursement des prêts accordés aux particuliers dans le cadre de l'accèsion au logement,

G. LES RECETTES DES SERVICES

Les recettes des services représentent 1% des ressources hors emprunt et résultat avec un recouvrement 2014 de **724,3 millions XPF** dont 2,250 millions XPF en section d'investissement et 722,0 millions XPF en section de fonctionnement.

PROGRAMME	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
ADMINISTRATION	2 250 000	465 443 026	467 693 026
ALLOCATIONS D'ENSEIGNEMENT	0	59 175 450	59 175 450
SANTE PUBLIQUE	0	40 019 322	40 019 322
ENVIRONNEMENT	0	39 760 510	39 760 510
SPORTS	0	37 449 400	37 449 400
INTERNATS	0	32 438 032	32 438 032
JEUNESSE	0	22 105 630	22 105 630
RESEAU ROUTIER	0	12 957 892	12 957 892
STATIONS PROVINCIALES	0	11 825 178	11 825 178
INFRASTRUCTURE AERIENNE	0	880 495	880 495
TOTAL GENERAL	2 250 000	722 054 935	724 304 935

1. L'administration

467,7 millions XPF de recettes concernant principalement les postes suivants :

- les locations d'immeubles, 195,9 millions XPF,
- les redevances d'occupation du domaine public maritime, 100,2 millions XPF,
- les cessions de bâtiments, 71,8 millions XPF,
- la location de terrains, 44,1 millions XPF,
- la cession de lots industriels, 17,3 millions XPF,
- la cession de bien meubles, 15,5 millions XPF,
- les prestations du bureau de gestion agricole, 11,2 millions XPF.

2. L'allocation d'enseignement

59,2 millions XPF de recettes des internats provinciaux dont 35,6 millions XPF pour les demi-pension et 23,5 millions XPF pour les pensions.

(2) Cf tableau sur le coût de la résiliation de la concession en page 14

3. La santé publique

40,0 millions XPF de recettes concernant principalement :

- la facturation de soins médicaux dispensés dans les structures provinciales, 38,8 millions XPF,
- les remboursements par la mutuelle des fonctionnaires des frais d'hospitalisation au CMS de Bourail et la médecine préventive réalisée dans les centres médico-social en faveur des étudiants, 1,2 millions XPF.

4. L'environnement

39,8 millions XPF de recettes concernant :

- les droits d'entrée du parc zoologique et forestier, 18,9 millions XPF,
- les droits d'entrée du parc provincial de la Rivière Bleue, 16,1 millions XPF,
- les remboursements des frais d'enquêtes relatives aux Installations, Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), 4,6 millions XPF.

5. Les sports

37,4 millions XPF de recettes dont 34,1 millions XPF pour les participations aux stages organisés par le Centre des Activités Nautiques (CAN), 2,3 millions XPF pour la participation des particuliers aux camps de vacances et 1,1 millions XPF pour la location des installations du PLGC.

6. Les internats

32,4 millions XPF provenant de la gestion générale des internats tels la vente de matière et autres locations.

7. La jeunesse

22,1 millions XPF pour les hébergements au centre d'accueil permanent (CAP) de Poé.

8. Les autres programmes

25,6 millions XPF de recettes répartis sur les principaux programmes et opérations suivants :

- le réseau routier 12,9 millions XPF,
dont 11,9 millions XPF de remboursement des compagnies d'assurance au titre des dégâts sur les équipements routiers provinciaux,
- les stations provinciales, 11,8 millions XPF,
dont 11,6 millions XPF pour la vente de bétail,
- les infrastructures aériennes, 0,8 millions XPF.
pour la location des locaux de l'aéroport de l'îles des Pins.

H. DOTATIONS DES COMMUNES

Les dotations perçues des communes s'élèvent à **106,5 millions XPF**, dont 22,9 millions XPF en investissement et 83,5 millions XPF en fonctionnement décomposées comme suit par programmes et opérations :

- **LA VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE** 77,3 millions XPF,
au titre de la participation des communes à la location de matériel informatique dans le cadre de l'opération ODI3,
- **LE RESEAU ROUTIER** 22,9 millions XPF,
au titre de la participation de la Ville de Nouméa à la réfection de la rue Schweitzer à Logicoop,
- **LES TRANSPORTS PUBLICS** 3,2 millions XPF,
au titre de la participation du Syndicat Mixte des Transports Urbains (SMTU) à la gestion de la gare routière de Montravel.
- **LA SANTE PUBLIQUE** 3,0 millions XPF.
au titre de la participation de la Ville du Mont-Dore à la mise en place de lieux d'écoutes dans le cadre de programmes sociaux,

I. L'AFFECTION DU RESULTAT

En application des dispositions de l'instruction M52, dès lors que le solde d'exécution de la section d'investissement complété des reports présente un besoin de financement, le résultat de fonctionnement doit couvrir ce besoin de financement.

Conformément à ces dispositions, l'assemblée de province a affecté, par délibération n° 12-2014 du 26 juin 2014, une partie du résultat excédentaire de fonctionnement 2013 au financement de la section d'investissement.

Cette affectation se traduit par la constatation d'une recette de **1,353 milliard XPF** sur l'exercice 2014.

CHAPITRE 2 – L'EMPRUNT

En 2014, **3,0 milliards XPF** de ressources externes d'emprunt ont été mobilisées pour financer les 9,4 milliards XPF de dépenses d'investissement directs soit 32% du plan de financement.

Les 3,0 milliards XPF d'emprunts mobilisés en 2014 ont été souscrits en 2013 et sont ventilés comme suit par établissement prêteur :

- 2 milliards XPF auprès de l'Agence Française de Développement (AFD) à taux fixe de 2,38% et sur une durée de 15 ans ;
- 1 milliard XPF auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations au taux du livret A (*1% au 01/05/15*) complété d'une marge de 1% comprenant 308 millions XPF sur une durée de 21 ans (prêt PSPL) et 692 millions XPF sur une durée de 15 ans (prêt PPU).

CHAPITRE 3 – LES MOUVEMENTS D'ORDRE

Au titre des mouvements d'ordre, deux catégories peuvent être établies :

- l'autofinancement qui constitue la part des recettes de fonctionnement disponibles pour financer les investissements,
- les autres mouvements d'ordre qui se caractérisent par des reclassements comptables au sein d'une même section.

Les mouvements d'ordre de l'exercice 2014 en recettes s'élèvent à 3,8 milliards XPF dont 3,3 milliards XPF en section d'investissement et 490,8 millions XPF en section de fonctionnement.

→ De section à section :

L'autofinancement est généré par des mouvements de recettes d'investissement de **3,3 milliards XPF** composés de :

- 3,0 milliards XPF au titre de la dotation aux amortissements,
- 282,8 millions XPF au titre de la sortie de l'actif du bilan des titres de participation SAVEXPRESS,
- 6,3 millions XPF au titre des autres cessions d'immobilisations.

→ Au sein de la section d'investissement :

Les autres mouvements d'ordre s'élèvent à 64,5 millions XPF en investissement dont 39,8 millions XPF au titre du reclassement des frais d'études, de recherches et d'insertion et 24,8 millions XPF au titre de reclassements comptables liées aux cessions, échanges et acquisition de terrain.

B - LES EMPLOIS

Les dépenses du compte administratif 2014 s'élèvent à **60,525 milliards XPF** dont 56,661 milliards XPF en mouvements réels.

En mouvements réels, 12,071 milliards XPF concerne la section d'investissement et 44,590 milliards XPF la section de fonctionnement.

Le tableau ci-dessous reprend l'ensemble des emplois par type de dépenses sur les exercices 2013 et 2014.

Type de dépenses	CA 2013			CA 2014			variation 14/13
	INV	FONC	TOTAL	INV	FONC	TOTAL	
Investissements directs	13 633 852 283		13 633 852 283	9 446 814 619		9 446 814 619	-31%
Dépenses des services communs		20 546 172 126	20 546 172 126		21 091 908 060	21 091 908 060	3%
Interventions et Subventions HCD		22 032 994 444	22 032 994 444		22 855 034 022	22 855 034 022	4%
Dette	1 399 637 644	475 370 745	1 875 008 389	2 625 007 463	643 102 583	3 268 110 046	74%
Mouvements réels	15 033 489 927	43 054 537 315	58 088 027 242	12 071 822 082	44 590 044 665	56 661 866 747	-2%
Mouvements d'ordre	492 950 547	3 190 515 002	3 683 465 549	555 365 317	3 308 242 048	3 863 607 365	5%
TOTAL	15 526 440 474	46 245 052 317	61 771 492 791	12 627 187 399	47 898 286 713	60 525 474 112	-2%

12,283 milliards XPF de crédits de paiement sont financés sur autorisations de programme et d'engagement.

CHAPITRE 1 – LES INVESTISSEMENTS DIRECTS

Les investissements directs comprennent l'ensemble des dépenses d'investissement à l'exception du remboursement en capital des emprunts.

Pour 2014, les investissements directs se sont élevés à 9,447 milliards XPF dont 90% sont financés sur autorisation de programme. Ces investissements directs sont en diminution de -4,187 milliards XPF (-31%) par rapport à 2013 et représentent 17% des dépenses réelles.

Les réalisations sont réparties par fonction sur les exercices 2013 et 2014 comme suit :

→ Par fonction et type de dépenses :

FONCTION	CA 2013					CA 2014				
	Inv. provinciaux	Inv sur OPC (1)	Prog.non provinciaux	Mvts financiers	TOTAL	Inv. provinciaux	Inv sur OPC (1)	Prog.non provinciaux	Mvts financiers	TOTAL
4-SANTE-SOCIAL	87 147 723	1 747 703 619	624 793 568	0	2 459 644 910	188 897 465	1 172 510 863	567 907 950	0	1 929 316 278
8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION	1 400 551 455	695 257 801	0	0	2 095 809 256	1 007 637 055	627 987 144	0	0	1 635 624 199
2-ENSEIGNEMENT	1 617 664 308	317 519 777	184 974 427	0	2 120 158 512	1 111 613 664	177 935 205	178 278 751	805 446	1 468 633 066
6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT PROFESSION.	856 809 654	0	559 408 691	80 000 000	1 496 218 345	903 173 726	5 218 488	494 427 459	5 000 000	1 407 819 673
10-CONTRIBUTION AUX PROG COMMUNAUX	0	740 134 760	1 314 379 024	0	2 054 513 784	523 000	709 404 517	522 558 548	0	1 232 486 065
0-EQUIPEMENT DE LA COLLECTIVITE	1 557 327 135	0	30 000 000	64 803 768	1 652 130 903	858 130 920	0	0	0	858 130 920
3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	361 944 153	0	80 544 485	6 000 000	448 488 638	289 694 019	0	80 699 884	6 000 000	376 393 903
7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	490 342 014	0	667 583 332	0	1 157 925 346	302 651 114	0	51 476 561	0	354 127 675
11-MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE	0	78 400 000	65 937 589	0	144 337 589	0	0	183 032 840	0	183 032 840
1-SECURITE ET ORDRE PUBLIC	0	0	4 625 000	0	4 625 000	0	0	1 250 000	0	1 250 000
TOTAL	6 371 786 442	3 579 015 957	3 532 246 116	150 803 768	13 633 852 283	4 662 320 963	2 693 056 217	2 079 631 993	11 805 446	9 446 814 619

(1) Investissement sur Opérations Contractualisées avec l'Etat, communes, autres tiers.

→ Par fonction et programmes :

N° prog	Libellé du programme	CA 2013	CA 2014	var.%
18	HABITAT SOCIAL	2 307 532 322	1 622 667 746	-30%
20	SANTE PUBLIQUE	47 863 422	153 563 629	221%
19	MEDICO-SOCIAL	93 348 087	148 093 215	59%
01	ADMINISTRATION	10 901 079	4 135 938	-62%
42	MISSION CONDITION FEMININE	0	855 750	.
 FONCTION 4-SANTE-SOCIAL		2 459 644 910	1 929 316 278	-22%
21	RESEAU ROUTIER	2 049 587 286	1 419 879 437	-31%
22	INFRASTRUCTURE AERIENNE	34 558 324	189 968 897	450%
24	INFRASTRUCTURE PORTUAIRE	11 663 646	24 898 215	113%
30	TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE	0	877 650	.
 FONCTION 8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION		2 095 809 256	1 635 624 199	-22%
07	COLLEGES PUBLICS	1 716 689 155	1 253 769 583	-27%
09	ENSEIGNEMENT PRIVE	316 319 777	172 718 751	-45%
11	INTERNATS	85 920 929	40 970 439	-52%
01	ADMINISTRATION	1 228 651	1 174 293	-4%
 FONCTION 2-ENSEIGNEMENT		2 120 158 512	1 468 633 066	-31%
25	ENVIRONNEMENT	587 223 025	847 137 622	44%
34	SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	574 008 691	490 060 605	-15%
38	TOURISME	2 709 120	25 892 306	856%
40	STATIONS PROVINCIALES	89 083 831	15 381 728	-83%
37	AGRICULTURE	8 630 937	10 745 834	25%
35	PECHE ET AQUACULTURE	88 761 954	6 906 809	-92%
39	EXPANSION GENERALE	0	5 218 488	.
01	ADMINISTRATION	2 402 021	3 187 644	33%
15	SPORTS	15 323 557	1 946 557	-87%
33	INSERTION	30 772 222	1 342 080	-96%
27	ZIZA-ZAC	97 302 987	0	-100%
 FONCTION 6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE		1 496 218 345	1 407 819 673	-6%
45	EQUIPEMENT COMMUNAL	2 054 513 784	1 232 486 065	-40%
 FONCTION 10-CONTRIBUTION AUX PROGRAMMES COMMUNAUX		2 054 513 784	1 232 486 065	-40%
01	ADMINISTRATION	1 652 130 903	855 322 170	-48%
02	INSTITUTIONS	0	2 808 750	.
 FONCTION 0-EQUIPEMENT DE LA COLLECTIVITE		1 652 130 903	858 130 920	-48%
13	PATRIMOINE	121 622 346	173 578 666	43%
15	SPORTS	255 830 085	147 673 475	-42%
16	JEUNESSE	61 878 243	44 541 515	-28%
14	CULTURE	8 570 000	9 801 512	14%
01	ADMINISTRATION	587 964	798 735	36%
 FONCTION 3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS		448 488 638	376 393 903	-16%
25	ENVIRONNEMENT	347 279 822	188 209 503	-46%
26	URBANISME	93 051 271	74 678 091	-20%
23	COURS D'EAU	25 838 500	49 915 711	93%
29	AMENAGEMENT RURAL	42 779 978	40 903 370	-4%
01	ADMINISTRATION	0	421 000	.
40	STATIONS PROVINCIALES	1 475 775	0	-100%
27	ZIZA-ZAC	647 500 000	0	-100%
 FONCTION 7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT		1 157 925 346	354 127 675	-69%
46	TRAVAUX POUR AUTRES TIERS	144 337 589	183 032 840	27%
 FONCTION 11-MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE		144 337 589	183 032 840	27%
01	ADMINISTRATION	4 625 000	1 250 000	-73%
 FONCTION 1-SECURITE ET ORDRE PUBLIC		4 625 000	1 250 000	-73%
 TOTAL		13 633 852 283	9 446 814 619	-31%

6 753,8 milliards XPF soit 71,5% des investissements ont été réalisés hors partenariat institutionnel (Etat ou communes sur financement HCD et CCA).

La répartition par type de financement se présente comme suit (en millions de francs) :

Financement	HCD	CD	CPEC	CA	PCI	CRHS	CCA	CI	TPSLN	TOTAL
HCD	6 703,3						50,4			6 753,8
OPC		1 843,8	247,4	232,7	228,2	134,6		5,2	1,0	2 693,1
 TOTAL	6 703,3	1 843,8	247,4	232,7	228,2	134,6	50,4	5,2	1,0	9 446,8

HCD : Hors Contrat de Développement

CD : Contrat de Développement Etat-Province Sud

CPEC : Contrat Etat-Province Sud-Communes de l'intérieur

CA : Contrat Etat-Province Sud-Communes de l'agglomération

PCI : Programme d'investissements Province Sud-Communes de l'Intérieur

CRHS : Convention Etat-Province Sud pour la Restructuration de l'Habitat Spontané

CCA : Convention-Cadre avec l'Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Energie

CI : Contrat de Développement Inter-collectivités

TPSLN : Contrat commune de Thio-Province Sud-Société Le Nickel

A. LA SANTE, LA PROTECTION ET L'ACTION SOCIALE

Les dépenses de ce secteur s'élèvent à **1,929 milliard XPF** répartis comme suit par programme et opérations :

Programme 18 – Habitat social

1,622 milliard XPF répartis comme suit par opération et financement :

▪ **L'aide à l'habitat individuel**

830,6 millions XPF pour les aides à l'accession individuelle à la propriété, dont 391 millions XPF CD 2011-2015.

▪ **L'aide à l'habitat groupé**

554,4 millions XPF dont 532,9 millions XPF sur CD 2011-2015 pour les aides à la pierre attribuées à la SEM AGGLO, la Société Immobilière de Calédonie(SIC) et Fonds Calédonien de l'Habitat (FCH).

▪ **Les autres opérations :**

237,7 millions XPF répartis comme suit :

- | | |
|--|---------------------|
| ▪ la restructuration de l'habitat spontanée sur la presque île océanienne, | 134,6 millions XPF, |
| ▪ la rénovation urbaine de Saint-Quentin,
pour la participation à la destruction des tours, | 100,0 millions XPF, |
| ▪ une subvention d'équipement à la Maison de l'Habitat , | 3,1 millions XPF. |

Programme 20 – Santé publique

153,6 millions XPF répartis comme suit par opération et financement :

- | | |
|--|--------------------|
| ▪ la construction du centre médico-social de Vao, à l'Ile des pins
dont 15,6 millions XPF sur CD 2011-2015, | 60,4 millions XPF |
| ▪ l'aménagement des centres médicaux
dont 12,5 millions XPF pour le centre de Thio et 10,8 millions XPF pour
celui de Bourail, | 58,8 millions XPF |
| ▪ le renouvellement du matériel médical, | 29,2 millions XPF, |
| ▪ les études pour la construction du centre médico-social de Yaté sur CD 2011-2015 | 4,2 millions XPF, |
| ▪ l'extension du centre médico-social de Boulari | 0,5 millions XPF. |

Programme 19 – Médico-social

148,1 millions XPF répartis sur les principales opérations suivantes :

- | | |
|---|--------------------|
| ▪ la construction du foyer pour personnes âgées, sur CD 2011-2015, | 50,5 millions XPF, |
| ▪ la rénovation et l'équipement des foyers,
principalement pour les foyers Béthanie et de Néméara, | 34,8 millions XPF, |
| ▪ les études pour le foyer de l'enfance de Dumbéa-sur-Mer sur CD 2011-2015 | 26,3 millions XPF, |
| ▪ le mobilier et matériels pour l'Etablissement Thérapeutique
Educatif Pédagogique et Spécialisé (ETEPS) autisme | 19,7 millions XPF, |
| ▪ la construction du foyer pour jeunes travailleurs, sur CD 2011-2015, | 9,2 millions XPF, |
| ▪ les études et les travaux de construction de la maison de la santé de
Dumbéa-sur-Mer, sur CD 2011-2015 | 5,2 millions XPF, |
| ▪ la participation à la réfection des structures d'associations | 2,2 millions XPF. |

Programme 01 – Administration

4,1 millions XPF pour des travaux d'aménagement et l'acquisition de divers matériel et mobilier pour les directions.

Programme 42 – Mission à la condition féminine

0,8 million XPF pour la création du site internet « Les femmes.nc ».

B. LES TRANSPORTS ET COMMUNICATION

Les dépenses de ce secteur s'élèvent à **1,636 milliard XPF** répartis comme suit par programme et opérations :

Programme 21 – Réseau routier

1,420 milliard XPF de travaux sur la voirie provinciale, dont 628,0 millions XPF sur CD 2011-2015 et répartis sur les principales opérations suivantes :

- l'amélioration des entrées de la Ville de Nouméa 349,0 millions XPF,
comprenant notamment :
 - la sécurisation des piétons sur les voies express 136,6 millions XPF,
 - l'échangeur de Ko We Kara, 126,4 millions XPF,
 - l'échangeur de Normandie 55,9 millions XPF,
 - l'aménagement du carrefour RABOT, 19,7 millions XPF,
 - le renforcement de la chaussée de la voie express 1, 10,4 millions XPF,

- la réfection des chaussées de la RP 3 - desserte du Sud , 329,8 millions XPF,
- le renforcement des routes provinciales, réseau Sud, 162,5 millions XPF,
- la voie Express 2 – route du Nord, 136,7 millions XPF
comprenant :
 - la réalisation de l'échangeur de Koutio 77,3 millions XPF,
 - la démolition et l'aménagement de l'ancien péage 59,3 millions XPF,

- les travaux de reprise d'ouvrages d'art, 135,0 millions XPF,
- la route provinciale n°1 – route du Sud, 109,1 millions XPF,
- la reprise du matériel et des fournitures de voirie de la SAVEXPRESS
et de la VDE Express 35,0 millions XPF,
- les équipements d'exploitation et de sécurité routière, 33,1 millions XPF,
- la voie de dégagement Est (VDE)
pour la démolition et l'aménagement de l'ancien péage, 26,6 millions XPF,
- la RP 10 – route de Petchikara 23,3 millions XPF,
pour l'élargissement du col,
- la RP 2 – route de la corniche 18,1 millions XPF,
pour l'élargissement du col,
- l'acquisition de matériels d'entretien de la voirie, 14,5 millions XPF,
- les travaux de reprise d'ouvrages d'assainissement, 12,4 millions XPF,
- les études pour la réalisation d'une liaison Ducos-Koutio, 9,2 millions XPF,
- la desserte des quartiers de Ducos, 6,7 millions XPF.

Programme 22 – Infrastructure aérienne

190 millions XPF répartis sur les principales opérations suivantes :

- l'aéroport de l'Ile des Pins 182,0 millions XPF,
dont 177,3 millions XPF pour les travaux de clôture,
- l'aérodrome de Ouatom 6,4 millions XPF,
- l'aérodrome de Poé 1,2 million XPF.

Programme 24 – Infrastructure portuaire

24,9 millions XPF comprenant :

- les études pour la construction de la gare maritime de l'Ile des pins 23,0 millions XPF,
- les ouvrages maritimes du lagon Sud 1,8 million XPF.

Programme 30 – Transport public terrestre

0,8 million XPF de travaux de bâtiment dont 0,5 million XPF sur la gare routière de Montravel et 0,3 million XPF pour le dépôt de bus de Normandie.

C. L'ENSEIGNEMENT

Les dépenses de ce secteur s'élèvent à **1,468 milliard XPF** répartis comme suit par programme et opérations :

Programme 07 – Collèges publics

1,253 milliard XPF pour la construction et l'équipement des collèges publics comprenant principalement :

- la construction du collège de Dumbéa-sur-Mer 1, 430,8 millions XPF,
- les travaux d'aménagement dans divers collèges, 256,1 millions XPF,
comprenant notamment :
 - les travaux de sécurité et d'hygiène 118,0 millions XPF,
 - les divers travaux de réaménagement 65,7 millions XPF,
 - le renouvellement des équipements 39,4 millions XPF,
 - les travaux dans les logements de fonction 32,8 millions XPF,

- la dotation aux collèges pour l'acquisition d'équipements, 166,5 millions XPF,
- la poursuite des travaux de câblage informatique, 164,0 millions XPF,
- les travaux au collège de Magenta, 69,1 millions XPF
dont 45,4 millions XPF pour la rénovation des salles de technologies
et 19,2 millions XPF pour la construction de salles de classes,

- l'extension du collège Jean FAYARD, 41,2 millions XPF,
- les études pour la construction du collège de Dumbéa-sur-Mer 2, 40,9 millions XPF,
- l'agrandissement des vestiaires du collège de La Foa 36,0 millions XPF,
- la poursuite des travaux de désamiantage au collège de Magenta, 25,0 millions XPF.

Programme 09 – Enseignement privé

172,7 millions XPF pour la participation aux travaux de mise aux normes et de rénovation des établissements des directions de l'enseignement privés, dont 160,9 millions XPF financés sur CD 2011-2015.

Programme 11 – Internats

40,9 millions XPF au titre des internats comprenant :

- la rénovation, la sécurisation et l'équipement des internats provinciaux de La Foa et de Bourail, 23,9 millions XPF,
- les études pour la construction de l'internat d'excellence d'Auteuil, 17,0 millions XPF
sur CD 2011-2015.

Programme 01 – Administration

1,2 million XPF comprenant :

- le remboursement, en tant que caution, de prêts contractés auprès de la BNC par des étudiants pour le financement de leurs études 0,8 million XPF,
- l'aménagement des bâtiments et l'acquisition de matériel et mobilier pour les directions 0,4 million XPF,

D. L'ECONOMIE, L'EMPLOI ET LA FORMATION PROFESIONNELLE

Les dépenses de ce secteur s'élèvent à **1,408 milliard XPF** répartis principalement comme suit par programme et opérations suivantes :

Programme 25 – Environnement

847,1 millions XPF pour l'aménagement du domaine de Déva, comprenant notamment :

- la réalisation des routes d'accès 618,4 millions XPF,
- les travaux pour la desserte électrique 122,9 millions XPF,
- les travaux d'irrigation 74,5 millions XPF,
- la construction du réservoir d'eau potable 18,8 millions XPF.

Programme 34 – Soutien à l'investissement

490,1 millions XPF de crédits affectés aux opérations suivantes :

- le Code des Aides pour le Soutien de l'Economie (CASE) 440,0 millions XPF,
pour les aides dans les secteurs suivants :
 - rural, 179,2 millions XPF,
 - industriel et commercial, 115,4 millions XPF,
 - maritime, 118,0 millions XPF,
 - tourisme, 27,4 millions XPF.
- le plan de soutien aux entreprises en difficulté pour le secteur rural et maritime, 45,0 millions XPF,
- le fonds de prêts d'honneur 5,0 millions XPF.

Programme 38 – Tourisme

25,9 millions XPF de crédits concernant :

- la gare maritime de l'Ile des pins 17,9 millions XPF,
principalement pour l'aménagement de la liaison piétonne,
- l'îlot Amédée 8,0 millions XPF,
dont 5,8 millions XPF pour l'installation d'un dessalinisateur.

Programme 40 – Stations provinciales

15,4 millions XPF de crédits répartis comme suit :

- la station zootechnique de Port-Laguerre, 8,2 millions XPF,
pour l'équipement des stations bovine et ovine-caprine,
- la station maraîchère et horticole de Saint-Louis, 5,5 millions XPF,
dont 3,8 millions XPF pour l'extension de biofabrique d'auxiliaires
pour les cultures,
- l'aménagement et l'équipement de la pépinière de Port-Laguerre 1,7 million XPF.

Programme 37 – Agriculture

10,7 millions XPF de crédits comprenant :

- les subventions d'équipement dans le domaine agricole, 4,8 millions XPF,
dont 3,2 millions XPF à l'association « le marché broussard »
pour la réalisation d'un drive,
- la participation à la chambre d'agriculture pour l'acquisition
d'équipements destinés aux marchés broussards 4,5 millions XPF,
- l'acquisition de matériels techniques, 1,4 million XPF.

Programme 35 – Pêche et aquaculture

6,9 millions XPF de crédits comprenant :

- l'aménagement de la station aquacole de Saint-Vincent, 6,7 millions XPF,
- la réalisation de corps-morts pour le dispositif de concentration de poissons (DCP), 0,2 million XPF.

Programme 39 – Expansion générale

5,2 millions XPF de crédits pour la participation au Pôle de Recherche, d'Enseignement Supérieur et d'Innovation Calédonienne (PRESICA) sur CDI 2011-2015.

Programme 01 – Administration

3,2 millions XPF comprenant :

- l'aménagement des bâtiments et l'acquisition de matériel et mobilier pour les directions 2,4 millions XPF,
- les travaux sur domaine public maritime 0,8 million XPF.

Programme 15 – Sports

1,9 million XPF pour des travaux sur les pistes des boucles de Déva.

Programme 33 – Insertion

1,3 million XPF de crédits dont 1,0 million XPF pour l'achat de matériel pour les chantiers de jeunes et 0,3 million XPF pour l'école de la seconde chance.

E. L'EQUIPEMENT DES COMMUNES

La contribution provinciale aux programmes d'investissement des communes s'élève à **1,232 milliard XPF**, répartis en subventions directes pour 976,7 millions XPF et en travaux sous maîtrise d'ouvrage déléguée pour 255,8 millions XPF.

a. Le programme de subventions

Le tableau ci-dessous présente le détail par secteur et par financement.

SECTEUR	CPEC	CA	HCD	PCI	CCA	TPSLN	TOTAL
73-GESTION DE L'EAU	164 087 150	14 210 943	3 144 750	4 214 595			185 657 438
71-GESTION DES DECHETS ET LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS	34 270 616	73 457 878	39 634 327		36 090 620		183 453 441
76-URBANISME, LOGEMENT ET ESPACES PUBLICS	26 884 681	2 399 714	51 950 000	1 250 000			82 484 395
72-PRODUCTION ET MAITRISE DE L'ENERGIE				5 791 429			5 791 429
>> 7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	225 242 447	90 068 535	94 729 077	11 256 024	36 090 620		457 386 703
81-INFRASTRUCTURES ET TRANSPORT TERRESTRE	7 642 189	39 917 364	82 500 000	196 146 081		1 036 179	327 241 813
>> 8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION	7 642 189	39 917 364	82 500 000	196 146 081		1 036 179	327 241 813
32-SPORTS	14 499 104	77 343 769		10 935 777			102 778 650
31-CULTURE		3 944 080	7 000 000				10 944 080
>> 3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	14 499 104	81 287 849	7 000 000	10 935 777			113 722 730
02-SERVICES GENERAUX			32 000 000				32 000 000
>> 0-ADMINISTRATION GENERALE			32 000 000				32 000 000
21-ENSEIGNEMENT PRIMAIRE		8 339 032		9 907 558			18 246 590
>> 2-ENSEIGNEMENT		8 339 032		9 907 558			18 246 590
13-INCENDIE ET SECOURS			7 392 000				7 392 000
10-SERVICES COMMUNS			3 225 000				3 225 000
11-POLICE		2 626 378					2 626 378
>> 1-SECURITE ET ORDRE PUBLIC		2 626 378	10 617 000				13 243 378
58-AUTRES		10 500 000					10 500 000
>> 5-PROTECTION ET ACTION SOCIALE		10 500 000					10 500 000
92-AGRICULTURE ET PECHE - SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS ET BIO SECURITE			4 352 000				4 352 000
>> 9-ECONOMIE			4 352 000				4 352 000
TOTAL	247 383 740	232 739 158	231 198 077	228 245 440	36 090 620	1 036 179	976 693 214

→ **l'aménagement et l'environnement**

457,4 millions XPF de crédits décomposés comme suit :

- la gestion de l'eau, 185,6 millions XPF,
pour l'adduction d'eau potable dans les communes de l'intérieur,
- la gestion des déchets, 183,4 millions XPF,
dont 75,7 millions XPF pour la réhabilitation des décharges
et la mise en place de quai d'apport volontaire
et 33,0 millions XPF pour l'assainissement du quartier de Tindu-Kaméré,
- l'urbanisme, le logement et les espaces publics, 82,5 millions XPF,
dont 50 millions XPF pour le financement des équipements publics
de la ZAC de Dumbéa-sur-Mer,
- la production et la maîtrise de l'énergie, 5,8 millions XPF,
pour des travaux d'électrification à l'île des pins.

→ **les transports et communication**

327,2 millions XPF de crédits pour l'aménagement des voiries communales comprenant notamment :

- l'aménagement des voiries des communes de l'intérieur
au titre du PCI 2011-2015 196,1 millions XPF,
- l'aménagement du carrefour Berthelot, 82,5 millions XPF.

→ **la culture, la jeunesse, les sports et les loisirs**

113,7 millions XPF de crédits décomposés comme suit :

- les équipements sportifs, 102,8 millions XPF,
dont 77,3 millions XPF au titre du CA 2011-2015
comprenant 26,7 millions XPF pour le pôle sportif d'Auteuil
et 23,1 millions XPF pour l'extension de l'office municipal
des sports de Dumbéa,
- les équipements culturels, 10,9 millions XPF,
dont 7,0 millions XPF pour les études et l'aménagement
du musée de la mine de Thio.

→ **les autres secteurs**

78,3 millions XPF de crédits répartis dans les secteurs suivants :

- l'administration, 32,0 millions XPF,
pour une participation aux infrastructures de la commune de Sarraméa,
- des participations aux équipements d'enseignement primaire des communes, 18,2 millions XPF,
- la sécurité et l'ordre public dont 7,3 millions XPF pour un diagnostic
sur la protection des massifs forestiers dans le cadre de la lutte
contre les incendies 13,2 millions XPF,
- une participation pour le logement et l'habitat social des communes
dans le cadre du CA 2011-2015, 10,5 millions XPF,
- le soutien à la filière aquacole de la commune de Poya, 4,3 millions XPF.

b. Le programme des maîtrises d'ouvrage déléguées

Les opérations réalisées sous maîtrise d'ouvrage déléguée en faveur des communes s'élèvent à **255,7 millions XPF** répartis sur les opérations suivantes :

Opérations pour tiers	Commune	secteur	DEPENSES	RECETTES (PM)
CI/CS-INTERNET A L'ECOLE	toutes communes	enseignement	110 610 755	0
INSTITUT AUTISME	MONT-DORE	social	59 786 825	0
EXTENSION DES PISTES DE TINA	NOUMEA	voirie	28 329 743	0
PLATEAU SPORTIF DU CALVAIRE	DUMBEA	sports	21 890 000	0
CONDUITE OPERATION - AEP ET ASSAINISSEMENT	toutes communes	aep-assainissement	18 144 000	0
CD/CS-FORT DE TEREMBA	MOINDOU	patrimoine	7 259 506	0
COMPLEXE SPORTIF DE WAHO	YATE	sports	4 161 560	0
CS-RTE DES ARTIFICES-ACCES IMMEUBLE ADMINISTRATIF PSUD	NOUMEA	sports	3 819 755	0
PAT BATI-VALORISATION MONUMENTS HISTORIQUES	ILE DES PINS	patrimoine	1 423 207	0
COLLEGE FAYARD-INSTALLATIONS SPORTIVES	DUMBEA	sports	367 500	0
TOTAL			255 792 851	0

F. L'EQUIPEMENT DE LA COLLECTIVITE

Les dépenses de ce secteur s'élèvent à **858,1 millions XPF** répartis sur les principales opérations suivantes :

Programme 01 – Administration

855,3 millions XPF de crédits répartis comme suit :

- l'équipement informatique, 302,1 millions XPF, comprenant notamment :
 - l'acquisition de micro-ordinateurs, de licences bureautiques et de matériels périphériques, 144,5 millions XPF, dont 67,3 millions XPF sont destinés aux collèges publics,
 - le matériel et les logiciels nécessaires au fonctionnement et à la surveillance des réseaux, 87,9 millions XPF,
 - la mise à jour et le développement d'applications spécifiques à la collectivité, 69,7 millions XPF,

- le centre administratif de la province Sud (CAPS) 215,6 millions XPF, comprenant notamment :
 - l'achèvement des travaux de construction, 144,7 millions XPF,
 - le réseau informatique spécifique au bâtiment, 55,6 millions XPF,

- les travaux de construction de l'annexe de la Direction du Foncier et de l'Aménagement (DFA) à Ducos, 72,2 millions XPF,
- les travaux de réfection et d'aménagement des bâtiments provinciaux , 63,4 millions XPF,
- les gros travaux d'entretien et de rénovation des logements, 46,7 millions XPF,
- l'acquisition et l'équipement de véhicules, 45,7 millions XPF,
- le renouvellement et l'acquisition de matériel de bureau et de mobilier, 31,3 millions XPF,
- la réfection et l'aménagement de l'hôtel de province, 25,3 millions XPF,
- l'acquisition de données géographiques numériques, 17,2 millions XPF,
- la numérisation de données topographiques, 15,1 millions XPF,
- l'aménagement et l'équipement des locaux de l'espace Jeunes , 7,3 millions XPF,
- l'achèvement du bâtiment de l'aide légale, 6,5 millions XPF.

Programme 02 – Institutions

2,8 millions XPF dont 2 millions XPF pour la réalisation d'une web TV et 0,8 million XPF pour la refonte du site « Jeunes.nc ».

G. LA CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Les dépenses de ce secteur s'élèvent à **376,4 millions XPF** répartis principalement comme suit par programme et opérations suivantes :

Programme 13 – Patrimoine

173,6 millions XPF de crédits répartis comme suit :

- le château HAGEN, 95,9 millions XPF, dont 89,5 millions XPF pour la réhabilitation des jardins,
- la conservation et la sauvegarde du patrimoine, 28,5 millions XPF, dont 18,5 millions XPF pour la restauration des bâtiments classés,
- la restauration des vestiges du patrimoine bâti de l'île de Pins, 15,7 millions XPF,
- l'aménagement de la boulangerie de Nouville, 8,2 millions XPF,
- les travaux de réfection et les équipements de Ko Wé Kara, 5,6 millions XPF,
- l'acquisition d'objets et œuvres d'art, 4,8 millions XPF,
- les travaux de sécurisation du foyer wallisien de Magenta, 4,4 millions XPF,
- la réalisation de panneaux de valorisation des monuments historiques, 3,4 millions XPF,

- la réhabilitation des bâtiments de l'anse N'Du, 3,2 millions XPF,
- les études pour la restauration de la gendarmerie de Tomo, 2,5 millions XPF.

Programme 15 – Sports

147,7 millions XPF de crédits répartis comme suit :

- le golf de Tina, 56,0 millions XPF,
comprenant notamment :
 - les travaux de réfection des infrastructures, 30,0 millions XPF,
 - l'acquisition de matériel, 26,0 millions XPF,
- l'aménagement et l'équipement des sentiers de randonnées 27,5 millions XPF,
- les équipements sportifs en faveur des tiers, 23,2 millions XPF
notamment des subventions aux comités et clubs sportifs
pour l'acquisition de matériels pédagogiques et sportifs,
- l'aménagement et l'équipement du centre des activités nautiques (CAN), 17,7 millions XPF,
- l'aménagement et l'équipement du stade PLGC, 10,1 millions XPF,
- l'acquisition d'équipements de sports pour les services, 8,8 millions XPF,
- l'aménagement des boucles de Netcha, 4,3 millions XPF.

Programme 16 – Jeunesse

44,5 millions XPF de crédits répartis comme suit :

- l'aménagement, l'extension et l'équipement du centre d'accueil
permanent (CAP) de Poé, 39,5 millions XPF,
- la participation à l'équipement en matériel des structures
socio-éducatives, 5,0 millions XPF.

Programme 14 – Culture

9,8 millions XPF de crédits comprenant :

- la réalisation d'un site internet dans le cadre de la promotion culturelle 5,8 millions XPF,
- la participation à l'acquisition de matériel pour les associations 4,0 millions XPF.

Programme 01 – Administration

0,8 million XPF pour l'acquisition de matériel et mobilier pour les directions.

H. L'AMENAGEMENT ET L'ENVIRONNEMENT

Les dépenses de ce secteur s'élèvent à **354,1 millions XPF** répartis principalement comme suit par programme et opérations suivantes :

Programme 25 – Environnement

188,2 millions XPF de crédits répartis sur les principales opérations suivantes :

- le parc provincial de la rivière bleue 77,6 millions XPF,
dont 64,4 millions XPF pour l'aménagement du parc,
- le parc zoologique et forestier 40,6 millions XPF,
comprenant notamment :
 - la modernisation des volières et réseaux d'eau potable, 14,1 millions XPF,
 - la réfection de voiries, 8,1 millions XPF,
 - la revalorisation botanique 6,7 millions XPF,

- la gestion des déchets 20,0 millions XPF,
comprenant notamment :
 - une mission d'assistance à la structuration de la filière des Déchets d'Equipements Electroniques et Electriques (DEEE), 11,6 millions XPF,
 - une étude sur les conditions d'application et d'harmonisation des réglementations sur les déchets dans les trois provinces 4,5 millions XPF,

- la participation au programme de recherche « RHEOLAT » sur la liquéfaction du minerai mené par le CNRT 15,0 millions XPF,
- la surveillance des milieux naturels pour l'entretien et l'équipement des unités de surveillance, 8,7 millions XPF,
- les aires aménagées du Grand Sud dont 7,7 millions XPF pour l'aménagement des sites de la Madeleine et de Netcha, 8,5 millions XPF,
- les aires d'intérêts majeurs notamment pour l'installation de mats, pavillons et panneaux sur les îlots, 8,2 millions XPF,
- les aires aménagées du Grand Nouméa notamment pour la pose de balises et de mouillages. 5,8 millions XPF.

Programme 26 – Urbanisme

74,7 millions XPF de crédits répartis sur les opérations suivantes :

- le stockage des déchets inertes par endigage de la baie de Koutio, 61,8 millions XPF,
- les études sur les zones inondables, 9,9 millions XPF,
- les diagnostics de territoire 3,0 millions XPF.

Programme 23 – Cours d'eau

49,9 millions XPF de crédits pour l'acquisition de gros matériel pour l'entretien des cours d'eau.

Programme 29 – Aménagement rural

40,9 millions XPF de crédits pour la participation aux travaux de recherche d'eau.

Programme 01 – Administration

0,4 million XPF de crédits pour des travaux sur le domaine public maritime.

I. LES MAITRISES D'OUVRAGES DELEGUEES

Programme 46 – Travaux pour autres tiers

Ce programme regroupe l'ensemble des investissements réalisés sous maîtrise d'ouvrage provinciale réalisée pour le compte de personnes de droit public ou privé, hors commune.

A l'achèvement des travaux, le bilan de l'opération doit être équilibré. Cet équilibre se fait généralement par une subvention d'investissement qui représente ainsi la contribution provinciale définitive.

Les réalisations 2014 s'élèvent à **183,0 millions XPF**, répartis sur les opérations suivantes :

Opérations	secteur	DEPENSES	RECETTES (PM)
ENTRETIEN DES COURS D'EAU	environnement	87 814 035	89 515 034
REHABILITATION DES SITES DEGRADEES	environnement	60 975 407	18 280 060
VILLAGE CALEDONIEN	culture	15 000 000	0
REHABILITATION DES SITES MINIERES	environnement	5 707 800	0
CHAPELLE DE OUARA	patrimoine	5 263 272	0
ILOT LEPREDOUR	environnement	2 562 500	0
PAT BATI-VALORISATION MONUMENTS HISTORIQUES	patrimoine	2 169 989	0
LAND ART	culture	1 603 690	0
RENOVATION DU FOYER N'GEA	social	882 000	0
VALORISATION BAIE DE PRONY	patrimoine	877 800	0
HYDRAULIQUE AGRICOLE	aménagement rural	176 347	0
ENTREE DE VILLE-ACCESS & SECURIS.BASSIN	voirie	0	58 800 000
TOTAL		183 032 840	166 595 094

a. L'aménagement des cours d'eau

87,8 millions XPF de crédits pour les travaux d'aménagement des cours d'eau dont 76,9 millions XPF pour le compte de l'Agence de Prévention et d'Indemnisation des Calamités Naturelles (APICAN) et 4,7 millions XPF pour le compte de la Nouvelle-Calédonie au titre des travaux réalisés.

b. La réhabilitation des sites dégradés

60,9 millions XPF de crédits comprenant notamment :

- la poursuite du reverdissement de sites dégradés (Dumbéa et cap N'Dua) et des travaux sur les lavakas 50,5 millions XPF,
 - diverses études 10,4 millions XPF
- comprenant notamment :
- 8,2 millions XPF pour le recensement des zones dégradées des communes de Boulouparis, Bourail et Mont-Dore (La Coulée),
 - 0,7 million XPF pour une étude menée par l'Université de la Nouvelle-Calédonie (UNC) sur les modalités d'érosions d'un lavaka,
 - 0,5 million XPF pour la poursuite du partenariat avec l'Université de la Nouvelle-Calédonie (UNC) sur l'utilisation d'herbacées en reverdissement.

c. Les autres opérations

34,2 millions XPF répartis sur les principales opérations suivantes :

- une étude sur la réalisation d'un village calédonien 15,0 millions XPF,
- la revégétalisation du site minier et la réfection de la route Karola 5,7 millions XPF,
- l'aménagement de la chapelle d'Ouara 5,2 millions XPF,
- la réfection de la piste à l'ilôt Leprédour 2,6 millions XPF,
- la mise en place de panneaux d'interprétation et de valorisation des monuments historiques consacrés aux itinéraires culturels et thématiques installés sur du foncier Etat ou Nouvelle-Calédonie 2,2 millions XPF,
- la poursuite de la réalisation d'œuvres monumentales sur des mines orphelines en cours de réhabilitation 1,6 million XPF,
- divers aménagements au foyer pour personnes âgées de N'Géa 0,9 million XPF.

J. LA SECURITE ET L'ORDRE PUBLIC

Programme 01 – Administration

1,2 million XPF pour une subvention à la Société Nationale de Sauvetage en Mer (SNSM) destinée à l'acquisition de matériels pour la station de sauvetage de Thio.

CHAPITRE 2 – LES DEPENSES DES SERVICES COMMUNS

Les dépenses des services communs regroupent les dépenses de personnel et des élus ainsi que le fonctionnement des services.

Sur 2014, les dépenses des services communs s'élèvent ainsi à **21,092 milliards XPF** répartis comme suit par postes et par programme :

Programme	CA 2013			CA 2014		
	Personnel et Elus	Fonc des services	TOTAL	Personnel et Elus	Fonc des services	TOTAL
ADMINISTRATION	18 456 877 116	1 649 449 662	20 106 326 778	19 002 143 568	1 670 498 146	20 672 641 714
INSTITUTIONS	439 845 348	0	439 845 348	419 266 346	0	419 266 346
TOTAL	18 896 722 464	1 649 449 662	20 546 172 126	19 421 409 914	1 670 498 146	21 091 908 060

A. LES REMUNERATIONS ET CHARGES AFFERENTES

Les dépenses 2014 relatives aux rémunérations et charges s'élèvent à **19,421 milliards XPF** et se répartissent comme suit :

- **19,002 milliards XPF** au titre de la rémunération des agents et des charges annexes,
- **419,3 millions XPF** au titre des élus provinciaux.

1. La rémunération des agents et les dépenses annexes

19,002 milliards XPF de dépenses concernant notamment :

- les rémunérations et les charges sociales pour les agents titulaires et non titulaires, 18,128 milliards XPF,
- les rémunérations et charges des remplaçants d'instituteurs, 376,0 millions XPF,
- les rémunérations et charges des remplaçants divers, 238,7 millions XPF,
- la formation du personnel provincial, 176,2 millions XPF, comprenant notamment :
 - la cotisation à l'Institut de Formation à l'Administration Publique (IFAP), 131,1 millions XPF,
 - les formations spécifiques hors IFAP, 32,6 millions XPF.
- les frais communs 82,5 millions XPF, comprenant notamment :
 - le fonds d'insertion professionnelle des personnes handicapées, 24,3 millions XPF,
 - les frais de transports de personnels et de bagages, 16,6 millions XPF,
 - les frais relatifs aux accidents du travail, 2,3 millions XPF,
 - la médecine du travail, 1,9 millions XPF,
 - les annonces relatives aux avis de vacances de postes 1,7 million XPF.

La répartition par fonction, chapitre et direction des dépenses de personnel se présente comme suit :

Fonction	Chapitre	Directions	masse salariale	remplaçants	autres dép. de personnel	TOTAL	répartition
0-ADMINISTRATION GENERALE	930	DJA-DFI-DFA-DRH-DSI	2 303 696 632	238 669 706	258 985 772	2 801 352 110	15%
2-ENSEIGNEMENT	932	DES	9 486 200 591	376 034 522	0	9 862 235 113	52%
3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	DC-DSL	483 147 775	0	0	483 147 775	3%
4-SANTE-SOCIAL	934 / 935	DASS-DL	2 804 845 605	0	0	2 804 845 605	15%
6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT ^o PROFESSIONNELLE	939	DDR-DEFE	1 396 967 489	0	0	1 396 967 489	7%
7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	DENV	682 615 213	0	0	682 615 213	4%
8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION	938	DEPS	970 980 263	0	0	970 980 263	5%
TOTAL			18 128 453 568	614 704 228	258 985 772	19 002 143 568	100%

Les crédits relatifs aux remplaçants d'instituteurs sont affectés à la fonction 2-Enseignement et ceux concernant les remplaçants divers à la fonction 0-Administration générale.

2. Les indemnités des élus et les dépenses annexes

419,3 millions XPF de dépenses concernant

- les indemnités et les charges sociales des élus, 409,6 millions XPF,
- les frais de transports et les indemnités liés aux missions, 9,7 millions XPF.

B. LE FONCTIONNEMENT DES SERVICES

Les dépenses relatives au fonctionnement des services s'établissent à **1,671 milliard XPF**, réparties sur les postes suivants :

OPERATION	CA 2014
ENTRETIEN DU PATRIMOINE	787 918 115
ADMINISTRATION GENERALE	363 366 653
PARC AUTOMOBILE	138 941 068
CENTIMES ADDITIONNELS	125 451 559
LOGEMENTS	79 518 366
TELECOMM. - LIGNES SPECIALISEES	32 570 815
HELICOPTERE	28 449 926
TITRES ANNULES	28 431 602
CHARGES DIVERSES	85 850 042
TOTAL	1 670 498 146

1. L'entretien du patrimoine

787,9 millions XPF de crédits concernant principalement :

- les frais de gardiennage , 149,9 millions XPF,
dont 78,8 millions XPF pour la protection du personnel
et 71,1 millions XPF pour la surveillance des bâtiments provinciaux.
- les locations de bâtiments, 123,6 millions XPF,
- les dépenses d'électricité, 109,9 millions XPF,
- les frais de nettoyage des locaux, 89,3 millions XPF,
- la maintenance des logiciels informatiques, 63,0 millions XPF,
- la maintenance des matériels informatique et bureautique, 50,5 millions XPF,
- les locations de biens mobiliers, 41,7 millions XPF,
- les travaux d'entretien des bâtiments, 35,2 millions XPF,
- les charges locatives et de copropriété, 24,9 millions XPF.

2. L'administration générale

363,4 millions XPF de crédits concernant principalement :

- les frais de voyages, de déplacement et de missions, 112,2 millions XPF,
- les frais de télécommunications, 98,2 millions XPF,
- les fournitures administratives, 30,8 millions XPF,
- les prestations de services, 19,5 millions XPF,
- la documentation générale et technique, 12,3 millions XPF,
- les frais d'actes et contentieux, 8,6 millions XPF.

3. Le parc automobile

138,9 millions XPF de crédits concernant principalement :

- le carburant, 53,1 millions XPF,
- les locations de véhicules en longue durée, 37,9 millions XPF,
- l'entretien des véhicules, 32,0 millions XPF,
- les primes d'assurances, 9,0 millions XPF.

4. Les centimes additionnels

125,4 millions XPF pour les frais de collecte des centimes additionnels reversés à la Nouvelle-Calédonie.

5. Les logements

79,5 millions XPF de crédits comprenant notamment :

- les locations, 38,5 millions XPF,
- les charges locatives et de copropriété, 24,0 millions XPF,
- l'entretien des bâtiments, 12,7 millions XPF.

6. Les autres charges

175,3 millions XPF de crédits comprenant notamment :

- les lignes spécialisées pour les liaisons informatiques et l'accès à internet, 32,6 millions XPF,
- le fonctionnement et l'entretien de l'hélicoptère, 28,4 millions XPF,
- les titres annulés, 28,4 millions XPF,
- les admissions en non-valeur 17,8 millions XPF
- le fonctionnement et l'entretien des foyers, 16,3 millions XPF,
- le fonctionnement et l'entretien de Ko We Kara, 15,9 millions XPF,
- le fonctionnement et l'entretien des centres de soins, 9,6 millions XPF,
- le fonctionnement et l'entretien de l'îlot Amédée, 8,7 millions XPF,
- le versement de dommages-intérêts, 6,8 millions XPF,
- le fonctionnement et l'entretien du stade PLGC, 5,6 millions XPF,
- l'indemnité de gestion du trésorier, 2,9 millions XPF,
- les remises gracieuses, 1,0 million XPF.

La répartition par fonction, chapitre et directions de l'ensemble des dépenses communes est présentée dans le tableau ci-dessous.

Fonction	Chapitre	Directions	masse salariale	remplaçants	Institutions (Elus)	autres dép. de personnel	Fonc. des services	TOTAL	répartition
0-ADMINISTRATION GENERALE	930	DJA-DFT-DFA- DRH-DST-DEPS	2 303 696 632	238 669 706	419 266 346	258 985 772	1 221 287 830	4 441 906 286	21%
2-ENSEIGNEMENT	932	DES	9 486 200 591	376 034 522	0	0	72 485 980	9 934 721 093	47%
3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	DC-DSL	483 147 775	0	0	0	25 216 372	508 364 147	2%
4-SANTE-SOCIAL	934 / 935	DASS-DL	2 804 845 605	0	0	0	211 308 969	3 016 154 574	14%
6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMATION PROFESSIONNELLE	939	DDR-DEFE	1 396 967 489	0	0	0	94 862 279	1 491 829 768	7%
7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	DENV	682 615 213	0	0	0	45 336 716	727 951 929	3%
8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION	938	DEPS	970 980 263	0	0	0	0	970 980 263	5%
TOTAL			18 128 453 568	614 704 228	419 266 346	258 985 772	1 670 498 146	21 091 908 060	100%

CHAPITRE 3 – LES INTERVENTIONS ET SUBVENTIONS

Les dépenses d'interventions et de subventions s'élèvent à **22,855 milliards XPF** dont 81% au titre des interventions et 19% au titre des subventions hors contrat.

Le secteur de la santé, de la protection et de l'action sociale représente 41% des dépenses, suivi des secteurs de l'économie, emploi, formation (18%) et de l'enseignement (17%).

L'ensemble des dépenses se répartissent sur les secteurs suivants :

FONCTION	CA 2013			CA 2014		
	Interventions	Subventions HCD (1)	TOTAL	Interventions	Subventions HCD (1)	TOTAL
4-SANTE-SOCIAL	9 806 106 548	969 095 345	10 775 201 893	8 797 862 388	573 663 708	9 371 526 096
6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT ^o PROFESSIONNELLE	1 884 702 295	2 023 297 326	3 907 999 621	1 963 158 177	2 120 678 505	4 083 836 682
2-ENSEIGNEMENT	3 461 284 090	85 275 160	3 546 559 250	3 853 919 557	118 003 790	3 971 923 347
8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION	1 459 793 547	5 861 830	1 465 655 377	2 997 222 002	3 000 000	3 000 222 002
3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	283 190 001	704 372 555	987 562 556	295 102 075	764 234 585	1 059 336 660
7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	401 814 629	367 137 199	768 951 828	485 610 551	405 598 578	891 209 129
0-ADMINISTRATION GENERALE	301 980 256	146 683 663	448 663 919	206 146 517	139 786 801	345 933 318
1-SECURITE ET ORDRE PUBLIC	0	132 400 000	132 400 000	546 788	130 500 000	131 046 788
TOTAL	17 598 871 366	4 434 123 078	22 032 994 444	18 599 568 055	4 255 465 967	22 855 034 022

(1) subventions hors contrat de plan

80%	20%	100%	81%	19%	100%
-----	-----	------	-----	-----	------

répartis comme suit par mode de gestion

- hors autorisation d'engagement	16 796 384 357	4 115 306 492	20 911 690 849	16 046 526 409	3 238 023 248	19 284 549 657
- sur autorisation d'engagement	802 487 009	318 816 586	1 121 303 595	2 553 041 646	1 017 442 719	3 570 484 365

FONCTION - PROGRAMME	CA 2013			CA 2014			%
	Interventions	Subventions HCD	TOTAL	Interventions	Subventions HCD	TOTAL	
17 AIDE MEDICALE	6 175 077 310	0	6 175 077 310	6 404 377 215	0	6 404 377 215	68%
19 MEDICO-SOCIAL	3 256 105 543	520 050 274	3 776 155 817	2 087 198 574	483 195 569	2 570 394 143	27%
20 SANTE PUBLIQUE	267 634 040	33 632 071	301 266 111	207 872 780	34 044 500	241 917 280	3%
18 HABITAT SOCIAL	94 154 574	406 013 000	500 167 574	84 869 054	53 833 639	138 702 693	1%
42 MISSION CONDITION FEMININE	13 135 081	9 400 000	22 535 081	13 544 765	2 590 000	16 134 765	0%
FONCTION 4-SANTE-SOCIAL	9 806 106 548	969 095 345	10 775 201 893	8 797 862 388	573 663 708	9 371 526 096	100%
38 TOURISME	102 134 922	769 023 983	871 158 905	91 443 297	790 369 766	881 813 063	22%
31 EMPLOI	845 036 716	0	845 036 716	849 762 283	0	849 762 283	21%
33 INSERTION	402 774 948	259 010 000	661 784 948	487 993 138	252 500 000	740 493 138	18%
37 AGRICULTURE	157 927 561	470 290 157	628 217 718	160 960 922	526 507 582	687 468 504	17%
39 EXPANSION GENERALE	26 438 504	294 068 531	320 507 035	39 176 037	317 826 398	357 002 435	9%
36 FORMATION	84 695 646	166 952 985	251 648 631	110 949 713	156 134 470	267 084 183	7%
25 ENVIRONNEMENT	165 319 160	0	165 319 160	147 911 994	0	147 911 994	4%
35 PECHE ET AQUACULTURE	77 396 252	63 951 670	141 347 922	52 773 501	77 340 289	130 113 790	3%
40 STATIONS PROVINCIALES	18 733 427	0	18 733 427	21 518 375	0	21 518 375	1%
15 SPORTS	4 016 047	0	4 016 047	668 917	0	668 917	0%
32 PARTICIPATIONS FINANCIERES	229 112	0	229 112	0	0	0	0%
FONCTION 6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT^o PROFESSIONNELLE	1 884 702 295	2 023 297 326	3 907 999 621	1 963 158 177	2 120 678 505	4 083 836 682	100%
08 ALLOCATIONS D'ENSEIGNEMENT	1 160 662 560	0	1 160 662 560	1 373 944 004	0	1 373 944 004	35%
09 ENSEIGNEMENT PRIVE	1 301 059 060	0	1 301 059 060	1 348 142 372	0	1 348 142 372	34%
10 ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	350 248 726	23 963 680	374 212 406	422 172 987	22 941 840	445 114 827	11%
12 VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE	258 698 658	61 311 480	320 010 138	291 980 948	95 061 950	387 042 898	10%
07 COLLEGES PUBLICS	262 999 999	0	262 999 999	280 801 218	0	280 801 218	7%
11 INTERNATS	127 615 087	0	127 615 087	136 878 028	0	136 878 028	3%
FONCTION 2-ENSEIGNEMENT	3 461 284 090	85 275 160	3 546 559 250	3 853 919 557	118 003 790	3 971 923 347	100%
21 RESEAU ROUTIER	683 833 598	0	683 833 598	2 222 000 050	0	2 222 000 050	74%
30 TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE	708 835 454	5 861 830	714 697 284	708 235 025	3 000 000	711 235 025	24%
22 INFRASTRUCTURE AERIENNE	60 387 521	0	60 387 521	60 800 530	0	60 800 530	2%
24 INFRASTRUCTURE PORTUAIRE	6 736 974	0	6 736 974	6 186 397	0	6 186 397	0%
FONCTION 8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION	1 459 793 547	5 861 830	1 465 655 377	2 997 222 002	3 000 000	3 000 222 002	100%
14 CULTURE	93 533 849	220 802 000	314 335 849	111 082 619	240 854 505	351 937 124	33%
16 JEUNESSE	81 782 293	228 116 755	309 899 048	77 058 347	246 225 905	323 284 252	31%
15 SPORTS	84 220 966	177 872 300	262 093 266	86 518 552	183 820 000	270 338 552	26%
13 PATRIMOINE	23 600 893	77 581 500	101 182 393	20 442 557	93 334 175	113 776 732	11%
01 ADMINISTRATION	52 000	0	52 000	0	0	0	0%
FONCTION 3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	283 190 001	704 372 555	987 562 556	295 102 075	764 234 585	1 059 336 660	100%
25 ENVIRONNEMENT	347 402 971	184 789 686	532 192 657	424 885 567	212 657 149	637 542 716	72%
41 DEVELOPPEMENT FORESTIER	11 922 985	180 047 513	191 970 498	11 798 890	188 941 429	200 740 319	23%
23 COURS D'EAU	26 046 160	0	26 046 160	38 586 229	0	38 586 229	4%
26 URBANISME	16 442 513	2 300 000	18 742 513	10 339 865	4 000 000	14 339 865	2%
FONCTION 7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	401 814 629	367 137 199	768 951 828	485 610 551	405 598 578	891 209 129	100%
02 INSTITUTIONS	290 094 725	12 550 000	302 644 725	192 831 569	6 550 000	199 381 569	58%
01 ADMINISTRATION	11 885 531	134 133 663	146 019 194	13 314 948	133 236 801	146 551 749	42%
25 ENVIRONNEMENT	0	0	0	0	0	0	0%
FONCTION 0-ADMINISTRATION GENERALE	301 980 256	146 683 663	448 663 919	206 146 517	139 786 801	345 933 318	100%
01 ADMINISTRATION	0	132 400 000	132 400 000	546 788	130 500 000	131 046 788	100%
FONCTION 1-SECURITE ET ORDRE PUBLIC	0	132 400 000	132 400 000	546 788	130 500 000	131 046 788	100%
TOTAL	17 598 871 366	4 434 123 078	22 032 994 444	18 599 568 055	4 255 465 967	22 855 034 022	

A. LA SANTE, LA PROTECTION ET L'ACTION SOCIALE

Les réalisations s'élèvent à **9,371 milliards XPF** répartis comme suit par programme :

FONCTION - PROGRAMME		CA 2014			%
		Interventions	Subventions HCD	TOTAL	
17	AIDE MEDICALE	6 404 377 215	0	6 404 377 215	68%
19	MEDICO-SOCIAL	2 087 198 574	483 195 569	2 570 394 143	27%
20	SANTE PUBLIQUE	207 872 780	34 044 500	241 917 280	3%
18	HABITAT SOCIAL	84 869 054	53 833 639	138 702 693	1%
42	MISSION CONDITION FEMININE	13 544 765	2 590 000	16 134 765	0%
FONCTION 4-SANTE-SOCIAL		8 797 862 388	573 663 708	9 371 526 096	100%

Programme 17 – Aide médicale

L'aide médicale constitue le premier poste de dépenses du secteur santé-social. Les **6,404 milliards XPF** de 2014 comprend notamment :

- les liquidations de dépenses sous mandat CAFAT, 3,605 milliards XPF,
- les dotations globales de financement des centres hospitaliers, 2,074 milliards XPF,
- les avances à la CAFAT au titre des soins externes du Centre Hospitalier Territorial (CHT) Gaston BOURRET 387,3 millions XPF,
- les conventions CHT-CHS au titre des moyens séjours, 175,5 millions XPF,
- les frais de gestion CAFAT, 120,0 millions XPF,
- les soins externes du Centre Hospitalier Spécialisé (CHS) Albert Bousquet 30,0 millions XPF.

Programme 19 – Médico-social

2,570 milliards XPF de dépenses répartis sur les principales opérations suivantes :

- l'aide aux personnes âgées 1,273 milliard XPF,
avec notamment :
 - les aides à domicile au titre du dispositif de minimum vieillesse, 1,149 milliard XPF,
Il est à noter que, sur l'exercice 2014, cette dépense est associée à une recette de 1,103 milliard XPF en provenance de la Nouvelle-Calédonie,
 - les divers frais de placement, 106,7 millions XPF,
 - le dispositif « Sociatel », 9,5 millions XPF,
 - les aides pour le maintien à domicile, 1,7 million XPF.
- l'aide aux enfants assistés 538,7 millions XPF,
avec notamment :
 - les frais d'hébergement, 212,8 millions XPF,
 - la rémunération et les charges sociales des familles d'accueil, 136,6 millions XPF,
 - les frais de placement familial, 75,1 millions XPF,
 - les aides éducatives à domicile, 67,0 millions XPF,
 - les frais de transport, 23,0 millions XPF,
 - les frais de placement dans les foyers, 8,2 millions XPF.
- les subventions aux associations et organismes 483,2 millions XPF,
avec les principaux bénéficiaires suivants :
 - l'association l'Accueil, 79,5 millions XPF,
 - l'association d'entraide sociale Foyer Béthanie, 76,0 millions XPF,
 - l'ASAMAD, 53,5 millions XPF,
 - l'instance de coordination gérontologique, 35,0 millions XPF,
 - l'association gestionnaire Les Manguiers, 34,8 millions XPF,
 - l'association ACSMS – Le refuge, 24,6 millions XPF,

○ l'association de Réintégration des Anciens Prisonniers,	21,0 millions XPF,
○ l'association Valentin HAUY – Groupe NC	22,0 millions XPF,
○ l'OPASS Sud,	20,7 millions XPF,
○ l'association les Bois Noirs,	15,0 millions XPF,
○ l'association pour la surdité,	15,0 millions XPF,
○ l'association calédonienne d'aide aux personnes âgées,	12,5 millions XPF.
▪ les diverses aides à la famille, avec notamment :	200,7 millions XPF,
○ les aides à l'entrée et au maintien dans les logements,	97,0 millions XPF,
○ les aides de première nécessité,	48,2 millions XPF,
○ les aides au transport,	30,4 millions XPF,
○ les aides diverses à l'insertion,	10,4 millions XPF,
○ les aides à la garderie,	10,0 millions XPF.
▪ les vacances et les charges sociales afférentes,	34,3 millions XPF,
▪ les frais de fonctionnement des foyers provinciaux dont 11,6 millions XPF pour les dépenses alimentaires,	26,4 millions XPF,
▪ les actions d'accompagnement des organisations médico-sociales,	7,4 millions XPF,
▪ l'aide aux personnes handicapées, essentiellement pour le dispositif « Sociatel »	5,6 millions XPF.

Depuis le 1^{er} janvier 2014, la contribution au fonds handicap à hauteur de **1,165 milliard XPF** est transférée à la Nouvelle-Calédonie ce qui explique la forte diminution du programme médico-social entre 2013 et 2014 (-31,9%).

Programme 20 – Santé publique

241,9 milliards XPF de dépenses répartis sur les principales opérations suivantes :

▪ l'achat de produits pharmaceutiques et de vaccins destinés aux centres médico-sociaux,	87,0 millions XPF,
▪ les subventions avec les principaux bénéficiaires suivants :	34,0 millions XPF,
○ l'association d'Aide Volontaire aux Evacués Calédoniens (AVEC),	8,7 millions XPF,
○ l'association Cure our kids,	8,4 millions XPF,
○ l'Agence Sanitaire et Sociale de Nouvelle-Calédonie au titre du programme Addictologie,	8,4 millions XPF,
▪ le fonctionnement des centres médico-sociaux, avec notamment :	28,9 millions XPF,
○ les dépenses d'alimentation ,	11,5 millions XPF,
○ les honoraires médicaux,	9,1 millions XPF,
○ l'entretien du matériel médical,	5,1 millions XPF,
▪ les vacances et les charges sociales afférentes,	27,9 millions XPF,
▪ le fonctionnement du Centre Médical Polyvalent (CMP), principalement pour des frais d'analyses,	17,9 millions XPF,
▪ les frais de transport et de destruction des déchets infectieux et la blanchisserie des vêtements des structures sanitaires,	17,5 millions XPF,
▪ la participation aux fonds de compensation de dépistage et de prévention en santé publique,	13,9 millions XPF,
▪ diverses études et évaluations dans le domaine de la santé publique	7,7 millions XPF.

Programme 18 – Habitat social

138,7 milliards XPF de dépenses répartis sur les principales opérations suivantes :

- les subventions aux associations et organismes
dont 52,9 millions XPF pour le fonctionnement de la Maison de l'Habitat, 53,8 millions XPF,
- les aides directes aux logements
avec notamment :
 - les aides au titre du protocole unique, 22,8 millions XPF,
 - les aides à l'accès et au maintien dans les logements
du parc public, 16,0 millions XPF,
 - les aides à l'accès et au maintien dans les logements
du parc privé, 7,5 millions XPF.
- les frais de gestion des aides individuelles à l'habitat par la Banque
Calédonienne d'Investissement (BCI), 22,6 millions XPF.
- la mission de coordination de la restructuration de l'habitat insalubre
du site de Kawati 11,3 millions XPF.

Depuis le 1^{er} janvier 2014, la contribution à l'aide au logement à hauteur de **353,2 millions XPF** est transférée à la Nouvelle-Calédonie ce qui explique la forte diminution du programme habitat social entre 2013 et 2014 (-72,3%).

Programme 42 – Mission à la condition féminine

16,1 millions XPF de crédits pour le fonctionnement de la Maison de la Femme, les campagnes d'information et l'organisation de manifestations et d'événementiels.

B. L'ECONOMIE, L'EMPLOI ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Les réalisations s'élèvent à **4,084 milliards XPF** répartis comme suit par programme :

FONCTION - PROGRAMME		CA 2014			%
		Interventions	Subventions HCD	TOTAL	
38	TOURISME	91 443 297	790 369 766	881 813 063	22%
31	EMPLOI	849 762 283	0	849 762 283	21%
33	INSERTION	487 993 138	252 500 000	740 493 138	18%
37	AGRICULTURE	160 960 922	526 507 582	687 468 504	17%
39	EXPANSION GENERALE	39 176 037	317 826 398	357 002 435	9%
36	FORMATION	110 949 713	156 134 470	267 084 183	7%
25	ENVIRONNEMENT	147 911 994	0	147 911 994	4%
35	PECHE ET AQUACULTURE	52 773 501	77 340 289	130 113 790	3%
40	STATIONS PROVINCIALES	21 518 375	0	21 518 375	1%
15	SPORTS	668 917	0	668 917	0%
FONCTION 6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMATION PROFESSIONNELLE		1 963 158 177	2 120 678 505	4 083 836 682	100%

Programme 38 – Tourisme

881,8 millions XPF de dépenses répartis sur les principales opérations suivantes :

- les subventions aux associations et organismes, 790,4 millions XPF,
avec les principaux bénéficiaires suivants :
 - le GIE Nouvelle-Calédonie Tourisme Point Sud, 710,0 millions XPF,
 - les points I d'information touristique, 42,8 millions XPF,
 - l'office du tourisme de Nouméa et de la province Sud, 17,4 millions XPF,
 - le syndicat des activités nautiques touristiques, 12,5 millions XPF,
 - l'association We Ce Ca, 6,5 millions XPF.

- les subventions aux associations et organismes, 91,4 millions XPF, comprenant :
 - la participation au fonctionnement de l'aquarium des lagons, 64,0 millions XPF,
 - diverses études, enquêtes et prestations 13,2 millions XPF, dont 7,5 millions XPF pour une étude sur les dépenses des croisiéristes.

Programme 31 – Emploi

850,0 millions XPF de dépenses répartis sur les principales opérations suivantes :

- le Programme Provincial d'Insertion Citoyenne (PPIC), 698,5 millions XPF, dont 25,5 millions XPF au titre du soutien scolaire financé sur CD 2011-2015 et 9,3 millions XPF au titre de la formation,
- les contrats emploi-formation, 72,0 millions XPF,
- les actions d'accompagnement des demandeurs d'emplois, 19,9 millions XPF,
- les évaluations en milieu professionnel, 18,1 millions XPF,
- l'aide à la mobilité, 15,5 millions XPF,
- les contrats à destination des personnes handicapées, 15,3 millions XPF,
- les aides au transport, 6,3 millions XPF,
- les indemnités des stagiaires, 3,6 millions XPF.

Programme 33 – Insertion

740,5 millions XPF de dépenses répartis sur les principales opérations suivantes :

- les subventions aux associations et organismes, 252,5 millions XPF, avec les principaux bénéficiaires suivants :
 - la Mission d'Insertion des Jeunes (MIJ), 202,3 millions XPF, pour son fonctionnement et ses actions,
 - l'association « Active », 39,2 millions XPF, pour les chantiers d'insertion et ses actions diverses,
 - l'association « L'accueil », 11,0 millions XPF, pour son fonctionnement.
- la réalisation de chantiers de jeunes, 178,5 millions XPF, dont 39,9 millions XPF sur CD 2011-2015,
- les opérations de Développement Social Urbain (DSU) sur CA 2011-2015, 120,4 millions XPF,
- la réalisation de stages d'insertion SAFIR (Stages d'Aide à la Formation et à l'Insertion), 115,9 millions XPF,
- les frais de scolarité ainsi que les indemnités, frais de transport et d'hébergement liés à des actions d'insertion, 71,2 millions XPF.

Programme 37 – Agriculture

687,5 millions XPF de dépenses répartis sur les principales opérations suivantes :

- les subventions aux associations et organismes 526,5 millions XPF, avec les principaux bénéficiaires suivants :
 - la Chambre d'Agriculture de Nouvelle-Calédonie 137,5 millions XPF, principalement pour l'aide aux engrais 2013 et 2014
 - l'Agence de Développement Economique de la Nouvelle-Calédonie (ADECAL) pour la technopole ressources terrestres, 105,0 millions XPF,
 - l'Etablissement de Régulation des Prix Agricoles (ERPA), 87,1 millions XPF,

○ les subventions exceptionnelles aux producteurs et éleveurs, pour l'achat de semences de céréales et de pâturages améliorés,	43,3 millions XPF,
○ l'aide à l'organisation de courses hippiques,	41,8 millions XPF,
○ l'Association Bio Calédonia,	21,2 millions XPF,
○ le Réseau Professionnel pour une Agriculture Innovante et Responsable (REPAIR),	12,5 millions XPF,
○ l'UPRA équine,	11,0 millions XPF,
○ le comité d'organisation de la foire de Bourail,	7,2 millions XPF.
▪ le fonctionnement de l'Institut Agronomique Calédonien (IAC) sur CDI 2011-2015,	75,0 millions XPF,
▪ les frais communs relatifs au secteur agricole, dont 27,2 millions XPF pour la chirurgie vétérinaire des animaux de rente et de travail,	34,8 millions XPF,
▪ la protection sociale des exploitants agricoles,	32,7 millions XPF,
▪ diverses études et actions dans le domaine agricole dont 4 millions XPF pour la lutte contre le bunchy top.	18,5 millions XPF.

Programme 39 – Expansion générale

357 millions XPF de dépenses répartis sur les principales opérations suivantes :

▪ les subventions,	317,8 millions XPF,
avec les principaux bénéficiaires suivants :	
○ la Maison de la Nouvelle-Calédonie,	115,0 millions XPF,
○ les subventions aux radios associatives,	58,0 millions XPF,
○ l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique,	28,0 millions XPF,
○ l'association « Nouméa centre-ville »,	15,3 millions XPF,
○ la mesure de continuité territoriale,	13,7 millions XPF,
○ l'Agence de Développement Economique de la Nouvelle-Calédonie (ADECAL),	13,7 millions XPF,
○ la Plate-Forme d'Initiatives Locales (PFIL),	12,0 millions XPF,
○ l'Association des professionnels de la Collecte, du Traitement et du Recyclage des Déchets (ACOTRED) au titre des grappes d'entreprises,	9,6 millions XPF,
○ le dispositif Créajeunes	9,6 millions XPF.
▪ divers honoraires, études et prestations, comprenant notamment :	39,2 millions XPF,
○ l'accueil des croisiéristes par le groupe We Ce Ca,	10,0 millions XPF,
○ la participation aux cycles de formation de haut niveau du groupe HEC,	6,6 millions XPF,
○ une assistance et conseils sur les relations industrielles avec les groupes et opérateurs miniers,	5,4 millions XPF,
○ une étude sur la politique de développement économique de la province Sud,	4,4 millions XPF,
○ une assistance pour la mise en place de filière dans les secteurs de l'agro-alimentaire et de l'économie numérique	4,9 millions XPF,

Programme 36 – Formation

267 millions XPF de dépenses répartis sur les principales opérations suivantes :

- les subventions, 156,1 millions XPF,
dont 150 millions XPF pour le fonctionnement de l'Ecole de la seconde chance,
- l'organisation de stages de formation, 101,3 millions XPF,
- les frais communs relatifs à la formation, 7,1 millions XPF,
- les actions de formation du CA 2011-2015, 2,5 millions XPF.

Programme 25 – Environnement

147,9 millions XPF de dépenses pour le domaine de Déva comprenant notamment :

- les prestations de la SEM MWE ARA pour l'aménagement touristique et le développement économique du domaine, 141,5 millions XPF,
- la consommation électrique du captage du Cap, 5,3 millions XPF.

Programme 35 – Pêche et aquaculture

130,1 millions XPF de dépenses répartis sur les principales opérations suivantes :

- les subventions , 77,3 millions XPF,
avec les principaux bénéficiaires suivants :
 - l'aide à l'exploitation des pêcheurs professionnels, 28,6 millions XPF,
 - l'Etablissement de Régulation des Prix Agricoles (ERPA) au titre de la filière crevettes, 18,8 millions XPF,
 - l'Agence de Développement Economique de la Nouvelle-Calédonie (ADECAL) pour la technopole ressources marines, 13,0 millions XPF,
 - le groupement des fermes aquacoles , 8,0 millions XPF,
 - l'IFREMER, 7,6 millions XPF,
au titre de la filière crevettes.
- la participation à l'Agence de Développement Economique de la Nouvelle-Calédonie (ADECAL) pour le technopôle sur CI 2011-2015, 46,5 millions XPF,
- diverses études dans le domaine de l'aquaculture, 5,1 millions XPF.

Programme 40 – Stations provinciales

21,5 millions XPF pour le fonctionnement des stations provinciales comprenant :

- la station zootechnique de Port-Laguerre, 12,8 millions XPF,
- la pépinière de Port-Laguerre, 4,4 millions XPF,
- la station maraîchère et horticole de Saint-Louis, 4,4 millions XPF.

Programme 15 – Sports

0,7 millions XPF pour l'entretien des pistes sur les boucles du domaine de Déva.

C. L'ENSEIGNEMENT

Les réalisations s'élèvent à **3,971 milliards XPF** répartis comme suit par programme.

FONCTION - PROGRAMME		CA 2014			%
		Interventions	Subventions HCD	TOTAL	
08	ALLOCATIONS D'ENSEIGNEMENT	1 373 944 004	0	1 373 944 004	35%
09	ENSEIGNEMENT PRIVE	1 348 142 372	0	1 348 142 372	34%
10	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	422 172 987	22 941 840	445 114 827	11%
12	VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE	291 980 948	95 061 950	387 042 898	10%
07	COLLEGES PUBLICS	280 801 218	0	280 801 218	7%
11	INTERNATS	136 878 028	0	136 878 028	3%
FONCTION 2-ENSEIGNEMENT		3 853 919 557	118 003 790	3 971 923 347	100%

Programme 08 – Allocations d'enseignement

1,373 milliards XPF de dépenses décomposées comme suit par opérations :

- les bourses, 661,8 millions XPF,
comprenant :
 - les bourses de demi-pension dans les cantines communales, 530,5 millions XPF,
 - les bourses d'internat, 78,1 millions XPF,
 - les bourses de pensions et demi-pension dans les internats provinciaux, 34,3 millions XPF,
 - les bourses d'externat, 18,9 millions XPF,
- le dispositif de gratuité des pensions et demi-pensions 447,3 millions XPF,
comprenant :
 - la gratuité des demi-pensions, 398,1 millions XPF,
 - la gratuité des pensions, 49,2 millions XPF,
- les allocations spéciales de rentrée scolaire, 168,3 millions XPF,
- la participation aux frais de transports, 73,2 millions XPF,
- la participation à la location des manuels scolaires, 23,3 millions XPF.

Programme 09 – Enseignement privé

1,348 milliard XPF de crédits en application des conventions relatives aux dotations de fonctionnement établies avec les directions de l'enseignement privé.

Ces crédits se répartissent au profit des bénéficiaires suivants :

- la Direction Diocésaine de l'Enseignement Catholique (DDEC), 1,226 milliard XPF,
- l'Alliance Scolaire de l'Eglise Evangélique (ASEE), 72,6 millions XPF,
- la Fédération de l'Enseignement Libre Protestant (FELP), 49,1 millions XPF.

Programme 10 – Enseignement supérieur

445,1 millions XPF de dépenses répartis sur les opérations suivantes :

- les bourses pour les études hors de la Nouvelle-Calédonie, 141,8 millions XPF,
- diverses actions en faveur des étudiants, 49,3 millions XPF,
comprenant notamment :
 - l'accompagnement social et le suivi pédagogiques des étudiants boursiers, 22,3 millions XPF,
 - la couverture sociale des étudiants, 11,8 millions XPF,
 - la préparation des étudiants au départ pour études en Métropole, 10,3 millions XPF.
- les frais de transports, 44,8 millions XPF,

▪ les bourses d'excellence,	44,6 millions XPF,
▪ les aides aux étudiants non boursiers,	41,7 millions XPF,
▪ une subvention à la Maison de la Nouvelle-Calédonie à Paris, dont 17,2 millions XPF pour la prise en charge des étudiants admissibles et admis à l'Institut d'Etudes Politiques (IEP) de Paris,	22,9 millions XPF,
▪ les allocations de rentrée,	22,8 millions XPF,
▪ les chèques pédagogiques	16,3 millions XPF,
▪ les prix d'encouragement à la recherche,	14,0 millions XPF,
▪ les bourses pour les études en Nouvelle-Calédonie,	11,1 millions XPF,
▪ les aides forfaitaires aux étudiants en BTS,	8,9 millions XPF,
▪ la prise en charge des intérêts des emprunts contractés par les étudiants,	8,4 millions XPF,
▪ les prix d'excellence,	8,0 millions XPF,
▪ les aides aux logements,	6,4 millions XPF.

Programme 12 – Vie scolaire et éducative

387,0 millions XPF de dépenses répartis sur les opérations suivantes :

▪ la location de matériel informatique pour les écoles primaires dans le cadre de l'opération « Développement de l'Internet » (ODI),	187,3 millions XPF,
▪ les subventions, dont 64,5 millions XPF pour le soutien scolaire et 19,3 millions XPF pour les projets d'actions éducatives et pédagogiques,	95,1 millions XPF,
▪ les actions de soutien scolaire sur CD 2011-2015,	70,0 millions XPF,
▪ les frais communs, dont 12,3 millions XPF pour les frais de transport au titre des sorties scolaires et 6,4 millions XPF pour les récompenses des bacheliers ayant obtenu une mention.	31,9 millions XPF,

Programme 07 – Collèges publics

280,8 millions XPF pour la participation aux charges de fonctionnement des collèges publics.

Programme 11 – Internats

136,9 millions XPF comprenant

▪ les dépenses alimentaires,	60,2 millions XPF,
▪ le fonctionnement général,	45,5 millions XPF,
▪ le fonctionnement des internats d'excellence, dont 28,8 millions XPF sur CD 2011-2015.	31,2 millions XPF.

D. LES TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Les réalisations s'élèvent à **3 milliard XPF** répartis comme suit par programme.

FONCTION - PROGRAMME	CA 2014			%
	Interventions	Subventions HCD	TOTAL	
21 RESEAU ROUTIER	2 222 000 050	0	2 222 000 050	74%
30 TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE	708 235 025	3 000 000	711 235 025	24%
22 INFRASTRUCTURE AERIENNE	60 800 530	0	60 800 530	2%
24 INFRASTRUCTURE PORTUAIRE	6 186 397	0	6 186 397	0%
FONCTION 8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION	2 997 222 002	3 000 000	3 000 222 002	100%

Programme 21 – Réseau routier

2,222 milliards XPF de dépenses réparties sur les opérations suivantes :

- la résiliation des concessions des péages, ⁽²⁾ 1,576 milliard XPF
comprenant notamment :
 - l'indemnité versée à la société SAVEXPRESS, 1,375 milliard XPF,
 - l'indemnité versée à la société VDE EXPRESS, 100,0 millions XPF,
 - les taxes sur le boni de liquidation, 97,4 millions XPF,
- l'entretien du réseau de voirie provinciale, 445,5 millions XPF,
- l'entretien du réseau de voirie territoriale, sous maîtrise d'ouvrage déléguée et financé intégralement par la Nouvelle-Calédonie, 167,0 millions XPF,
- la réparation des infrastructures de voirie suite aux accidents, 33,0 millions XPF.

Programme 30 – Transport public terrestre

711,2 millions XPF de dépenses réparties sur les opérations suivantes :

- la participation au fonctionnement du Syndicat Mixte des Transports Urbains (SMTU) au titre de l'exercice 2014, 692,0 millions XPF,
- la participation à la mise en place de l'Autorité Organisatrice des Transports (AOT) dans le cadre du CA 2011-2015, 10,4 millions XPF,
- le fonctionnement de la gare routière de Montravel, 5,4 millions XPF,
- le fonctionnement de la ligne de transport interurbain entre Nouméa et Yaté, 3,0 millions XPF.

Programme 22 – Infrastructure aérienne

60,8 millions XPF de dépenses réparties sur les opérations suivantes :

- le fonctionnement de l'aérodrome de l'Île des Pins, 52,3 millions XPF,
dont 42,9 millions XPF pour la gestion déléguée et 3,4 millions XPF pour l'électricité,
- l'entretien de l'aérodrome de Poé, 4,7 millions XPF,
- l'entretien de l'aérodrome de Ouatom, 3,7 millions XPF.

Programme 24 – Infrastructure portuaire

6,2 millions XPF pour l'entretien des wharfs et appontements.

(2) Cf tableau sur le coût de la résiliation de la concession en page 14

E. LA CULTURE, LA JEUNESSE ET LES SPORTS

Les réalisations s'élèvent à **1,059 milliard XPF** répartis comme suit par programme.

FONCTION - PROGRAMME		CA 2014			%
		Interventions	Subventions HCD	TOTAL	
14	CULTURE	111 082 619	240 854 505	351 937 124	33%
16	JEUNESSE	77 058 347	246 225 905	323 284 252	31%
15	SPORTS	86 518 552	183 820 000	270 338 552	26%
13	PATRIMOINE	20 442 557	93 334 175	113 776 732	11%
FONCTION 3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS		295 102 075	764 234 585	1 059 336 660	100%

Programme 14 – Culture

351,9 millions XPF de dépenses réparties sur les opérations suivantes :

- les subventions aux associations et organismes culturels avec les principaux bénéficiaires suivants : 240,8 millions XPF,
 - le Conservatoire de Musique de Nouvelle-Calédonie, 42,0 millions XPF,
 - les aides à la production audiovisuelle et cinématographique, 38,1 millions XPF,
 - la bibliothèque Bernheim, 36,0 millions XPF,
 - le théâtre de l'île, 23,0 millions XPF,
 - l'Agence de Développement de la Culture Kanak, 14,0 millions XPF,
 - l'aide à la création de compagnies professionnelles de théâtre, 11,2 millions XPF,
 - la Ville de Nouméa pour les illuminations des fêtes de fin d'année, 10,0 millions XPF,
 - l'aide pour la formation à la production de documentaires, 8,4 millions XPF,
 - l'association « le Chapito » de Nouvelle-Calédonie, 7,5 millions XPF,
 - l'école de cirque, 6,5 millions XPF,
 - la maison du livre, 6,2 millions XPF,
- diverses animations culturelles, dont 20,3 millions XPF pour l'organisation du festival « Les couleurs de Déva » et 3,3 millions XPF pour l'opération « Un été au cinéma », 31,1 millions XPF,
- la création et la diffusion audiovisuelle dont 7,6 millions XPF pour le soutien aux projets audio-visuels et 3,5 millions XPF pour l'opération « Ciné Sud », 15,3 millions XPF,
- les actions du bureau d'accueil de tournage, dont 4,5 millions XPF pour le concours de films de fiction et 2,4 millions XPF pour l'entretien de la machinerie, 11,4 millions XPF,
- les formations artistiques, pour les bourses et aides complémentaires de l'enseignement artistique, 10,3 millions XPF,
- le festival « Les voix du Sud », 10,3 millions XPF,
- la création et la diffusion de cultures urbaines, dont 7,3 millions XPF pour l'organisation de la « Battle of the year » 2014, 8,5 millions XPF,
- la création et la diffusion des arts plastiques, dont 4,4 millions XPF pour les aides à l'exposition, 5,4 millions XPF,
- diverses animations culturelles en faveur de publics spécifiques, 5,0 millions XPF.

Programme 16 – Jeunesse

323,3 millions XPF de dépenses réparties sur les opérations suivantes :

- les subventions aux associations et organismes 246,2 millions XPF, comprenant notamment :
 - l'aide aux vacances en faveur des enfants défavorisés, 96,4 millions XPF,
 - l'aide aux associations pour l'organisation de centres de vacances et de loisirs, 84,0 millions XPF,
 - le fonctionnement des organismes conventionnés, 50,1 millions XPF, dont 21 millions XPF pour la Fédération des Œuvres Laïques (FOL), 14 millions XPF pour l'association des villages de Magenta et 10,6 millions XPF pour l'Association Calédonienne d'Animation et de Formation (ACAF),
 - l'aide à l'organisation d'action de formation 6,2 millions XPF.
- le fonctionnement du centre d'accueil permanent de Poé, 58,8 millions XPF,
- diverses animations en faveur de la jeunesse, 12,8 millions XPF, dont 7,4 millions XPF pour la journée de la jeunesse,
- l'organisation du Carrefour Vacances, 4,4 millions XPF.

Programme 15 – Sports

270,3 millions XPF de dépenses réparties sur les opérations suivantes :

- les subventions aux associations et organismes sportifs 183,8 millions XPF, comprenant notamment :
 - le soutien aux associations et clubs sportifs, 61,7 millions XPF,
 - l'aide exceptionnelle aux associations, 32,4 millions XPF,
 - l'aide à l'organisation de manifestations sportives, 26,2 millions XPF,
 - la participation au fonctionnement du comité olympique et sportif sud, 9,0 millions XPF,
 - la participation au fonctionnement de la ligue calédonienne de golf, 8,0 millions XPF,
 - le SIVU Côte Ouest 7,0 millions XPF,
 - la participation au fonctionnement de l'Union Nationale du Sport Scolaire (UNSS), 6,5 millions XPF,
 - le soutien au comité provincial Sud de football, 3,5 millions XPF,
 - l'aide exceptionnelle aux sportifs, 3,2 millions XPF,
 - l'aide aux déplacements intérieurs des sports collectifs, 2,8 millions XPF.
- l'entretien des sentiers de randonnées, 31,0 millions XPF,
- diverses actions directes en faveur du sport, 25,5 millions XPF, dont 7,4 millions XPF pour l'organisation de camps sportifs et 4,0 millions XPF pour les vacances et charges sociales des animateurs sportifs,
- le fonctionnement du Centre des Activités Nautiques (CAN), 14,8 millions XPF,
- l'entretien des boucles de Netcha, 6,9 millions XPF,
- l'entretien de la piste de Tina, 6,1 millions XPF,
- l'entretien du site d'escalade de Téréka, 2,2 millions XPF.

Programme 13 – Patrimoine

113,8 millions XPF de dépenses réparties sur les opérations suivantes :

- les subventions aux associations et organismes œuvrant pour la sauvegarde du patrimoine 93,3 millions XPF, avec les principaux bénéficiaires suivants :
 - l'Institut d'Archéologie de Nouvelle-Calédonie et du Pacifique, 22,5 millions XPF,
 - le musée de la seconde guerre mondiale, 21,8 millions XPF,
 - l'association Marguerite, 20,0 millions XPF,
 - le musée de l'histoire maritime, 12,0 millions XPF,
 - l'académie des langues kanak, 6,0 millions XPF,
 - l'association « témoignage d'un passé », 5,0 millions XPF.
- les opérations de valorisation et sensibilisation du patrimoine, 9,4 millions XPF, dont 5 millions XPF pour l'organisation d'un programme culturel autour du bagne,
- le fonctionnement du château HAGEN, 3,1 millions XPF,
- l'inventaire, l'entretien et la gestion des collections provinciales, 2,9 millions XPF,
- les frais d'entreposage et de gardiennage de la collection Paturel, 2,4 millions XPF.

F. L'AMENAGEMENT ET L'ENVIRONNEMENT

Les réalisations s'élèvent à **891,2 millions XPF** répartis comme suit par programme :

FONCTION - PROGRAMME		CA 2014			%
		Interventions	Subventions HCD	TOTAL	
25	ENVIRONNEMENT	424 885 567	212 657 149	637 542 716	72%
41	DEVELOPPEMENT FORESTIER	11 798 890	188 941 429	200 740 319	23%
23	COURS D'EAU	38 586 229	0	38 586 229	4%
26	URBANISME	10 339 865	4 000 000	14 339 865	2%
FONCTION 7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT		485 610 551	405 598 578	891 209 129	100%

Programme 25 – Environnement

637,5 millions XPF de dépenses réparties sur les opérations suivantes :

- les subventions, 212,6 millions XPF, avec les principaux bénéficiaires suivants :
 - le Syndicat Mixte des Grandes Fougères, 82,2 millions XPF,
 - le Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple (SIVM) Sud pour la gestion du centre de tri, 22,5 millions XPF,
 - la fédération de la chasse et de la faune sauvage, 17,0 millions XPF,
 - la Ville du Mont-Dore pour l'observatoire de la mangrove, 15,0 millions XPF,
 - le renfort technique au SIVM et SIGN, 12,0 millions XPF, au titre de la convention-cadre ADEME 2011-2015,
 - le Centre d'Initiation à l'Environnement (CIE), 9,5 millions XPF,
 - l'association SCAL' AIR, 7,9 millions XPF.
- le suivi des projets industriels et miniers du Grand Sud 105,1 millions XPF, comprenant notamment :
 - le fonctionnement de l'Observatoire de l'Environnement, 61,0 millions XPF,
 - la réalisation d'une enquête par l'Institut National de l'Environnement industriel et des Risques (INERIS) à l'usine de VALE SAS NC suite au déversement accidentel d'une solution acide dans le creek de la Baie Nord le 7 mai 2014, 27,6 millions XPF,

▪ le suivi des installations classées, dont 51,2 millions XPF pour les prestations de la Direction des Mines et de l'Énergie (DIMENC),	51,8 millions XPF,
▪ le fonctionnement et l'entretien du parc provincial de la rivière bleue,	47,5 millions XPF,
▪ le fonctionnement et l'entretien du parc zoologique et forestier,	35,1 millions XPF,
▪ la gestion des déchets	29,6 millions XPF,
comprenant notamment :	
○ la collecte du stock historique de déchets d'équipements électriques et électroniques, financée en partie par la Taxe sur les Activités Polluantes (TAP),	12,8 millions XPF,
○ des actions de formations et sensibilisations	11,4 millions XPF,
▪ le Conservatoire des Espaces Naturels de Nouvelle-Calédonie, sur CDI 2011-2015,	29,0 millions XPF,
▪ la surveillance des milieux naturels,	25,4 millions XPF,
comprenant :	
○ le carburant des unités de surveillances marines,	7,3 millions XPF,
○ l'entretien des unités de surveillances marines,	6,6 millions XPF,
○ le contrôle et l'éradication des espèces envahissantes	2,9 millions XPF.
▪ la gestion et l'entretien des aires aménagées du Grand Sud (Netcha, Madeleine et Bois du Sud),	23,3 millions XPF,
▪ la conservation et la gestion de la biodiversité, comprenant notamment :	22,2 millions XPF,
○ le suivi quadriennal du lagon du grand Nouméa,	3,4 millions XPF,
○ la mise en œuvre du plan d'action et de sauvegarde du cagou	2,1 millions XPF,
○ la mise en place d'une liste rouge de la flore calédonienne,	2,1 millions XPF,
▪ la gestion et l'entretien des aires aménagées du Grand Nouméa,	14,0 millions XPF,
▪ la chasse et la faune sauvage,	13,5 millions XPF,
comprenant notamment :	
○ la régulation des cervidés,	6,7 millions XPF,
○ une mission de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS) pour l'organisation de la chasse et la gestion de la faune sauvage,	5,2 millions XPF,
▪ le fonctionnement du Centre National de Recherche sur le nickel et l'environnement (CNRT), au titre du CDI 11-15,	11,6 millions XPF,
▪ les frais relatives aux enquêtes pour les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,	4,5 millions XPF.

Programme 41 – Développement forestier

200,7 millions XPF de dépenses réparties sur les opérations suivantes :

▪ les subventions,	188,9 millions XPF,
avec les principaux bénéficiaires suivants :	
○ l'opérateur forestier « Sud Forêt » pour son fonctionnement	170,0 millions XPF,
○ l'ERPA au titre de la filière bois	18,9 millions XPF.
▪ l'achat de plants forestiers destinés au reboisement des sites dégradés,	6,1 millions XPF,
▪ l'entretien des bois et des forêts,	5,7 millions XPF.

Programme 23 – Cours d'eau

38,6 millions XPF pour l'entretien des cours d'eau dont 36,3 millions XPF pour le compte de l'APICAN et 2,2 millions XPF pour le compte de la Nouvelle-Calédonie.

Programme 26 – Urbanisme

14,3 millions XPF de dépenses composés des principales opérations suivantes :

- les interventions du CA 2011-2015 au titre de l'urbanisme, 9,5 millions XPF,
dont 7,1 millions XPF pour la mission d'observatoire urbain du SIGN
et 2,4 millions XPF pour le projet de renouvellement urbain,
- la subvention pour le fonctionnement du CELECO-BTP 4,0 millions XPF.

G. L'ADMINISTRATION GENERALE ET LES INSTITUTIONS

Les réalisations s'élèvent à **345,9 millions XPF** répartis comme suit par programme :

FONCTION - PROGRAMME		CA 2014			%
		Interventions	Subventions HCD	TOTAL	
02	INSTITUTIONS	192 831 569	6 550 000	199 381 569	58%
01	ADMINISTRATION	13 314 948	133 236 801	146 551 749	42%
FONCTION 0-ADMINISTRATION GENERALE		206 146 517	139 786 801	345 933 318	100%

Programme 02 – Institutions

199,3 millions XPF de dépenses principalement sur les postes suivants :

- la communication et l'information, 165,5 millions XPF,
- les relations publiques, 27,3 millions XPF,
- les subventions, 6,5 millions XPF.

Pour 2014, les principales réalisations concernent les actions et domaines suivants :

- la protection de l'environnement 31,9 millions XPF,
dont 19,3 millions XPF pour la journée de l'eau et RAMSAR,
- la jeunesse, 19,6 millions XPF
dont 9 millions XPF pour le magazine Tazar,
- les insertions dans divers supports, 19,0 millions XPF,
- la culture, 13,2 millions XPF,
dont 4,9 millions XPF pour l'opération « Un été au cinéma »
- la réalisation du magazine Horizon Sud, 12,0 millions XPF,
- la condition féminine, 8,6 millions XPF,
- la vie scolaire et éducative, 7,0 millions XPF,
- la communication institutionnelle, 7,0 millions XPF,
- le développement économique, 5,8 millions XPF,
- le patrimoine, 4,9 millions XPF,
- les sports, 3,5 millions XPF.

Programme 01 – Administration

146,5 millions XPF de dépenses principalement sur les postes suivants :

- les subventions aux associations et organismes 133,2 millions XPF,
comprenant notamment :
 - la participation au fonctionnement des infrastructures communales 100,0 millions XPF,
 - l'amicale des personnels de la province Sud, 10,0 millions XPF,
 - la gestion déléguée des débits de boissons par les communes, 5,6 millions XPF,
 - les subventions au titre de la coopération régionale, 3,6 millions XPF.
- l'entretien et la gestion du domaine public maritime, 9,7 millions XPF,
- les opérations directes de coopération régionale, 2,3 millions XPF,

H. LA SECURITE ET L'ORDRE PUBLIC

Les réalisations s'élèvent à **131,0 millions XPF** répartis comme suit par programme.

FONCTION - PROGRAMME	CA 2014			%
	Interventions	Subventions HCD	TOTAL	
01 ADMINISTRATION	546 788	130 500 000	131 046 788	100%
FONCTION 1-SECURITE ET ORDRE PUBLIC	546 788	130 500 000	131 046 788	100%
TOTAL	546 788	130 500 000	131 046 788	

Pour 2014, les principales réalisations concernent les actions et domaines suivants :

- la participation aux missions de protection des personnes et de surveillance de bâtiments, 125,0 millions XPF,
- la participation au fonctionnement de la Société Nationale de Sauvetages en Mer (SNSM), 5,5 millions XPF.

CHAPITRE 4 – LA DETTE ET LES CHARGES FINANCIERES

A. LE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS

Les annuités d'emprunts s'élèvent à **3,2 milliards XPF**. Ces annuités sont composées :

- du remboursement en capital 2,6 milliards XPF,
en hausse de 1,225 milliard XPF par rapport à 2013 (+88%),
- des intérêts et charges financières 632,0 millions XPF,
en hausse de 161,1 millions XPF par rapport à 2013 (+34%),

Sur l'exercice 2014, les 3,2 milliards XPF d'échéances comprennent :

- ⇒ 1,8 milliard XPF au titre de la dette en place au 31 décembre 2013,
- ⇒ 1,2 milliard XPF au titre de la dette SAVEXPRESS rétrocedé dont 752,4 millions XPF de remboursement anticipé sur trois prêts à taux fixe les plus élevés,
- ⇒ 116,3 millions XPF au titre des 3,0 milliards XPF d'emprunts nouveaux mobilisés en 2014.

B. LA LIGNE DE TRESORERIE

Sur l'exercice 2014, des tirages ont été effectués auprès de la Société Générale Calédonienne de Banque (SGCB) et de la Banque Calédonienne d'Investissement (BCI) pour respectivement 1,3 et 1 milliard XPF.

Un remboursement de 1 milliard XPF a été effectué auprès de la BCI.

Sur cet exercice, les intérêts et frais de gestion relatifs à la ligne de trésorerie se sont élevés à **11,1 millions XPF**.

CHAPITRE 5 – LES MOUVEMENTS D'ORDRE

Au titre des mouvements d'ordre, deux catégories peuvent être établies :

- l'autofinancement qui constitue la part des recettes de fonctionnement disponibles pour financer les investissements,
- les autres mouvements d'ordre qui se caractérisent par des reclassements comptables au sein d'une même section.

Les mouvements d'ordre de l'exercice 2014 en dépenses s'élèvent à 3,8 milliards XPF dont 555,4 millions XPF en investissement et 3,3 milliards XPF en fonctionnement.

→ De section à section :

L'autofinancement est généré par des mouvements de dépenses de fonctionnement de **3,3 milliards XPF** composés de :

- 3,0 milliards XPF au titre de la dotation aux amortissements,
- 282,8 millions XPF au titre de la sortie de l'actif du bilan des titres de participation SAVEXPRESS,
- 6,3 millions XPF au titre des autres cessions d'immobilisations.

→ Au sein de la section d'investissement :

Les autres mouvements d'ordre s'élèvent à 64,5 millions XPF en investissement dont 39,8 millions XPF au titre du reclassement des frais d'études, de recherches et d'insertion et 24,8 millions XPF au titre de reclassements comptables liées aux cessions, échanges et acquisition de terrain.

TITRE II – LES BALANCES 2014 PAR NATURE ET FONCTION

A - LES BALANCES PAR NATURE

RECETTES

Section d'investissement

Valeurs					
Code Nature	Gr. Cptes	Libellé du grp de compte	budg. 14	CA 2014	Tx de réal.
REELLE	10	DOTATIONS, FONDS DIVERS & RESER	3 276 392 693	3 276 392 693	100%
	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	4 945 841 591	2 577 469 782	52%
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	3 000 800 000	3 000 000 238	100%
	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 780 000	14 648 312	306%
	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	0	529 918	0%
	27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANC	206 000 000	169 552 818	82%
	45	COMPTABILITE DISTINCTE RATTACHEE	243 449 822	166 595 094	68%
	95	PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	243 701 500	0	0%
Total REELLE			11 920 965 606	9 205 188 855	77%
ORDRE	021	EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES	2 966 715 831	0	0%
	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0	7 000 000	0%
	19	DIFFERENCES SUR REALISATIONS	0	3 992 870	0%
	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	193 000 000	39 792 920	21%
	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	17 800 000	20 100 500	113%
	27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANC	506 000 000	282 884 500	56%
	28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISA	3 140 000 000	3 019 064 178	96%
Total ORDRE			6 823 515 831	3 372 834 968	49%
Total général			18 744 481 437	12 578 023 823	67%

Section de fonctionnement

Valeurs					
Code Nature	Gr. Cptes	Libellé du grp de compte	budg. 14	CA 2014	Tx de réal.
REELLE	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	5 925 542 214	0	0%
	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	0	2 587 687	0%
	64	CHARGES DE PERSONNEL	0	26 603 049	0%
	65	AUTRES CHARGES D'ACTIVITE	0	2 871 563	0%
	70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMA	423 767 650	582 744 987	138%
	73	IMPOTS ET TAXES	4 641 000 000	5 038 976 961	109%
	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	39 355 919 921	39 503 946 337	100%
	75	AUTRES PRODUITS D'ACTIVITE	775 299 673	658 767 888	85%
	76	PRODUITS FINANCIERS	815 104 071	899 393 310	110%
	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 078 491 375	1 390 000 232	129%
	Total REELLE			53 015 124 904	48 105 892 014
ORDRE	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	455 000 000	490 772 397	108%
Total ORDRE			455 000 000	490 772 397	108%
Total général			53 470 124 904	48 596 664 411	91%

	72 214 606 341	61 174 688 234	85%
--	-----------------------	-----------------------	------------

DEPENSES

Section d'investissement

Valeurs					
Code Nature	Gr. Cptes	Libellé du grp de compte	budg. 14	CA 2014	Tx de réal.
REELLE	001	SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	1 620 923 758	0	0%
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	2 791 000 000	2 625 007 463	94%
	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 773 186 185	2 980 613 028	62%
	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 220 819 876	858 434 702	70%
	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	5 672 194 946	4 273 725 243	75%
	27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANC	900 215 955	895 215 955	99%
	45	COMPTABILITE DISTINCTE RATTACHEE	594 340 717	438 825 691	74%
	Total REELLE			17 572 681 437	12 071 822 082
ORDRE	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	453 250 000	280 248 897	62%
	19	DIFFERENCES SUR REALISATIONS	1 750 000	210 523 500	12030%
	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	389 950 000	17 830 261	5%
	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	110 734 000	7 374 338	7%
	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	66 116 000	39 388 321	60%
	27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANC	150 000 000	0	0%
Total ORDRE			1 171 800 000	555 365 317	47%
Total général			18 744 481 437	12 627 187 399	67%

Section de fonctionnement

Valeurs						
Code Nature	Gr. Cptes	Libellé du grp de compte	budg. 14	CA 2014	Tx de réal.	
REELLE	60	ACHATS ET VARIATION DES STOCK	661 251 497	573 894 838	87%	
	61	SERVICES EXTERIEURS	2 580 370 129	2 121 346 337	82%	
	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	2 259 268 204	1 700 825 389	75%	
	63	IMPOTS, TAXES & VERS ASSIMILE	228 720 105	228 670 105	100%	
	64	CHARGES DE PERSONNEL	19 816 972 296	19 515 189 402	98%	
	65	AUTRES CHARGES D'ACTIVITE	19 452 332 286	18 196 010 056	94%	
	66	CHARGES FINANCIERES	698 939 423	643 101 172	92%	
	67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 665 555 133	1 611 007 366	97%	
	Total REELLE			47 363 409 073	44 590 044 665	94%
	ORDRE	023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	2 966 715 831	0	0%
67		CHARGES EXCEPTIONNELLES	6 550 500	289 177 870	4415%	
68		DOT AUX AMORTIS, AUX DEPRE	3 133 449 500	3 019 064 178	96%	
Total ORDRE			6 106 715 831	3 308 242 048	54%	
Total général			53 470 124 904	47 898 286 713	90%	

	72 214 606 341	60 525 474 112	84%
--	-----------------------	-----------------------	------------

SOLDE D'EXECUTION D'INVESTISSEMENT :	-49 163 576
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT :	698 377 698
EQUILIBRE GENERAL :	649 214 122

B - LES BALANCES PAR FONCTION

RECETTES

Section d'investissement

Nature	Fonct°	Libellé de la fonction	Valeurs		
			budget 14	CA 2014	Tx de réal.
REELLE	0	ADMINISTRATION GENERALE	6 770 344 015	6 445 238 025	95%
	2	ENSEIGNEMENT	1 462 568 643	1 125 367 271	77%
	3	CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	0	3 255	0%
	4	SANTE	39 026 344	0	0%
	5	PROTECTION ET ACTION SOCIALE	2 179 275 667	799 924 101	37%
	7	AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	225 362 544	56 750 803	25%
	8	TRANSPORT ET COMMUNICATION	1 109 388 393	657 257 088	59%
	9	ECONOMIE	135 000 000	120 648 312	89%
	Total REELLE			11 920 965 606	9 205 188 855
ORDRE	0	ADMINISTRATION GENERALE	6 823 515 831	3 372 834 968	49%
Total ORDRE			6 823 515 831	3 372 834 968	49%
Total général			18 744 481 437	12 578 023 823	67%

Section de fonctionnement

Nature	Fonct°	Libellé de la fonction	Valeurs		
			budget 14	CA 2014	Tx de réal.
REELLE	0	ADMINISTRATION GENERALE	48 457 093 163	43 219 697 318	89%
	2	ENSEIGNEMENT	186 105 475	313 339 232	168%
	3	CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	66 096 350	127 780 126	193%
	4	SANTE	226 200 000	81 896 355	36%
	5	PROTECTION ET ACTION SOCIALE	1 732 416 360	2 263 740 222	131%
	6	TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	560 942 523	580 567 044	103%
	7	AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	377 205 884	101 807 479	27%
	8	TRANSPORTS ET COMMUNICATION	1 383 970 149	1 393 213 042	101%
	9	ECONOMIE	25 095 000	23 851 196	95%
Total REELLE			53 015 124 904	48 105 892 014	91%
ORDRE	0	ADMINISTRATION GENERALE	455 000 000	490 772 397	108%
Total ORDRE			455 000 000	490 772 397	108%
Total général			53 470 124 904	48 596 664 411	91%

DEPENSES

Section d'investissement

Nature	Fonct°	Libellé de la fonction	Valeurs		
			budget 14	CA 2014	Tx de réal.
REELLE	0	ADMINISTRATION GENERALE	6 424 490 750	3 954 819 824	62%
	1	SECURITE ET ORDRE PUBLIC	14 899 538	14 493 378	97%
	2	ENSEIGNEMENT	1 802 260 131	1 486 879 656	83%
	3	CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	1 093 229 907	492 063 190	45%
	4	SANTE	255 501 591	157 250 694	62%
	5	PROTECTION ET ACTION SOCIALE	2 278 911 757	1 781 709 834	78%
	6	TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	3 736 500	1 342 080	36%
	7	AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	2 285 566 625	1 658 652 000	73%
	8	TRANSPORTS ET COMMUNICATION	2 622 660 233	1 962 866 012	75%
9	ECONOMIE	791 424 405	561 745 414	71%	
Total REELLE			17 572 681 437	12 071 822 082	69%
ORDRE	0	ADMINISTRATION GENERALE	1 171 800 000	555 365 317	47%
Total ORDRE			1 171 800 000	555 365 317	47%
Total général			18 744 481 437	12 627 187 399	67%

Section de fonctionnement

Nature	Fonct°	Libellé de la fonction	Valeurs		
			budg. 14	CA 2014	Tx de réal.
REELLE	0	ADMINISTRATION GENERALE	5 952 642 156	5 430 942 187	91%
	2	ENSEIGNEMENT	14 037 832 543	13 906 644 440	99%
	3	CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	1 680 730 967	1 568 369 724	93%
	4	SANTE	3 264 890 726	3 075 413 944	94%
	5	PROTECTION ET ACTION SOCIALE	9 917 795 115	9 312 266 726	94%
	6	TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	2 045 604 682	1 857 339 604	91%
	7	AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	2 020 870 934	1 767 073 052	87%
	8	TRANSPORTS ET COMMUNICATION	4 097 565 246	3 971 202 265	97%
	9	ECONOMIE	3 844 929 916	3 569 745 935	93%
	1	SECURITE ET ORDRE PUBLIC	500 546 788	131 046 788	26%
Total REELLE			47 363 409 073	44 590 044 665	94%
ORDRE	0	ADMINISTRATION GENERALE	6 106 715 831	3 308 242 048	54%
Total ORDRE			6 106 715 831	3 308 242 048	54%
Total général			53 470 124 904	47 898 286 713	90%

SOLDE D'EXECUTION D'INVESTISSEMENT :	-49 163 576
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT :	698 377 698
EQUILIBRE GENERAL :	649 214 122

C - LES BALANCES PAR CHAPITRE

RECETTES

Sect°	Gr...	Chapitre - libellé chapitre	Valeurs		
			budg. 14	CA 2014	Tx de réal.
INV	90	CHAPITRE 900 - ADMINISTRATION GENERALE	6 000 000	2 250 000	38%
		CHAPITRE 902 - ENSEIGNEMENT	1 462 568 643	1 125 367 271	77%
		CHAPITRE 903 - CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	0	3 255	0%
		CHAPITRE 904 - SANTE	39 026 344	0	0%
		CHAPITRE 905 - PROTECTION ET ACTION SOCIALE	2 179 275 667	799 924 101	37%
		CHAPITRE 907 - AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	225 362 544	56 750 803	25%
		CHAPITRE 908 - TRANSPORTS ET COMMUNICATION	1 109 388 393	657 257 088	59%
		CHAPITRE 909 - ECONOMIE	135 000 000	120 648 312	89%
		Gr CHAP90-OPERATIONS VENTILEES	5 156 621 591	2 762 200 830	54%
	92	CHAPITRE 922 - DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	1 922 924 480	1 922 924 480	100%
		CHAPITRE 923 - DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	4 354 268 213	4 353 468 451	100%
		CHAPITRE 924 - OP. POUR LE COMPTE DE TIERS (COMPLETE DU N° DE MANDAT)	243 449 822	166 595 094	68%
		CHAPITRE 925 - OP. PATRIMONIALES (OP. D'ORDRE DEPENSES ET RECETTES)	716 800 000	64 592 920	9%
		CHAPITRE 926 - TRANSFERTS ENTRE SECT° (OP. ORDRE DEPENSES ET RECETTES)	3 140 000 000	3 308 242 048	105%
	Gr CHAP92-OPERATIONS NON VENTILEES	10 377 442 515	9 815 822 993	95%	
	95	CHAPITRE 951 - VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (RECETTES)	2 966 715 831	0	0%
		CHAPITRE 954 - PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS (RECETTES)	243 701 500	0	0%
		Gr CHAP95-OPERATIONS SPECIFIQUES	3 210 417 331	0	0%
	Total INV		18 744 481 437	12 578 023 823	67%
	FONC	002	CHAPITRE 002- RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	5 925 542 214	0
			5 925 542 214	0	0%
93		CHAPITRE 930 - ADMINISTRATION GENERALE	279 381 028	485 558 523	174%
		CHAPITRE 932 - ENSEIGNEMENT	186 105 475	313 390 832	168%
		CHAPITRE 933 - CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	66 096 350	127 780 126	193%
		CHAPITRE 934 - SANTE	226 200 000	81 896 355	36%
		CHAPITRE 935 - PROTECTION ET ACTION SOCIALE	1 732 416 360	2 263 740 222	131%
		CHAPITRE 936 - TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	560 942 523	580 567 044	103%
		CHAPITRE 937 - AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	377 205 884	101 807 479	27%
		CHAPITRE 938 - TRANSPORTS ET COMMUNICATION	1 383 970 149	1 393 213 042	101%
		CHAPITRE 939 - ECONOMIE	25 095 000	23 851 196	95%
Gr CHAP93-OPERATIONS VENTILEES		4 837 412 769	5 371 804 819	111%	
94		CHAPITRE 940 - IMPOSITIONS DIRECTES	1 680 000 000	1 709 312 930	102%
		CHAPITRE 941 - AUTRES IMPOTS ET TAXES	2 960 000 000	3 328 564 031	112%
		CHAPITRE 942 - DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	36 797 065 850	36 796 795 311	100%
		CHAPITRE 943 - OPERATIONS FINANCIERES	815 104 071	899 414 923	110%
		CHAPITRE 946 - TRANSFERTS ENTRE SECT°(OP. D'ORDRE DEPENSES ET RECETTES)	455 000 000	490 772 397	108%
Gr CHAP94-OPERATIONS NON VENTILEES		42 707 169 921	43 224 859 592	101%	
Total FONC			53 470 124 904	48 596 664 411	91%
Total général			72 214 606 341	61 174 688 234	85%

DEPENSES

Sect°	Ch...	Chapitre - libellé chapitre	Valeurs		
			budg. 14	CA 2014	Tx de réal.
INV	001	CHAPITRE 001- SOLDE EXECUTION SECTION INVESTISSEMENT	1 620 923 758	0	0%
			1 620 923 758	0	0%
	90	CHAPITRE 900 - ADMINISTRATION GENERALE	1 418 226 275	890 986 670	63%
		CHAPITRE 901 - SECURITE ET ORDRE PUBLIC	14 899 538	14 493 378	97%
		CHAPITRE 902 - ENSEIGNEMENT	1 802 260 131	1 486 879 656	83%
		CHAPITRE 903 - CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	1 093 229 907	492 063 190	45%
		CHAPITRE 904 - SANTE	255 501 591	157 250 694	62%
		CHAPITRE 905 - PROTECTION ET ACTION SOCIALE	2 278 911 757	1 781 709 834	78%
		CHAPITRE 906 - TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	3 736 500	1 342 080	36%
		CHAPITRE 907 - AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	2 285 566 625	1 658 652 000	73%
		CHAPITRE 908 - TRANSPORTS ET COMMUNICATION	2 622 660 233	1 962 866 012	75%
		CHAPITRE 909 - ECONOMIE	791 424 405	561 745 414	71%
		Gr CHAP90-OPERATIONS VENTILEES	12 566 416 962	9 007 988 928	72%
	92	CHAPITRE 923 - DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	2 791 000 000	2 625 007 463	94%
		CHAPITRE 924 - OP. POUR COMPTE DE TIERS (COMPLETE DU N° DE MANDAT)	594 340 717	438 825 691	74%
		CHAPITRE 925 - OP. PATRIMONIALES (OP. ORDRE DEPENSES ET RECETTES)	716 800 000	64 592 920	9%
		CHAPITRE 926 - TRANSFERTS ENTRE SECT° (OP. D'ORDRE DEPENSES ET RECETTES)	455 000 000	490 772 397	108%
	Gr CHAP92-OPERATIONS NON VENTILEES	4 557 140 717	3 619 198 471	79%	
	Total 0 0		18 744 481 437	12 627 187 399	67%
	FONC	93	CHAPITRE 930 - ADMINISTRATION GENERALE	5 123 701 322	4 662 388 045
CHAPITRE 931 - SECURITE ET ORDRE PUBLIC			500 546 788	131 046 788	26%
CHAPITRE 932 - ENSEIGNEMENT			14 037 832 543	13 906 644 440	99%
CHAPITRE 933 - CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS			1 680 730 967	1 568 369 724	93%
CHAPITRE 934 - SANTE			3 264 890 726	3 075 413 944	94%
CHAPITRE 935 - PROTECTION ET ACTION SOCIALE			9 917 795 115	9 312 266 726	94%
CHAPITRE 936 - TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE			2 045 604 682	1 857 339 604	91%
CHAPITRE 937 - AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT			2 020 870 934	1 767 073 052	87%
CHAPITRE 938 - TRANSPORTS ET COMMUNICATION			4 097 565 246	3 971 202 265	97%
CHAPITRE 939 - ECONOMIE		3 844 929 916	3 569 745 935	93%	
Gr CHAP93-OPERATIONS VENTILEES		46 534 468 239	43 821 490 523	94%	
94		CHAPITRE 940 - IMPOSITIONS DIRECTES	125 000 000	122 485 434	98%
		CHAPITRE 941 - AUTRES IMPOTS ET TAXES	5 000 000	2 966 125	59%
		CHAPITRE 943 - OPERATIONS FINANCIERES	698 940 834	643 102 583	92%
		CHAPITRE 946 - TRANSFERTS ENTRE LES SECT° (OP. ORDRE DEPENSES ET RECETTES)	3 140 000 000	3 308 242 048	105%
Gr CHAP94-OPERATIONS NON VENTILEES		3 968 940 834	4 076 796 190	103%	
95		CHAPITRE 953 - VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT (DEPENSES)	2 966 715 831	0	0%
		Gr CHAP95-OPERATIONS SPECIFIQUES	2 966 715 831	0	0%
Total FONC			53 470 124 904	47 898 286 713	90%
Total général			72 214 606 341	60 525 474 112	84%

SOLDE D'EXECUTION D'INVESTISSEMENT :	-49 163 576
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT :	698 377 698
EQUILIBRE GENERAL :	649 214 122

TITRE III – LA RETROSPECTIVE BUDGETAIRE 2010-2014

A - LES RECETTES REELLES

Le tableau ci-dessous présente par rubriques puis par section les réalisations de recettes de 2010 à 2014.

RUBRIQUES	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014
DOTATIONS LEGALES NC	30 542 068 633	33 330 888 662	35 810 174 968	38 756 211 723	32 869 990 330
DOTATIONS LEGALES ETAT	6 860 717 278	6 887 299 773	6 905 304 761	6 924 588 802	6 936 193 275
FISCALITE	3 926 757 759	4 666 146 298	4 920 602 406	4 784 717 236	5 037 876 961
DOTATIONS NC	935 147 266	667 089 941	1 928 167 399	2 412 268 611	2 747 232 102
RECOUV. & PART. DIV.	1 470 069 657	1 724 363 416	841 118 066	925 839 194	1 825 044 081
DOTATIONS - OPC	2 737 291 832	2 576 803 791	663 042 139	2 412 518 887	1 568 938 375
RESULTAT	0	0	0	2 154 622 942	1 353 468 213
MVTS FINANCIERS	398 403 751	617 847 715	511 383 557	1 624 236 130	1 141 529 690
RECETTES DES SCES	577 991 743	612 012 133	410 447 044	608 357 347	724 304 935
DOTATIONS COMMUNES	99 042 586	80 630 242	179 481 327	158 382 511	106 502 669
DOTATIONS ETAT	68 388 132	18 631 221	23 047 442	2 774 000	0
Total général	47 615 878 637	51 181 713 192	52 192 769 109	60 764 517 383	54 311 080 631

répartis comme suit par section

en investissement	6 003 248 216	6 534 411 592	4 066 150 301	9 583 790 616	6 205 188 617
en fonctionnement	41 612 630 421	44 647 301 600	48 126 618 808	51 180 726 767	48 105 892 014

variation annuelle	2 839 007 411	3 565 834 555	1 011 055 917	8 571 748 274	-6 453 436 752
	6%	7%	2%	16%	-11%

Sur 2014, 85% des ressources sont composées des dotations légales de la Nouvelle-Calédonie et de l'Etat, de la fiscalité et des dotations sur opérations contractualisées.

RUBRIQUES	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014
DOTATIONS LEGALES NC	30 542 068 633	33 330 888 662	35 810 174 968	38 756 211 723	32 869 990 330
DOTATIONS LEGALES ETAT	6 860 717 278	6 887 299 773	6 905 304 761	6 924 588 802	6 936 193 275
FISCALITE	3 926 757 759	4 666 146 298	4 920 602 406	4 784 717 236	5 037 876 961
DOTATIONS - OPC	2 737 291 832	2 576 803 791	663 042 139	2 412 518 887	1 568 938 375
Total général	44 066 835 502	47 461 138 524	48 299 124 274	52 878 036 648	46 412 998 941
% des recettes réelles :	93%	93%	93%	87%	85%

variation annuelle	2 243 832 807	3 394 303 022	837 985 750	4 578 912 374	-6 465 037 707
	5%	8%	2%	9%	-12%

A. LES DOTATIONS LEGALES

Les dotations légales en provenance de la Nouvelle-Calédonie et de l'Etat représentent, en moyenne, 77% du total des ressources de la collectivité.

Dans le détail, ces ressources se répartissent comme suit :

→ dotations légales de la Nouvelle-Calédonie

Section	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014
investissement	1 723 714 632	1 881 108 355	2 021 032 802	2 187 299 427	1 922 924 480
fonctionnement	28 818 354 001	31 449 780 307	33 789 142 166	36 568 912 296	30 947 065 850
Total général	30 542 068 633	33 330 888 662	35 810 174 968	38 756 211 723	32 869 990 330

variation annuelle	1 310 043 433	2 788 820 029	2 479 286 306	2 946 036 755	-5 886 221 393
	4%	9%	7%	8%	-15%

Les dotations budgétaires comprennent la dotation primitive de l'exercice complétée, dans le cadre du budget supplémentaire, de l'ajustement définitif de l'exercice précédent.

En rattachant les ajustements définitifs à l'exercice d'origine, les dotations corrigées présentent alors l'évolution suivante :

	Ex. 2 010	Ex. 2 011	Ex. 2 012	Ex. 2 013	Ex. 2 014
DOTATION DE FONCTIONNEMENT (DGF NC)					
Dotation primitive	27 983 255 250	29 476 734 500	31 744 867 000	33 189 099 500	30 947 065 850
Ajustement	1 973 045 807	2 044 275 166	3 379 812 796	-241 408 079	non encore connus
DOTATION DEFINITIVE	29 956 301 057	31 521 009 666	35 124 679 796	32 947 691 421	30 947 065 850
DOTATION D'EQUIPEMENT (DGE NC)					
Dotation primitive	1 673 764 800	1 763 094 400	1 898 758 400	1 985 142 400	1 922 924 480
Ajustement	118 013 955	122 274 402	202 157 027	-14 439 362	non encore connus
DOTATION DEFINITIVE	1 791 778 755	1 885 368 802	2 100 915 427	1 970 703 038	1 922 924 480
TOTAL :	31 748 079 812	33 406 378 468	37 225 595 223	34 918 394 459	32 869 990 330
var.	1 631 006 029	1 658 298 656	3 819 216 755	-2 307 200 764	
%	5%	5%	11%	-6%	

Sur les dotations légales versées par la Nouvelle-Calédonie, deux périodes peuvent être soulignées :

- **2010-2012** : retour de la croissance constatée par des ajustements définitifs en hausse comme suit :
 - ⇒ ajustement définitif 2010 sur l'exercice 2011 à hauteur de 2,091 milliards XPF dont 1,5 milliard XPF au titre du redressement fiscal de la société Le Nickel,
 - ⇒ ajustement définitif 2011 sur l'exercice 2012 à hauteur de 2,166 milliards XPF,
 - ⇒ ajustement définitif 2012 sur l'exercice 2013 à hauteur de 3,581 milliards XPF.
- **2013-2014** : ralentissement de l'activité économique liée à la conjoncture mondiale qui influence le marché du nickel. Ainsi, l'ajustement définitif 2013 sur l'exercice 2014 a été négatif de -255 millions XPF.

→ dotations légales de l'Etat

Section	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014
investissement	1 040 905 464	1 055 266 354	1 071 876 700	1 074 859 278	1 086 463 814
fonctionnement	5 819 811 814	5 832 033 419	5 833 428 061	5 849 729 524	5 849 729 461
Total général	6 860 717 278	6 887 299 773	6 905 304 761	6 924 588 802	6 936 193 275
variation annuelle	60 359 200	26 582 495	18 004 988	19 284 041	11 604 473
	1%	0,4%	0,3%	0,3%	0,2%

Les dotations légales de l'Etat constituent le second poste du budget provincial. Ces dotations n'offrent pas de croissance sensible sur la période.

S'agissant de la dotation d'équipement, le préfinancement effectué par la collectivité au titre du programme des collèges publics reste toujours aussi élevé. En effet, au 31 décembre 2014, il s'élève désormais à 6,55 milliards XPF.

B. LA FISCALITE

En troisième position, la fiscalité qui affiche, fin 2014, un rendement budgétaire à hauteur de 5,0 milliards XPF.

Libellé de l'opération	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014
COMMUNICATION TELEPHONIQUE	1 465 334 470	1 503 496 685	1 538 330 267	1 562 457 310	1 561 006 690
PATENTES	714 061 666	1 250 655 749	1 495 302 361	1 534 327 700	1 565 300 578
DROIT D'ENREGISTREMENT	1 271 369 725	1 389 105 835	1 312 968 850	1 148 664 695	1 311 864 530
CONTRIBUTION FONCIERE	277 288 002	289 741 674	300 747 209	309 698 134	380 631 407
TAXES NUITEES	141 713 295	172 954 199	221 930 284	161 080 711	148 306 240
LICENCE DEBITS DE BOISSONS	56 973 916	60 185 356	51 323 435	68 488 686	70 602 117
CONTRIBUTION TELEPHONIQUE	16 685	6 800	0	0	165 399
Total général	3 926 757 759	4 666 146 298	4 920 602 406	4 784 717 236	5 037 876 961
variation annuelle	316 346 571	739 388 539	254 456 108	-135 885 170	253 159 725
	9%	19%	5%	-3%	5%

La période est marquée par le relèvement, en 2010, des plafonds relatifs à la contribution foncière de 10 à 30 centimes et ceux relatifs à la contribution des patentes de 15 à 30 centimes.

Suite à ces relèvements, la contribution foncière affiche une croissance de +190,7 millions XPF entre 2009 et 2010 et la patente de + 536,6 millions XPF entre 2010 et 2011.

Pour rappel, les taux retenus concernant la fiscalité sont les suivants :

Contributions directes	Plafond fixé par le Congrès de la Nouvelle-Calédonie	Taux appliqués par délibération de l'assemblée de province
Taxe sur les nuitées - 5 étoiles	1000 F	1000 F
Taxe sur les nuitées - 4 étoiles	900 F	900 F
Taxe sur les nuitées - 3 étoiles	750 F	600 F
Taxe sur les nuitées - 2 étoiles	500 F	350 F
Taxe sur les nuitées - 1 étoile et non classé	250 F	150 F
Taxe sur les communications téléphoniques	5 centimes	5 centimes
Contributions indirectes		
Centimes additionnels sur les patentes	30 centimes	30 centimes
Centimes additionnels sur la contribution foncière	30 centimes	30 centimes
Centimes additionnels sur les droits d'enregistrements	20 centimes	20 centimes
Centimes additionnels sur les droits de licence	50 centimes	50 centimes

Rattachées par exercice d'origine, les recouvrements se présentent comme suit :

Montant titre TTC	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014
OP - Libellé court					
CONTRIBUTION FONCIERE	278 997 759	289 804 692	299 525 639	338 816 443	350 904 338
DROIT D'ENREGISTREMENT	1 389 389 025	1 257 837 075	1 282 530 570	1 123 896 475	1 415 256 880
LICENCE DEBITS DE BOISSONS	57 420 712	60 600 831	51 845 952	67 932 391	69 493 519
PATENTES	1 242 909 052	1 495 302 361	1 536 785 009	1 562 783 579	1 484 078 621
CENTIMES ADDITIONNELS	2 968 716 548	3 103 544 959	3 170 687 170	3 093 428 888	3 319 733 358
COMMUNICATION TELEPHONIQUE	1 477 242 090	1 506 776 040	1 550 642 792	1 565 511 775	1 555 495 015
TAXES NUITEES	180 270 011	177 485 079	178 914 838	160 452 511	196 723 290
TAXES	1 657 512 101	1 684 261 119	1 729 557 630	1 725 964 286	1 752 218 305
	4 626 228 649	4 787 806 078	4 900 244 800	4 819 393 174	5 071 951 663

C. LES PARTICIPATIONS SUR OPERATIONS CONTRACTUALISEES

Toutes sections confondues, les participations sur opérations contractualisées représentent une ressource annuelle moyenne de l'ordre de 2,0 milliards XPF.

Les hausses de recettes sur les exercices 2010 et 2013 correspondent à des rattrapages de versements opérés par l'Etat au titre de la fin d'exécution du contrat 2006-2010.

En 2014, le taux de recouvrement sur les opérations contractualisées est de 54%, légèrement en baisse par rapport à 2013 (67%). Au 31 décembre 2014, la province affiche une recette attendue estimée à 1,9 milliard XPF.

Type de contrat	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014
CD	2 687 741 292	2 318 517 795	377 910 046	2 146 434 654	1 472 587 459
CA	47 802 674	208 087 498	206 065 275	148 463 416	56 238 148
CPEC	0	49 598 498	79 066 818	70 784 374	0
CI	1 747 866	600 000	0	0	0
CRHS	0	0	0	46 836 443	40 112 768
Total général	2 737 291 832	2 576 803 791	663 042 139	2 412 518 887	1 568 938 375

investissement	2 420 209 134	2 441 387 208	543 400 387	2 281 217 884	1 454 392 970
fonctionnement	317 082 698	135 416 583	119 641 752	131 301 003	114 545 405

variation annuelle	557 083 603	-160 488 041	-1 913 761 652	1 749 476 748	-843 580 512
	26%	-6%	-74%	264%	-35%

Une présentation par programme et opération permet de constater qu'en moyenne, sur la période considéré, les contributions de l'Etat et des communes concernent essentiellement les investissements relatifs à l'habitat social, au réseau routier, à l'enseignement privé, aux équipements communaux et la vie scolaire et éducative.

PAR PROGRAMME

↓

Libellé du programme	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	MOYENNE
HABITAT SOCIAL	1 522 675 834	1 573 406 967	71 013 168	1 316 474 261	719 332 358	1 040 580 518
RESEAU ROUTIER	270 921 090	362 042 614	209 975 156	538 170 412	630 488 981	402 319 651
ENSEIGNEMENT PRIVE	433 316 227	155 198 829	82 239 515	191 876 552	38 171 082	180 160 441
EQUIPEMENT COMMUNAL	48 623 136	153 616 559	100 756 226	91 484 738	3 311 624	79 558 457
VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE	78 877 436	75 000 000	52 500 000	52 500 000	42 545 405	60 284 568
INSERTION	133 547 447	30 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000	50 709 489
TRAVAUX POUR AUTRES TIERS	47 754 081	41 229 629	11 421 018	8 326 014	58 800 000	33 506 148
EMPLOI	82 000 000	0	19 129 282	19 685 570	22 500 000	28 662 970
MEDICO-SOCIAL	0	0	0	117 014 326	4 288 925	24 260 650
PATRIMOINE	57 172 886	38 574 877	2 545 602	61 057	0	19 670 884
ENVIRONNEMENT	7 306 488	36 824 222	26 684 846	4 831 038	0	15 129 319
INTERNATS	0	13 500 000	18 000 000	22 200 000	19 500 000	14 640 000
SANTE PUBLIQUE	0	16 875 000	30 727 326	19 894 919	0	13 499 449
SPORTS	16 250 000	47 450 000	1 300 000	0	0	13 000 000
AUTRES SECTEURS	38 847 207	33 085 094	6 750 000	0	0	15 736 460
Total général	2 737 291 832	2 576 803 791	663 042 139	2 412 518 887	1 568 938 375	1 991 719 005

PAR OPERATION

↓

Libellé de l'opération	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	MOYENNE
AIDE A L'HABITAT GROUPE	1 106 766 834	1 075 934 967	71 013 168	714 427 818	540 097 090	701 647 975
AIDES A L'HABITAT INDIVIDUEL	415 909 000	497 472 000	0	555 210 000	139 122 500	321 542 700
ENTREE DE VILLE	30 000 000	268 631 048	158 548 627	483 965 618	508 880 182	290 005 095
ENSEIGNEMENT PRIVE	433 316 227	155 198 829	82 239 515	191 876 552	38 171 082	180 160 441
SOUTIEN SCOLAIRE	78 877 436	75 000 000	52 500 000	52 500 000	42 545 405	60 284 568
ROUTES DU GD SUD	225 921 090	16 974 202	0	0	0	48 579 058
CPEC-EQUIPEMENTS PUBLICS	0	25 330 194	76 541 677	70 784 374	0	34 531 249
CHANTIERS DE JEUNES	50 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000	34 000 000
VOIE MEDIANE	15 000 000	75 390 592	51 426 529	10 041 333	7 995 360	31 970 763
DESSERTE DU SUD RP3	0	1 046 772	0	44 163 461	113 613 439	31 764 734
RTES COMMUNALES DU GD SUD	27 563 854	66 084 491	13 920 774	0	0	21 513 824
AUTRES OPERATIONS	353 937 391	289 740 696	126 851 849	259 549 731	148 513 317	235 718 597
Total général	2 737 291 832	2 576 803 791	663 042 139	2 412 518 887	1 568 938 375	1 991 719 005

D. LES AUTRES RECETTES DU BUDGET

Sur la période, ces recettes représentent une enveloppe moyenne de 5,4 milliards XPF par an et concernent les postes suivants :

RUBRIQUES	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	MOYENNE
DOTATIONS NC	935 147 266	667 089 941	1 928 167 399	2 412 268 611	2 747 232 102	1 737 981 064
RECOUV. & PART DIV.	1 470 069 657	1 724 363 416	841 118 066	925 839 194	1 825 044 081	1 357 286 883
MVTS FINANCIERS	398 403 751	617 847 715	511 383 557	1 624 236 130	1 141 529 690	858 680 169
RESULTAT	0	0	0	2 154 622 942	1 353 468 213	701 618 231
RECETTES DES SCES	577 991 743	612 012 133	410 447 044	608 357 347	724 304 935	586 622 640
DOTATIONS COMMUNES	99 042 586	80 630 242	179 481 327	158 382 511	106 502 669	124 807 867
DOTATIONS ETAT	68 388 132	18 631 221	23 047 442	2 774 000	0	22 568 159
DOTATIONS ETAT	3 549 043 135	3 720 574 668	3 893 644 835	7 886 480 735	7 898 081 690	5 389 565 013

répartis comme suit par section

investissement	818 418 986	1 156 649 675	429 840 412	4 040 414 027	1 741 407 353
fonctionnement	2 730 624 149	2 563 924 993	3 463 804 423	3 846 066 708	6 156 674 337

variation annuelle	595 174 604	171 531 533	173 070 167	3 992 835 900	11 600 955
	20%	5%	5%	103%	0,15%

Entre 2012 et 2013, la hausse de 3,9 milliards XPF est essentiellement liée au 2,1 milliards XPF d'affectation du résultat.

Hors résultat, la hausse des recettes entre 2012 et 2013 est de 1,8 milliard XPF, essentiellement lié :

- au remboursement exceptionnel de la SEM PROMOSUD au titre des avances en compte-courant (+900 millions XPF),
- au reversement par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) du fonds de garantie de la province Sud (FGPS) (+100,0 millions XPF),
- au reversement par la Banque Calédonienne d'Investissement (BCI) du fonds conjoncturel minier non utilisé à ce jour (+110,0 millions XPF).

En 2014, ces recettes intègrent notamment :

- la reprise de la provision et le boni de liquidation de la SEML SAVEXPRESS pour un montant total de 1,831 milliard XPF;
- la dotation de la Nouvelle-Calédonie au titre des placements et formations des demandeurs d'emplois pour un montant total de 450 millions XPF.

De 2010 à 2014, les réalisations des dix premiers postes de ces recettes, se présentent comme suit par programme et opération :

PAR PROGRAMME

↓

PROG' - Libellé	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA moyen
MEDICO-SOCIAL	546 285 921	186 189 220	1 452 598 108	1 617 875 048	1 814 432 840	1 123 476 227
RESULTAT	0	0	0	2 154 622 942	1 353 468 213	701 618 231
RESEAU ROUTIER	276 121 705	243 635 837	270 069 335	392 903 676	2 094 631 134	655 472 337
PARTICIPATIONS FIN.	285 877 468	513 657 356	383 121 690	1 267 271 974	314 272 801	552 840 258
AIDE MEDICALE	378 185 351	419 268 424	428 636 860	585 337 188	449 007 446	452 087 054
ADMINISTRATION	283 954 240	451 672 174	346 081 274	599 611 618	543 895 562	445 042 974
HABITAT SOCIAL	506 607 790	691 116 029	129 759 688	169 331 955	76 537 754	314 670 643
EMPLOI	172 602 512	161 423 105	72 868 570	20 372 560	523 741 340	190 201 617
SANTE PUBLIQUE	235 444 029	81 244 673	220 366 771	140 939 465	76 843 569	150 967 701
ENVIRONNEMENT	92 157 646	106 802 229	155 924 629	134 613 492	86 147 156	115 129 030
TRANSPORT PUB TERR.	189 157 472	307 704 306	7 478 265	4 666 921	3 230 227	102 447 438
AUTRES PROGRAMMES	582 649 001	557 861 315	426 739 645	798 933 896	561 873 648	585 611 501
Total général	3 549 043 135	3 720 574 668	3 893 644 835	7 886 480 735	7 898 081 690	5 389 565 013

PAR OPERATION

↓

Libellé de l'opération	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA moyen
RESULTAT	0	0	0	2 154 622 942	1 353 468 213	701 618 231
PLACEMENTS SOCIAUX	487 473 275	167 110 822	1 114 185 136	599 718 224	660 236 206	605 744 733
AIDE AUX PERSONNES AGEES	3 879 845	6 475 154	310 276 688	979 745 317	1 105 795 450	481 234 491
CAFAT – tiers payant	375 817 789	392 916 056	376 582 005	432 272 815	413 772 082	398 272 149
SAVXPRESS (prov.& boni)	0	0	0	0	1 832 393 423	366 478 685
PROMOSUD	50 000 000	200 000 000	100 000 000	1 000 000 000	100 000 000	290 000 000
STCPI	195 313 081	277 813 081	254 313 081	265 542 862	214 272 801	241 450 981
PROG NC - ENTRETIEN RT	124 798 067	231 846 655	226 240 372	317 699 922	200 073 016	220 131 606
AIDE A L'HABITAT GROUPE	148 319 950	573 663 515	0	5 266 935	9 000 000	147 250 080
IMMEUBLES - locations	133 549 106	138 025 195	126 387 489	140 612 410	195 973 733	146 909 587
AUTRES OPERATIONS	2 029 892 022	1 732 724 190	1 385 660 064	1 990 999 308	1 813 096 766	1 790 474 470
Total général	3 549 043 135	3 720 574 668	3 893 644 835	7 886 480 735	7 898 081 690	5 389 565 013

B - LES EMPLOIS

Sur la période 2010-2014, les dépenses de la collectivité se répartissent comme suit par postes :

	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	moyenne	%
INVEST. DIRECTS	10 856 631 433	10 232 389 966	12 395 740 399	13 633 852 283	9 446 814 619	11 313 085 740	17%
DEPENSES COMMUNES	20 343 154 166	20 526 483 050	20 335 140 365	20 546 172 126	21 091 908 060	20 568 571 553	37%
INTERVENT° ET SUBVENT°	20 126 701 421	19 711 583 059	21 505 724 222	22 032 994 444	22 855 034 022	21 246 407 434	40%
DETTE	998 960 565	1 195 144 477	1 593 775 132	1 875 008 389	3 268 110 046	1 786 199 722	6%
Total général	52 325 447 585	51 665 600 552	55 830 380 118	58 088 027 242	56 661 866 747	54 914 264 449	100%

répartis comme suit par mode de gestion

hors AP/AE	42 482 831 042	41 131 155 917	43 609 329 843	45 313 451 320	44 377 870 752
sur AP/AE	9 842 616 543	10 534 444 635	12 221 050 275	12 774 575 922	12 283 995 995

répartis comme suit par type de financement

- hors opérations contractualisées	48 130 604 292	48 317 369 689	51 827 452 073	54 040 657 608	53 494 600 930
- sur opérations contractualisées	4 194 843 293	3 348 230 863	4 002 928 045	4 047 369 634	3 167 265 817

En moyenne, les financements provinciaux intéressent pour :

- 17 % les investissements directs,
- 37 % les dépenses communes,
- 40 % les interventions et subventions,
- 6 % le service de la dette.

CHAPITRE 1 – LES INVESTISSEMENTS DIRECTS

La structure des dépenses d'investissements directs se présente comme suit par grands postes :

RUBRIQUES	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014
INV PROVINCIAUX - HCD	5 235 834 305	4 772 318 623	6 263 512 610	6 371 786 442	4 662 320 963
INV - OPC	3 487 051 954	2 992 313 013	3 564 096 925	3 579 015 957	2 693 056 217
SUBVENTIONS - HCD	1 405 768 123	1 944 290 925	1 649 055 922	2 617 630 283	1 141 017 787
INV POUR TIERS - HCD	411 057 051	348 313 361	906 974 942	914 615 833	938 614 206
MVTS FINANCIERS	316 920 000	175 154 044	12 100 000	150 803 768	11 805 446
Total général	10 856 631 433	10 232 389 966	12 395 740 399	13 633 852 283	9 446 814 619

REPARTIS

→ par mode de gestion

- sur autorisations de programmes	9 842 616 543	9 372 504 375	11 635 969 433	11 597 426 148	8 513 545 789
- hors autorisations de programmes	1 014 014 890	859 885 591	759 770 966	2 036 426 135	933 268 830

→ par type de financement

- hors opérations contractualisées	7 369 579 479	7 240 076 953	8 831 643 474	10 054 836 326	6 753 758 402
- sur opérations contractualisées	3 487 051 954	2 992 313 013	3 564 096 925	3 579 015 957	2 693 056 217

Sur la période, le rythme des investissements directs est variable et l'exécution moyenne s'élève à **11,3 milliards XPF**.

Sur 2010-2014, 82% des investissements directs en moyenne soit **9,3 milliards XPF** se concentrent sur six programmes conformément à la répartition suivante des dépenses :

Libellé du programme	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	Moyenne
HABITAT SOCIAL	1 913 529 760	1 515 128 854	1 793 747 371	2 307 532 322	1 622 667 746	1 830 521 211
EQUIPEMENT COMMUNAL	1 631 734 365	1 800 690 178	1 950 296 933	2 054 513 784	1 232 486 065	1 733 944 265
ADMINISTRATION	1 855 907 343	1 413 560 975	2 264 908 342	1 671 875 618	866 289 780	1 614 508 412
COLLEGES PUBLICS	1 558 956 463	778 333 684	1 611 279 577	1 716 689 155	1 253 769 583	1 383 805 692
RESEAU ROUTIER	833 564 677	1 109 522 893	1 498 949 807	2 049 587 286	1 419 879 437	1 382 300 820
ENVIRONNEMENT	404 191 378	397 589 941	913 049 195	934 502 847	1 035 347 125	736 936 097
SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	596 462 115	579 595 189	514 990 710	574 008 691	490 060 605	551 023 462
ZIZA-ZAC	45 546 623	388 887 579	440 238 796	744 802 987	0	323 895 197
SPORTS	317 326 797	662 724 089	188 923 487	271 153 642	149 620 032	317 949 609
ENSEIGNEMENT PRIVE	381 870 893	208 533 016	249 317 211	316 319 777	172 718 751	265 751 930
PATRIMOINE	273 344 912	266 030 671	104 139 366	121 622 346	173 578 666	187 743 192
SANTE PUBLIQUE	202 362 414	261 923 873	141 980 685	47 863 422	153 563 629	161 538 805
TRAVAUX POUR AUTRES TIERS	71 966 102	134 970 801	114 602 829	144 337 589	183 032 840	129 782 032
INTERNATS	84 115 426	232 253 827	157 714 590	85 920 929	40 970 439	120 195 042
MEDICO-SOCIAL	98 815 742	37 387 411	197 831 454	93 348 087	148 093 215	115 095 182
URBANISME	82 029 690	55 271 037	80 717 455	93 051 271	74 678 091	77 149 509
INFRASTRUCTURE AERIEENNE	86 461 128	48 719 996	8 502 336	34 558 324	189 968 897	73 642 136
STATIONS PROVINCIALES	93 832 004	41 932 258	46 626 292	90 559 606	15 381 728	57 666 378
PECHE ET AQUACULTURE	12 091 967	105 002 223	20 592 903	88 761 954	6 906 809	46 671 171
INFRASTRUCTURE PORTUAIRE	149 849 499	25 171 351	4 593 750	11 663 646	24 898 215	43 235 292
AMENAGEMENT RURAL	14 816 225	32 790 681	45 388 211	42 779 978	40 903 370	35 335 693
DEVELOPPEMENT FORESTIER	64 602 155	72 632 729	13 592 985	0	0	30 165 574
JEUNESSE	3 189 214	0	18 526 354	61 878 243	44 541 515	25 627 065
COURS D'EAU	0	0	0	25 838 500	49 915 711	15 150 842
AGRICULTURE	8 839 146	27 269 771	4 899 796	8 630 937	10 745 834	12 077 097
TOURISME	337 500	21 807 757	3 069 839	2 709 120	25 892 306	10 763 304
TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE	28 967 895	2 559 182	5 587 260	0	877 650	7 598 397
PARTICIPATIONS FINANCIERES	31 920 000	4 100 000	0	0	0	7 204 000
INSERTION	0	0	1 072 865	30 772 222	1 342 080	6 637 433
CULTURE	0	5 000 000	600 000	8 570 000	9 801 512	4 794 302
FORMATION	10 000 000	0	0	0	0	2 000 000
EXPANSION GENERALE	0	3 000 000	0	0	5 218 488	1 643 698
INSTITUTIONS	0	0	0	0	2 808 750	561 750
MISSION CONDITION FEMININE	0	0	0	0	855 750	171 150
Total général	10 856 631 433	10 232 389 966	12 395 740 399	13 633 852 283	9 446 814 619	11 313 085 740

↓
↓
↓

Libellé du programme	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	Moyenne
PROGRAMMES > 500 MF	8 794 346 101	7 594 421 714	10 547 221 935	11 308 709 703	7 920 500 341	9 233 039 959
AUTRES PROGRAMMES	2 062 285 332	2 637 968 252	1 848 518 464	2 325 142 580	1 526 314 278	2 080 045 781

↓

Libellé du programme	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	Moyenne
PROGRAMMES > 500 MF	81%	74%	85%	83%	84%	82%
AUTRES PROGRAMMES	19%	26%	15%	17%	16%	18%

CHAPITRE 2 – LES DEPENSES COMMUNES

Les dépenses communes regroupent les frais de personnel et élus ainsi que le fonctionnement des services de la collectivité.

RUBRIQUES	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014
PERSONNEL ET ELUS	18 660 117 135	18 857 755 980	18 630 704 877	18 896 722 464	19 421 409 914
FONC DES SCES	1 683 037 031	1 668 727 070	1 704 435 488	1 649 449 662	1 670 498 146
Total général	20 343 154 166	20 526 483 050	20 335 140 365	20 546 172 126	21 091 908 060

A. LES FRAIS DE PERSONNEL ET ELUS

Les frais de personnel représentent une enveloppe moyenne de 19,0 milliards XPF sur la période 2010-2014.

Libellé du programme	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA moyen
ADMINISTRATION	18 222 641 714	18 430 045 930	18 191 636 875	18 456 877 116	19 002 143 568	18 460 669 041
dont :						
- masse salariale	17 336 590 334	17 602 177 239	17 385 867 921	17 621 452 468	18 128 453 568	17 614 908 306
- remplacements instituteurs	450 545 979	416 644 807	395 097 724	353 392 301	376 034 522	398 343 067
- remplacements divers	188 556 231	184 651 792	169 478 520	234 675 587	238 669 706	203 206 367
- formation du personnel	158 442 542	158 766 498	156 386 569	167 754 199	176 206 967	163 511 355
- autres dépenses de personnel	88 506 628	67 805 594	84 806 141	79 602 561	82 778 805	80 699 946
INSTITUTIONS	437 475 421	427 710 050	439 068 002	439 845 348	419 266 346	432 673 033
dont :						
- indemnités des élus	405 149 823	399 067 340	412 278 511	400 894 720	409 577 302	405 393 539
- autres dépenses	32 325 598	28 642 710	26 789 491	38 950 628	9 689 044	27 279 494
TOTAL	18 660 117 135	18 857 755 980	18 630 704 877	18 896 722 464	19 421 409 914	18 893 342 074
variation annuelle	884 215 734	197 638 845	-227 051 103	266 017 587	524 687 450	
	5%	1%	-1%	1%	3%	

Sur 2014, les charges de personnels sont réparties sur les secteurs suivants :

Fonction M52	%
2-ENSEIGNEMENT	51%
0-ADMINISTRATION GENERALE	17%
4-SANTE-SOCIAL	14%
6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT ^o PROFESSIONNELLE	7%
8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION	5%
7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	4%
3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	2%
Total général	100%

B. LE FONCTIONNEMENT DES SERVICES

80% soit 1,3 milliard XPF des dépenses de fonctionnement des services se concentrent sur l'entretien du patrimoine, les dépenses d'administration et le parc automobile.

Les autres postes regroupent principalement les versements sur centimes additionnels, l'entretien des logements et les lignes spécialisées.

Libellé de l'opération	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	Moyenne
ENTRETIEN DU PATRIMOINE	724 894 820	734 083 463	717 178 644	765 681 260	787 918 115	747 352 787
ADMINISTRATION GENERALE	366 824 556	307 232 963	358 477 001	386 356 387	363 366 653	362 224 919
PARC AUTOMOBILE	293 977 454	267 338 760	224 629 821	144 602 925	138 941 068	224 875 848
sous-total	1 385 696 830	1 308 655 186	1 300 285 466	1 296 640 572	1 290 225 836	1 334 453 553
AUTRES POSTES	297 340 201	360 071 884	404 150 022	352 809 090	380 272 310	358 928 701
TOTAL	1 683 037 031	1 668 727 070	1 704 435 488	1 649 449 662	1 670 498 146	1 675 229 479
variation annuelle	-57 126 318	-14 309 961	35 708 418	-54 985 826	21 048 484	
	-3%	-1%	2%	-3%	1%	

CHAPITRE 3 – LES INTERVENTIONS ET SUBVENTIONS

Sur la période 2010-2014, les interventions et subventions représentent en moyenne 50% du total des dépenses annuelles de fonctionnement soit 21,2 milliards XPF.

Entre 2010 et 2014, elles progressent de 2,7 milliards XPF soit +14%.

Durant cette période, les principales variations intègrent les mesures suivantes :

- les transferts, en 2014, à la Nouvelle-Calédonie de la contribution au fonds handicap pour 1,165 milliard XPF et de l'aide au logement pour 353,2 millions XPF,
- le versement, en 2014, de 1,4 milliard XPF d'indemnités liés la résiliation des concessions des péages VDO-VDE.

RUBRIQUES	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	moyenne
INTERVENTIONS (HCD & OPC)	15 497 827 046	15 464 522 328	17 178 414 038	17 598 642 254	18 502 099 992	16 848 301 132
SUBVENTIONS	4 623 499 589	4 242 510 115	4 325 403 902	4 434 123 078	4 255 465 967	4 376 200 530
MVTS FINANCIERS	5 374 786	4 550 616	1 906 282	229 112	97 468 063	21 905 772
Total général	20 126 701 421	19 711 583 059	21 505 724 222	22 032 994 444	22 855 034 022	21 246 407 434

→ par type de financement

- hors opérations contractualisées	19 418 910 082	19 355 665 209	21 066 893 102	21 564 640 767	22 380 824 422	20 757 386 716
- sur opérations contractualisées	707 791 339	355 917 850	438 831 120	468 353 677	474 209 600	489 020 717

→ par fonction M52

4-SANTE-SOCIAL	9 169 725 928	9 093 200 766	10 341 731 677	10 775 201 893	9 371 526 096	9 750 277 272
6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROF.	4 276 805 689	3 647 679 109	3 571 279 623	3 907 999 621	4 083 836 682	3 897 520 145
2-ENSEIGNEMENT	3 596 373 687	3 675 432 439	3 736 438 840	3 546 559 250	3 971 923 347	3 705 345 513
8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION	1 172 359 604	1 424 484 993	1 608 837 619	1 465 655 377	3 000 222 002	1 734 311 919
3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	1 095 261 769	908 171 182	811 138 856	987 562 556	1 059 336 660	972 294 205
7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	751 546 716	867 215 708	875 607 358	768 951 828	891 209 129	830 906 148
0-ADMINISTRATION GENERALE	64 628 028	95 398 862	560 690 249	448 663 919	345 933 318	303 062 875
1-SECURITE ET ORDRE PUBLIC	0	0	0	132 400 000	131 046 788	52 689 358

Les dépenses d'interventions et de subventions se présentent comme suit par fonction M52 et programme SURFI.

Fction M52	Libellé du programme	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA moyen
	AIDE MEDICALE	5 615 872 749	5 998 622 386	5 918 575 336	6 175 077 310	6 404 377 215	6 022 504 999
	MEDICO-SOCIAL	2 843 469 520	2 435 833 699	3 683 209 469	3 776 155 817	2 570 394 143	3 061 812 530
	HABITAT SOCIAL	496 145 032	485 218 002	481 955 403	500 167 574	138 702 693	420 437 741
	SANTE PUBLIQUE	178 290 837	146 040 441	234 429 187	301 266 111	241 917 280	220 388 771
	MISSION CONDITION FEMININE	35 947 790	27 486 238	23 562 282	22 535 081	16 134 765	25 133 231
F. 4-SANTE-SOCIAL		9 169 725 928	9 093 200 766	10 341 731 677	10 775 201 893	9 371 526 096	9 750 277 272
	TOURISME	921 919 040	862 640 120	850 770 961	871 158 905	881 813 063	877 660 418
	EMPLOI	1 104 439 963	772 288 198	749 589 143	845 036 716	849 762 283	864 223 261
	INSERTION	644 794 781	550 983 858	597 102 419	661 784 948	740 493 138	639 031 829
	AGRICULTURE	565 383 998	488 777 688	574 363 526	628 217 718	687 468 504	588 842 287
	EXPANSION GENERALE	662 104 127	518 700 208	261 220 430	320 507 035	357 002 435	423 906 847
	FORMATION	185 559 785	188 448 421	235 874 861	251 648 631	267 084 183	225 723 176
	ENVIRONNEMENT	94 607 369	129 651 639	147 723 423	169 335 207	148 580 911	137 979 710
	PECHE ET AQUACULTURE	70 496 407	113 746 431	133 073 129	141 347 922	130 113 790	117 755 536
	STATIONS PROVINCIALES	19 306 221	17 891 930	19 655 449	18 733 427	21 518 375	19 121 080
	PARTICIPATIONS FINANCIERES	8 193 989	4 550 616	1 906 282	229 112	0	2 976 002
F. 6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE		4 276 805 689	3 647 679 109	3 571 279 623	3 907 999 621	4 083 836 682	3 897 520 145
	ALLOCATIONS D'ENSEIGNEMENT	1 361 594 915	1 345 184 460	1 407 111 342	1 160 662 560	1 373 944 004	1 329 699 456
	ENSEIGNEMENT PRIVE	1 149 969 640	1 195 575 150	1 313 718 375	1 301 059 060	1 348 142 372	1 261 692 919
	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	356 671 362	399 419 493	298 985 058	374 212 406	445 114 827	374 880 629
	VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE	346 575 041	343 972 266	305 202 886	320 010 138	387 042 898	340 560 646
	COLLEGES PUBLICS	267 876 704	262 999 998	265 640 000	262 999 999	280 801 218	268 063 584
	INTERNATS	113 686 025	128 281 072	145 781 179	127 615 087	136 878 028	130 448 278
F. 2-ENSEIGNEMENT		3 596 373 687	3 675 432 439	3 736 438 840	3 546 559 250	3 971 923 347	3 705 345 513
	RESEAU ROUTIER	402 752 370	549 547 305	646 701 158	683 833 598	2 222 000 050	900 966 896
	TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE	706 580 896	819 961 999	894 255 147	714 697 284	711 235 025	769 346 070
	INFRASTRUCTURE AERIENNE	52 999 670	51 456 824	66 307 478	60 387 521	60 800 530	58 390 405
	INFRASTRUCTURE PORTUAIRE	10 026 668	3 518 865	1 573 836	6 736 974	6 186 397	5 608 548
F. 8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION		1 172 359 604	1 424 484 993	1 608 837 619	1 465 655 377	3 000 222 002	1 734 311 919
	CULTURE	457 642 991	320 086 362	287 762 134	314 335 849	351 937 124	346 352 892
	JEUNESSE	236 836 126	287 464 053	217 154 611	309 899 048	323 284 252	274 927 618
	SPORTS	281 611 813	216 098 911	219 454 884	262 093 266	270 338 552	249 919 485
	PATRIMOINE	119 170 839	84 521 856	86 767 227	101 182 393	113 776 732	101 083 809
	ADMINISTRATION	0	0	0	52 000	0	10 400
F. 3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS		1 095 261 769	908 171 182	811 138 856	987 562 556	1 059 336 660	972 294 205
	ENVIRONNEMENT	443 846 974	574 253 714	530 949 090	532 192 657	637 542 716	543 757 030
	DEVELOPPEMENT FORESTIER	69 166 124	55 743 197	122 127 872	191 970 498	200 740 319	127 949 602
	URBANISME	168 893 667	175 557 238	162 339 000	18 742 513	14 339 865	107 974 457
	COURS D'EAU	69 639 951	61 661 559	60 177 896	26 046 160	38 586 229	51 222 359
	ADMINISTRATION	0	0	13 500	0	0	2 700
F. 7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT		751 546 716	867 215 708	875 607 358	768 951 828	891 209 129	830 906 148
	INSTITUTIONS	52 164 017	65 187 893	194 402 805	302 644 725	199 381 569	162 756 202
	ADMINISTRATION	12 464 011	30 210 969	366 287 444	146 019 194	145 926 999	140 181 723
	ENVIRONNEMENT	0	0	0	0	624 750	124 950
F. 0-ADMINISTRATION GENERALE		64 628 028	95 398 862	560 690 249	448 663 919	345 933 318	303 062 875
	ADMINISTRATION	0	0	0	132 400 000	131 046 788	52 689 358
F. 1-SECURITE ET ORDRE PUBLIC		0	0	0	132 400 000	131 046 788	52 689 358
F. 0-ADMINISTRATION GENERALE		20 126 701 421	19 711 583 059	21 505 724 222	22 032 994 444	22 855 034 022	21 246 407 434

C - LA DETTE

Sur la période considérée, **18,7 milliards XPF** d'emprunts ont été mobilisés comprenant 3,358 milliards XPF de reprise de dette de la SAVEXPRESS réalisées en 2014 suite à la fin des traités de concessions des voies à péages. Au 31 décembre 2014, l'encours s'élève à 19,7 milliards XPF.

Sur les cinq années, en excluant la reprise de dette SAVEXPRESS, c'est en moyenne 3 milliards XPF d'emprunts par an qui sont mobilisés contre 1,1 milliard XPF par an pour la période 2005-2009.

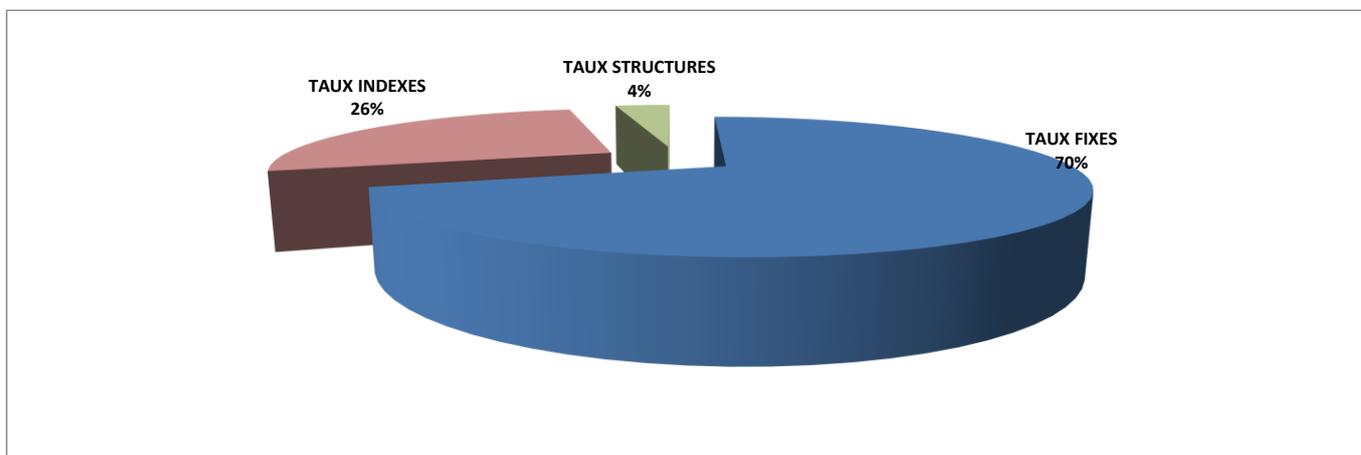
L'Agence Française de Développement (AFD) et la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) sont les principaux bailleurs de fonds de la collectivité avec près de 74% de l'encours arrêté au 31 décembre 2014.

Pour la période 2010-2014, le tableau ci-dessous présente les prévisions budgétaires, les mobilisations d'emprunt par prêteur ainsi que l'évolution de l'encours de dette par année.

HISTORIQUE DE LA DETTE	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014
1 - Prévisions budgétaires	5 200 000 000	4 400 000 000	3 579 952 267	3 600 000 000	3 000 000 000
BP	2 000 000 000	3 000 000 000	5 200 000 000	5 000 000 000	6 200 000 000
	1 200 000 000				
reports	2 000 000 000	2 000 000 000	1 200 000 000		
		1 200 000 000			
DM2 (BS)		-1 800 000 000	-2 820 047 733	-1 400 000 000	-3 200 000 000
2 - Mobilisation					
- cumulé depuis l'origine	14 974 831 487	18 174 831 487	21 754 783 754	25 334 736 021	31 692 936 370 (a)
- de l'exercice	2 000 000 000	3 200 000 000	3 579 952 267	3 579 952 267	6 358 200 349
166/SFIL ex-DEXIA		500 000 000			
166/CDC	1 500 000 000		1 200 000 000		1 000 000 238
166/CENC					
166/AFD	500 000 000	1 200 000 000	2 379 952 267	3 579 952 267	2 000 000 000
166/SGCB		1 500 000 000			
166/BNC					0
3 - Retour concession VDO-VDE					3 358 200 111
4 - Remboursements cumulé du capital	6 125 586 620	6 960 631 719	7 991 816 107	9 391 453 751	12 016 461 214 (b)
163/AFD ex. CCCE et CFD	462 619 387	560 285 528	646 969 253	943 130 322	1 026 488 256
166/BNC (ex-CENC)	79 126 391	80 423 977	80 276 642	80 740 007	197 391 374
166/SFIL (ex-DEXIA)	68 659 402	96 092 371	106 980 322	109 662 672	112 479 139
161/CDC	76 605 368	98 243 223	96 958 171	166 104 643	189 305 505
166/divers dont BCI-BNP & consortium					999 343 189
166/SGCB			100 000 000	100 000 000	100 000 000
5 - Annuités	980 881 193	1 171 884 623	1 431 018 645	1 877 080 045	3 237 306 058
Evol. Annuité	70 765 572	191 003 430	259 134 022	446 061 400	1 360 226 013
capital (i)	687 010 548	835 045 099	1 031 184 388	1 399 637 644	2 625 007 463
(i) dont rachat anticipé emprunts BCI-SGCB-BNP de SVX					752 442 107
intérêts	293 870 645	336 839 524	399 693 475	466 242 469	612 298 595
autres frais financiers			140 782	11 199 932	
ICNE			145 125 501	-6 577 866	19 707 995
6 - Encours de dette	8 849 244 867	11 214 199 768	13 762 967 647	15 943 282 270	19 676 475 156 (c)=(a)-(b)
7 - RRF	41 612 630 421	44 647 301 600	48 126 618 808	51 390 541 196	47 089 582 690
Taux d'endettement : <150%	21,27%	25,12%	28,60%	31,02%	41,79%

L'analyse de la structure de l'encours permet d'identifier l'exposition au risque de taux et à l'évolution des marchés.

Au 31 décembre 2014, sur les 19,7 milliards XPF d'encours de dette, 70% de cet encours est en taux fixe, 26% en taux indexé (livret A, livret d'épargne populaire, EONIA, EURIBOR 1, 3 et 12 mois) et 4% en indice structuré (taux de change USD/YEN). ⁽³⁾



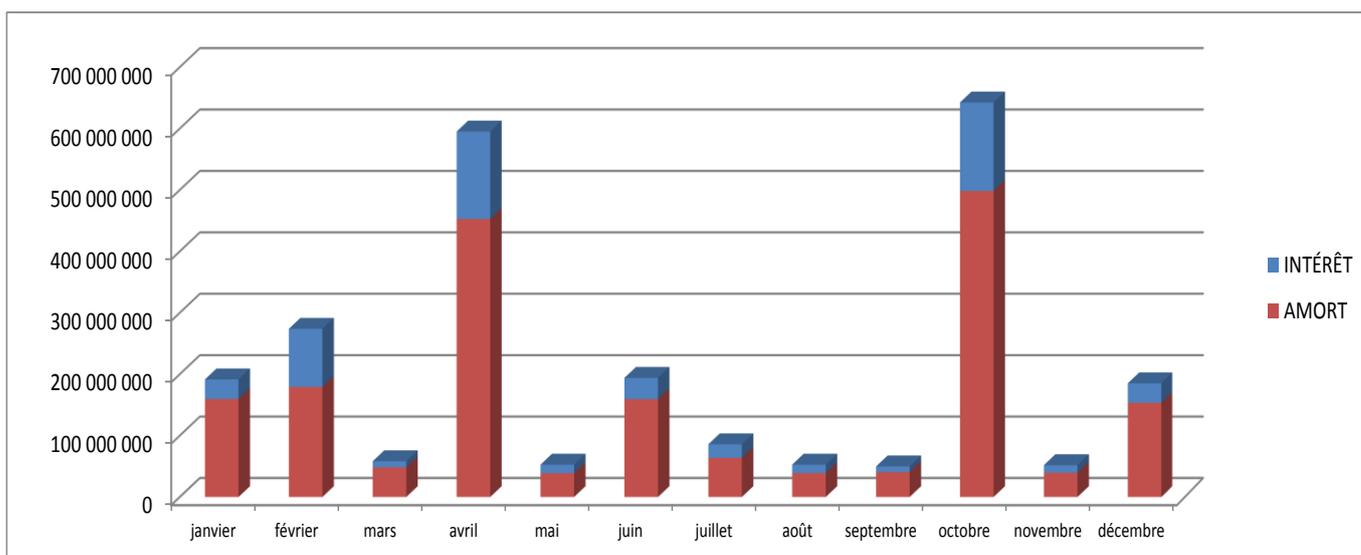
Sur l'exercice 2014, les échéances se sont élevées à 3,2 milliards XPF et comprennent :

- ⇒ 1,8 milliard XPF au titre de la dette en place au 31 décembre 2013,
- ⇒ 1,2 milliard XPF au titre de la dette SAVEXPRESS rétrocedé dont 752,4 millions XPF de remboursement anticipé sur trois prêts,
- ⇒ 116,3 millions XPF au titre des 3,0 milliards XPF d'emprunts nouveaux mobilisés en 2014.

Sur 2014, la périodicité des remboursements est la suivante :

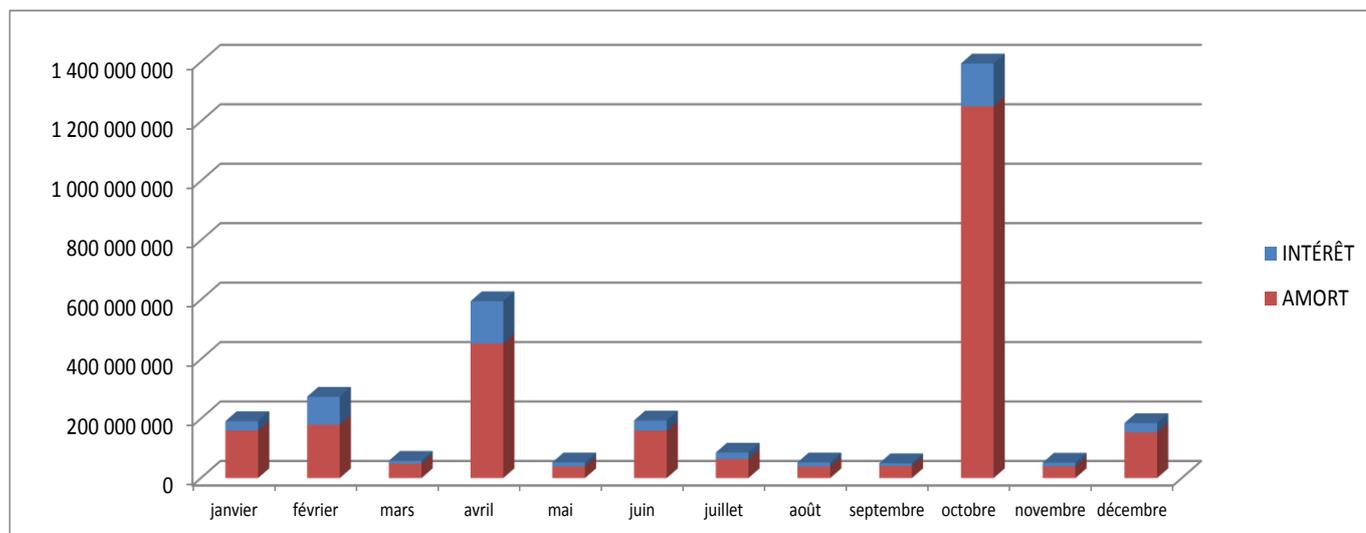
- ⇒ 53% en remboursement semestriel,
- ⇒ 27 % en remboursement trimestriel,
- ⇒ 19 % en remboursement annuel,
- ⇒ 1% en remboursement mensuel.

Sur l'année écoulée, l'échéancier des remboursements, hors remboursement anticipé, se présente comme suit :



(3) Depuis le 1er avril 2015, ce prêt en indice structuré sur le taux de change USD/YEN a fait l'objet d'un refinancement par un prêt à taux fixe de 2,02%.

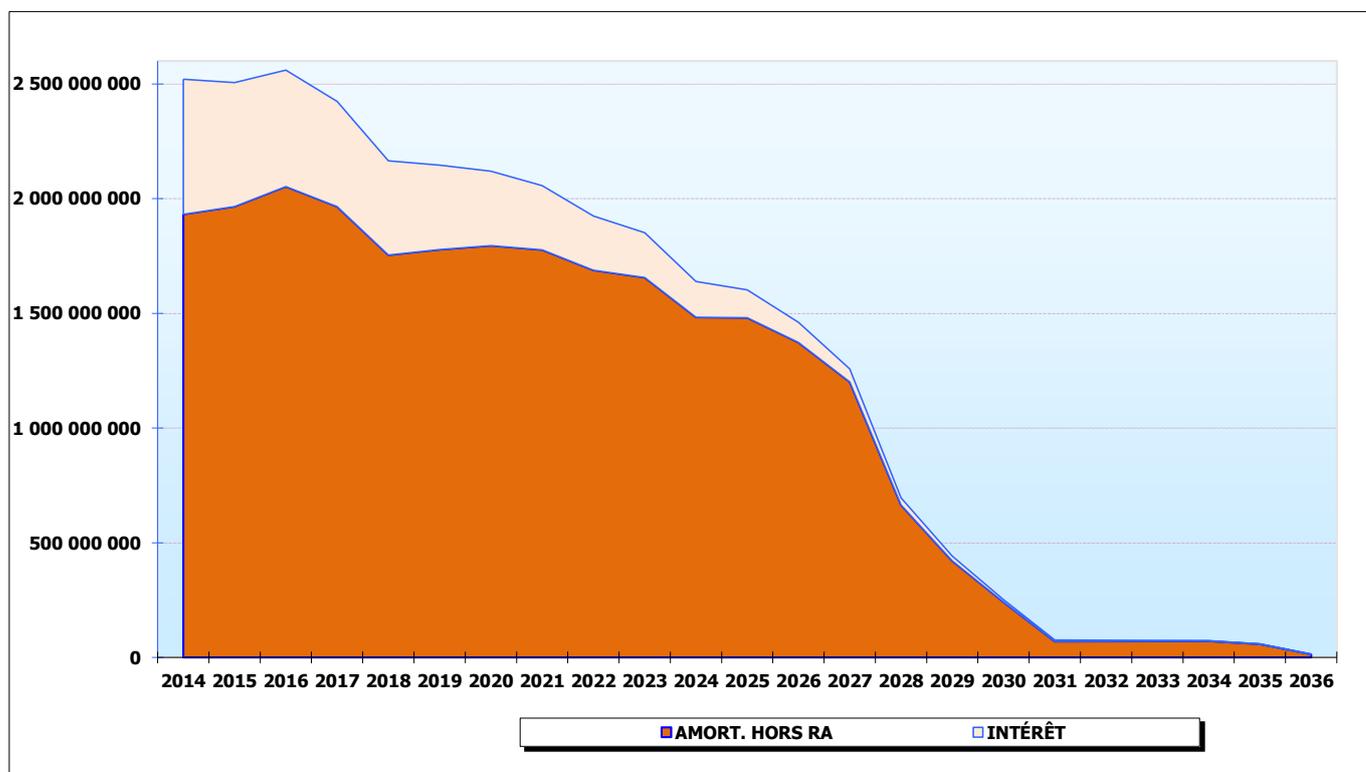
En incluant le remboursement anticipé réalisé en octobre à hauteur de 752,4 millions XPF sur trois prêts rétrocedés de la SAVEXPRESS ayant les taux fixes les plus élevés (de 5,35% à 7,25%), l'échéancier des remboursements se présente comme suit :



Ce profil de remboursement sur l'année doit être pris en compte pour les prochaines mobilisations, arbitrages ou renégociations afin de l'adapter aux objectifs de gestion optimale de la trésorerie de la collectivité.

Sur une dette en place au 31 décembre 2014, l'extinction de la dette provinciale est prévue en 2036. Ce profil d'extinction repose sur la charge annuelle de la dette.

La répartition de l'annuité entre capital et intérêt se présente comme suit par année (en milliers XPF) :



D - LE FONDS DE ROULEMENT

Le fonds de roulement de la province Sud est limité à moins de 15 jours sur la période 2010-2012, soit bien en deçà d'une encaisse comprise entre 30 et 60 jours préconisé.

Cependant, il importe de compléter le fonds de roulement des reports pour apprécier cette réserve disponible et comprendre le déséquilibre temporaire de financements.

Ainsi, les fonds libres font apparaître la vraie capacité de la province Sud à disposer de ressources pour ces financements.

En outre, il convient de préciser également que la province Sud dispose de lignes de trésorerie (sur un volant de 4,3 milliards XPF en 2014).

Sur la période, la province Sud ne fait pas apparaître de difficulté à mandater et les délais de paiements sont satisfaisants.

Les résultats de clôture		CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014
Fonc - résultat de l'exercice	12	-3 294 463 072	103 001 220	2 531 212 886	4 954 164 881	698 377 698
Fonc - report	11	5 139 717 454	1 845 254 382	1 948 255 602	2 324 845 546	5 925 542 214
FONC - résultat avant affectation		1 845 254 382	1 948 255 602	4 479 468 488	7 279 010 427	6 623 919 912
↓						
INV - solde de l'exercice		584 894 124	2 613 111 420	-2 588 871 628	1 302 277 527	-49 163 576
inv - solde reporté		-3 532 335 201	-2 947 441 077	-334 329 657	-2 923 201 285	-1 620 923 758
INV - solde d'exécution	B	-2 947 441 077	-334 329 657	-2 923 201 285	-1 620 923 758	-1 670 087 334
↓						
Résultat de clôture		-1 102 186 695	1 613 925 945	1 556 267 203	5 658 086 669	4 953 832 578
Fonds de roulement en jrs de dép. totales	[30/60]	- 7,7	11,4	10,2	35,6	31,9
Trésorerie au 31 déc.		2 560 606 196	4 746 708 097	2 881 905 858	4 410 046 533	3 471 439 326
BFR (créances CT - dettes CT)		-3 662 792 891	-3 132 782 152	-1 325 638 655	1 248 040 136	1 482 393 252
⚡ <i>BFR négatif = besoin de T</i>						

La marge de manœuvre (fonds de roulement → fonds libres...)

Fonds de roulement		-1 102 186 695	1 613 925 945	1 556 267 203	5 658 086 669	4 953 832 578
↓						
Eco des reports	<i>FONC</i>	0	538 924 325	-94 217 722	-776 071 230	-296 660 830
	<i>INV</i>	3 390 502 817	1 358 043 623	768 578 343	267 455 545	598 215 415
Fonds libres		2 288 316 122	3 510 893 893	2 230 627 824	5 149 470 984	5 255 387 163

TITRE IV – LES INDICATEURS FINANCIERS ET STATISTIQUES

CHAPITRE 1 – LES PRINCIPAUX RATIOS

La situation financière de la collectivité au travers de plusieurs indicateurs se présente comme suit :

La gestion de l'épargne		CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014
recettes totales	1	41 654 741 911	44 680 895 000	48 126 618 808	51 199 217 198	48 596 664 411
opérations d'ordre	2	42 111 490	33 593 400	0	18 490 431	490 772 397
Recettes réelles de fonctionnement	A (1-2)	41 612 630 421	44 647 301 600	48 126 618 808	51 180 726 767	48 105 892 014
Evolution des RRF		2 299 333 699	3 034 671 179	3 479 317 208	3 054 107 959	-3 074 834 753
		5,8%	7,3%	7,8%	6,3%	-6,0%
dépenses totales	1	44 949 204 983	44 577 893 780	45 595 405 922	46 245 052 317	47 898 286 713
opérations d'ordre	2	4 167 399 377	3 979 728 293	3 191 950 591	3 190 515 002	3 308 242 048
Intérêts sur emprunts (1)	3	311 950 019	360 099 378	562 590 744	475 370 745	643 102 583
Dépenses de gestion (2)	B (1-2-3)	40 469 855 587	40 238 066 109	41 840 864 587	42 579 166 570	43 946 942 082
Evolution des DRF		1 299 283 270	-231 789 478	1 602 798 478	738 301 983	1 367 775 512
		3,3%	-0,6%	4,0%	1,8%	3,2%
(1) dont intérêts sur Ligne de T		18 079 373	23 259 854	17 630 986	4 506 210	11 095 994
(2) frais de personnel (compte 61- M52 cpte 64)		19 058 569 249	19 209 891 956	18 685 489 156	19 021 960 311	19 527 289 804
Epargne de gestion	C (A+B)	1 142 774 834	4 409 235 491	6 285 754 221	8 601 560 197	4 158 949 932
Intérêts sur emprunts		311 950 019	360 099 378	562 590 744	475 370 745	643 102 583
Epargne Brute	C (A+B)	830 824 815	4 049 136 113	5 723 163 477	8 126 189 452	3 515 847 349
remboursement du capital	K	687 010 546	835 045 099	1 031 184 388	1 399 637 644	2 625 007 463
Epargne nette	H (C-K)	143 814 269	3 214 091 014	4 691 979 089	6 726 551 808	890 839 886

Le financement des investissements		CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014
dépenses totales		13 355 323 568	11 079 435 065	13 433 961 732	15 526 440 474	12 627 187 399
opérations d'ordre		-1 811 681 589	-12 000 000	-7 036 945	-492 950 547	-555 365 317
remboursement des garanties mises en jeu		0	0	0	0	0
remboursement du capital des emprunts		-687 010 546	-835 045 099	-1 031 184 388	-1 399 637 644	-2 625 007 463
Dépenses d'investissement directes	I	10 856 631 433	10 232 389 966	12 395 740 399	13 633 852 283	9 446 814 619
recettes totales		13 940 217 692	13 692 546 485	10 845 090 104	16 828 718 001	12 578 023 823
opérations d'ordre		-5 936 969 476	-3 958 134 893	-3 198 987 536	-3 664 975 118	-3 372 834 968
emprunts mobilisés		-2 000 000 000	-3 200 000 000	-3 579 952 267	-3 579 952 267	-3 000 000 238
Résultat affecté à l'inv.					-2 154 622 942	-1 353 468 213
Recettes d'investissement directes	J	6 003 248 216	6 534 411 592	4 066 150 301	7 429 167 674	4 851 720 404

NB - exercice 2000 - hors STCPI

Le financement des inv directs		CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014
Recettes d'investissement directes		6 003 248 216	6 534 411 592	4 066 150 301	7 429 167 674	4 851 720 404
Emprunts		2 000 000 000	3 200 000 000	3 579 952 267	3 579 952 267	3 000 000 238
Epargne et fds de roulement		2 853 383 217	497 978 374	4 749 637 831	2 624 732 342	1 595 093 977
↓						
Recettes d'investissement directes		55%	64%	33%	54%	51%
Emprunts		18%	31%	29%	26%	32%
Epargne et fds de roulement		26%	5%	38%	19%	17%

Les emprunts		CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014
Emprunts mobilisés	L	2 000 000 000	3 200 000 000	3 579 952 267	3 579 952 267	3 000 000 238
en cours de dette au 31/12 (2)		8 849 244 869	11 214 199 770	13 762 967 649	15 943 282 272	19 676 475 158
(2) dont rétrocession SAV						3 358 200 111
Annuités (hors remb. Anticipé)		980 881 192	1 171 884 623	1 576 144 146	1 870 502 179	2 504 571 945
capital		687 010 546	835 045 099	1 031 184 388	1 399 637 644	1 872 565 356
intérêts		293 870 646	336 839 524	544 959 758	470 864 535	632 006 589
Remboursement anticipé						752 442 107
Encours garantis au 31-12		13 906 610 593	21 009 469 333	26 488 536 292	32 880 576 124	33 195 727 173

les ratios		CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014
TAUX D'EPARGNE		2,0%	9,1%	11,9%	15,9%	7,3%
Ep. Brute / Rec. Réelles de fonc.						
Taux d'épargne nette		0,3%	7,2%	9,7%	13,1%	1,9%
Ep. Brute- remb du K de la dette / Rec. Réelles de fonc.						
CAPACITE DE DESENETTEMENT	< 7 ans	10,65	2,77	2,40	1,96	5,60
Dette / Ep. Brute						
NIVEAU D'ENDETTEMENT	< 150%	21,27%	25,12%	28,60%	31,15%	40,90%
Dette / Rec. Réelles de fonc.						
DEPENSES DE PERSONNEL	< 40%	45,80%	43,03%	38,83%	37,17%	40,59%
Cpte 64* / Rec. Réelles de fonc.						
EFFORT D'EQUIPEMENT		26,09%	22,92%	25,76%	26,64%	19,64%
Dépenses d'équipement / Rec. Réelles de fonc.						

CHAPITRE 2 – LA TRESORERIE

Au 1^{er} janvier 2014, la balance d'entrée s'élève à 4,410 milliards XPF soit 28 jours de paiement sur la base des décaissements 2013.

Les encaisses 2014, hors emprunt et ligne de trésorerie, se sont élevées à 52,5 milliards XPF, en baisse de 3,337 milliard XPF par rapport à 2013 (-5,98%). L'encaisse moyenne mensuelle s'élève à 4,3 milliards XPF contre 4,6 milliards XPF en 2013.

Les décaissements 2014, hors emprunt et ligne de trésorerie, se sont élevés à 56,9 milliards XPF, en baisse de 903 millions XPF par rapport à 2013 (-1,56%). La décaisse moyenne mensuelle s'élève à 4,7 milliards XPF contre 4,8 milliards XPF en 2013.

Au 31 décembre 2014, la situation de trésorerie est excédentaire de 3,471 milliards XPF soit 22 jours de paiement sur la base des décaissements 2013.

Cette balance finale comprend un encours sur la ligne de trésorerie de 1,3 milliard XPF nécessaire pour assurer les fortes décaissements de la clôture 2014.

En déduisant ce tirage, la balance de sortie nette serait excédentaire de 2,171 milliards XPF.

Les principales encaisses et décaissements hors ligne de trésorerie ainsi que les soldes de trésorerie constatés sur l'exercice 2014 se présentent comme suit (en milliards XPF) :

Rubriques	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL
		DGE janv-fev ↓	DGE mars ↓		DGE avril ↓	DGE mai-juin ↓		DGE juill ↓	DGE août ↓			DGE sept-oct.-nov. ↓	
DGE-NC	0	320	160	0	160	320	0	160	160	0	0	480	1 760
DGF-NC	2 578	2 578	2 578	2 578	2 578	2 578	2 578	2 578	2 578	2 578	2 578	2 578	30 936
Ajust. DGF NC 12	895												895
Ajust. DGF NC 13									0	0	0	0	
Ajust. DGE NC 13									0	0	0	0	
DGCEC Etat						1 086							1 086
DGF Etat					4 679							1 169	5 848
EMPRUNTS	2 923	51			26								3 000
FISCALITE	396	118	406		327	17		555	1 698		6	1 328	4 851
DOTATIONS - OPC	458	59	170	152		32			20	500	40	117	1 547
DOTATIONS NC		191			49		38		12		671	17	978
PROTOCOLE SVX			927										927
BONI SVX					662								662
AUTRES RECOUV.	342	581	99	188	90	411	70	50	45	118	618	397	3 009
Ligne de trésorerie	1 000											1 300	2 300
1 - Encaisses :	8 592	3 898	4 340	2 918	8 571	4 444	2 686	3 343	4 513	3 196	3 913	7 386	57 799
Décaissements	-3 728	-5 117	-4 824	-4 725	-4 443	-5 431	-5 575	-3 970	-3 053	-5 063	-4 432	-6 624	-56 985
Remb. Anti. Emprunt									-253	-499			-752
Ligne de trésorerie		-1 000											-1 000
2 - Décaissements :	-3 728	-6 117	-4 824	-4 725	-4 443	-5 431	-5 575	-3 970	-3 306	-5 562	-4 432	-6 624	-58 737
3 - Solde avec LT :	9 274	7 054	6 570	4 763	8 891	7 904	5 015	4 389	5 595	3 229	2 710	3 472	
4 - Solde hors LT :	8 274	8 054	6 570	4 763	8 891	7 904	5 015	4 389	5 595	3 229	2 710	2 172	

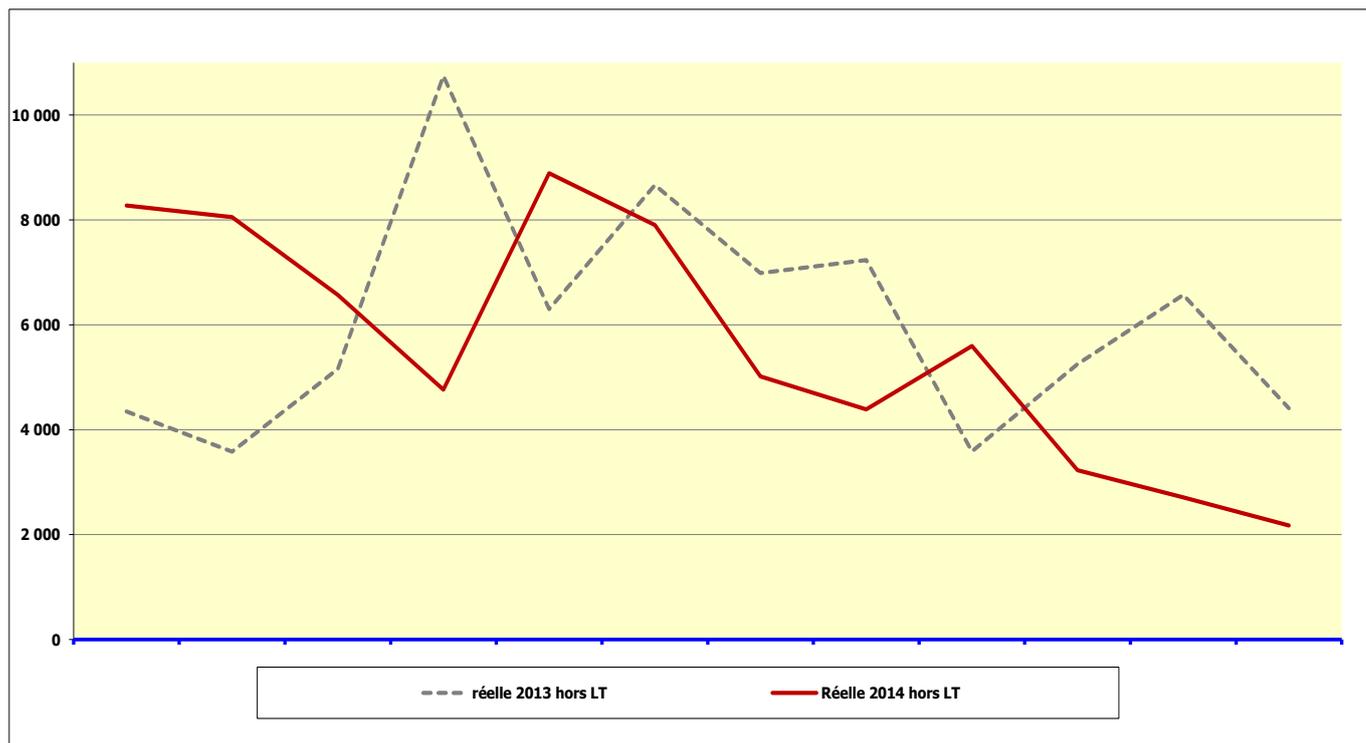
Sur l'exercice 2014 :

- la balance d'entrée, excédentaire de 4,410 milliards XPF, ne comprend pas d'encours sur la ligne de trésorerie.
- 3,0 milliards XPF d'emprunt ont été mobilisés sur l'exercice,
- 1,3 milliard XPF de crédit de trésorerie a été injecté en fin d'exercice pour assurer les fortes décaissements de la clôture 2014,
- la variation annuelle de la trésorerie 2014 (solde final moins solde initial) est déficitaire de 938 millions XPF contre un excédent de 1,5 milliard XPF en 2013.

Cette variation annuelle déficitaire de 938 millions XPF s'explique par :

- une diminution des décaissements de -908 millions XPF soit -1,56%,
- une baisse des encaisses plus fortes que celle des décaissements avec -3,3 milliards XPF soit -5,98%,
- l'évolution de ces flux sur 2014 ont nécessité des tirages sur la ligne de trésorerie.

L'évolution comparée des trésoreries 2013 et 2014, hors ligne de trésorerie, se présente comme suit (en milliards XPF) :



CHAPITRE 3 – LES RECETTES ATTENDUES DE L'ETAT

Conformément à l'article 210 de la loi organique modifiée n°99-209 du 19 mars 1999, des contrats de développement quinquennaux ont été conclus entre l'Etat, la Nouvelle-Calédonie, la province Sud et les communes. Ces contrats de développement et d'agglomération s'inscrivent dans une logique de rééquilibrage et d'accompagnement des collectivités locales.

En complément à ces contrats 2011-2015, la province Sud s'est engagée, en partenariat avec l'Etat et l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME), à la mise en œuvre de conventions spécifiques dans les domaines suivants :

- la gestion durable des déchets contractualisée avec l'Etat et l'ADEME (convention-cadre ADEME/PS) ;
- la réhabilitation de l'habitat spontané (RHS) contractualisée avec l'Etat.

Au 31 décembre 2014, la situation d'exécution des dépenses sur contrats d'agglomération, de développement et sur les deux conventions spécifiques ADEME et RHS se présente comme suit :

Contrats	Montant contractualisé	Part P. Sud	%	Part Etat	%	Part Cnes	%	CA 2014	Cumul CA au 31-12	Tx exec./contrat
Conv. Except. n°91 - Médiane-Echangeur KWK (ex. CA 2006-2010)	900 000 000	315 000 000	35%	405 000 000	45%	180 000 000	20%	0	898 113 421	100%
Contrat de développement 2006-2010	16 586 500 000	8 267 450 000	50%	8 258 350 000	50%	60 700 000	0,4%	3 050 666	15 184 002 591	92%
Contrat de développement 2011-2015	11 020 000 000	2 755 000 000	25%	8 265 000 000	75%	0	0%	2 005 102 645	7 314 062 829	66%
Convention-cadre ADEME 2011-2015	980 000 000	490 000 000	50%	490 000 000	50%	0	0%	95 145 167	164 437 624	17%
Réhabilitation de l'habitat spontané (RHS) 2011-2015	1 210 429 594	375 107 399	31%	835 322 195	69%	0	0%	134 595 521	967 211 091	80%
TOTAL	30 696 929 594	12 202 557 399	40%	18 253 672 195	59%	240 700 000	0,8%	2 237 893 999	24 527 827 556	80%

Les dépenses 2014 s'élèvent donc à **2,2 milliards XPF**, ce qui porte le cumul des dépenses réalisées par la province sur ces contrats à 24,5 milliards XPF soit 80% du montant contractualisé (30,7 milliards XPF).

Au regard du cumul des dépenses engagées, la participation attendue de l'Etat s'élève à **1,9 milliard XPF** dont :

- 1,7 milliard XPF de recettes attendues sur dépenses déjà réalisées ;
- 200 millions XPF de recettes attendues sur dépenses à réaliser.

Sur les 1,7 milliard XPF de recettes attendues sur dépenses déjà réalisées :

- 1,2 milliard XPF sont en attente de la mise en place des arrêtés de versement Etat ;
- 566 millions XPF sont liés à des arrêtés déjà établis par les services de l'Etat et des dépenses déjà justifiées par la collectivité.

Pour mémoire, l'Etat cofinance ces opérations contractualisées mais ne verse sa participation que sur présentation des dépenses réellement justifiées au titre des arrêtés Etat déjà établis.

La répartition des 1,9 milliard XPF de participations attendues de l'Etat se présente comme suit par contrat :

CONTRATS	Situation des recettes Etat attendues		
	Recettes perçues cumulées	CA 2014	Recettes attendues sur dépenses réalisées et à réaliser
Conv. Except. n° 91 Médiane-Echangeur KWK (<i>ex CA 2006-2010</i>)	404 231 130	56 238 148 ¹	
Contrat de développement 2006-2010	7 587 792 264	8 042 357	
Contrat de développement 2011-2015	4 343 553 963	1 464 545 102	1 300 640 913
Convention-cadre ADEME 2011-2015	53 100 000	6 750 000	
Réhabilitation de l'habitat spontané (RHS) 2011-2015	86 949 211	40 112 768	610 537 092
TOTAL	12 475 626 568	1 575 688 375 ²	1 911 178 005

¹ Dont 17,082 MF de remb. cnes sur CA 06-10

² Les 1,575 Mdf se décomposent en 1,569 Mdf de dotations OPC complétés de 6,75 MF de recettes CCA 11-15

68% des recettes attendues soit 1,3 milliard XPF concernent le contrat de développement 2011-2015 et se répartissent comme suit par opération :

Contrat de développement 2011-2015	Montant	%
I - Un accès au logement pour tous (<i>Habitat social</i>)	594 896 313	46%
II - Des services et des infrastructures de transport répondant mieux aux besoins du pays (<i>Voirie</i>)	331 711 529	26%
V - Un projet éducatif au service du destin commun (<i>Enseignement privé</i>)	319 773 750	25%
IV - Un système de santé pérennisé et une meilleur prévention (<i>Maisons de santé</i>)	44 016 331	3%
IX - Des politiques de solidarité et égalité des chances (<i>Soutien scolaire, chantiers d'insertion & internats d'excellence</i>)	10 242 990	1%
TOTAL	1 300 640 913	100%

Au 30 avril 2015, 483,7 millions XPF ont été encaissés.

CHAPITRE 4 – LES DELAIS DE PAIEMENT

Sur 2014, pour 46 394 dossiers instruits, le délai moyen de traitement par l'ordonnateur est de 14 jours comprenant 10 jours pour le traitement des liquidations et 4 jours pour le traitement des mandatements.

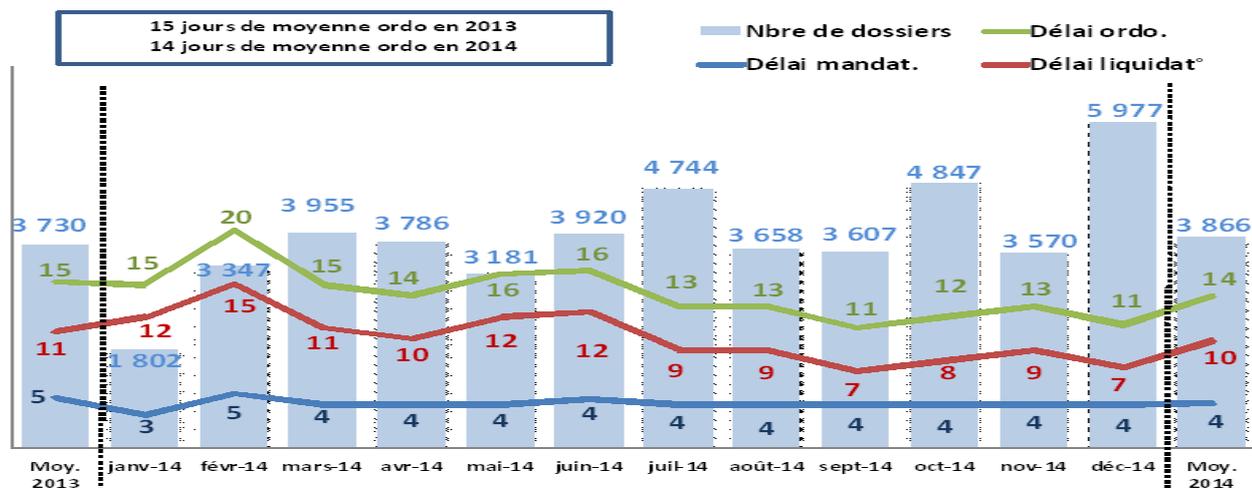
En rajoutant les délais d'instruction du trésorier, les délais de paiement pour l'exercice 2014 s'élève donc à 19 jours contre 25 jours en 2013.

La tendance par direction et l'évolution mensuelle sur l'exercice 2014 se présente comme suit :

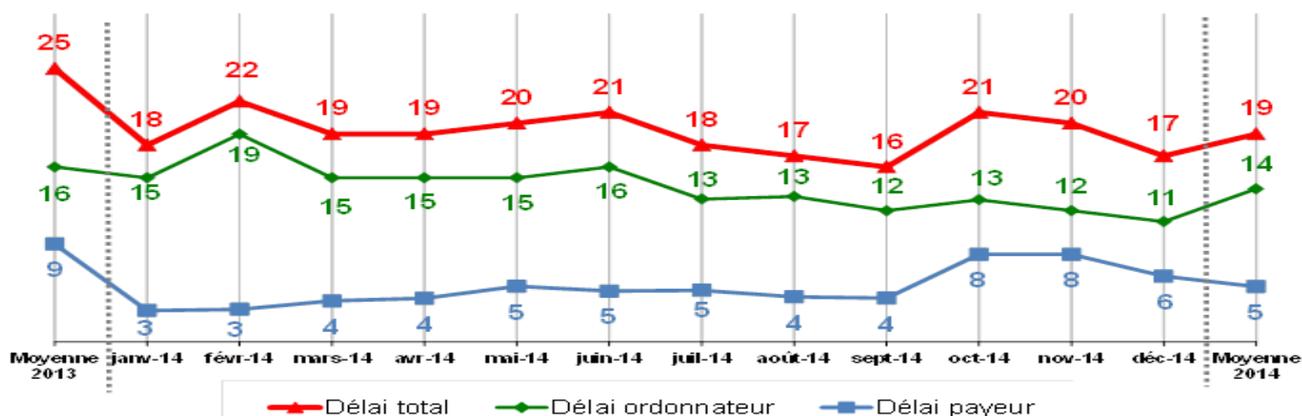
⇒ Tendance par direction :

DIRECTION	Nombre de dossiers traités	Délai liquidation	Délai mandatement	Délai ordonnateur	Nb de mandat par dir / total mandats	Nb de mandats > 45 j par dir / total mandats > 45 j
DPASS	8466	6	4	10	18%	6%
DC	1009	9	4	14	2%	2%
DDR	3461	16	5	21	7%	24%
DL	763	10	4	14	2%	1%
DRH	7014	6	2	8	14%	0%
DES	5341	16	4	20	12%	29%
DEPS	4880	15	4	19	11%	18%
DENV	2596	5	5	10	6%	1%
DJA	3801	10	5	15	8%	6%
DSI	619	12	4	17	1%	1%
DFA	3073	10	5	15	7%	5%
DFI	270	2	2	4	1%	
DEFE	2400	7	4	11	5%	4%
DSL	2701	8	5	14	6%	3%
TOTAL	46394	10	4	14	100%	100%

⇒ Evolution mensuelle 2014 des délais de paiement – partie Ordonnateur :



⇒ Evolution mensuelle 2014 des délais de paiement – parties Ordonnateur et Comptable :



CHAPITRE 5 – LES MOUVEMENTS DE CREDITS DE CHAPITRE A CHAPITRE

Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier (RBF) adopté par délibération n°10-2014/APS du 26 juin 2014, hors cas où les crédits sont spécialisés à l'article, le président est autorisé à opérer des virements de crédits de chapitre à chapitre, à la condition que ces virements :

- ne remettent pas en cause des dépenses obligatoires ;
- ne concernent pas des crédits de personnel ;
- s'opèrent dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections.

Dans le cadre de l'information annuelle à l'assemblée de province, les ajustements de crédits de chapitre à chapitre réalisées en dépenses sur l'exercice 2014 se présentent comme suit par section :

Section	Chapitre	libellé chap	Données					% dépl./chap.
			BP	Report	BS	Dépl	BUDGET	
INV	900	ADMINISTRATION GENERALE	939 116 270	433 794 877	79 365 128	-34 050 000	1 418 226 275	44%
	901	SECURITE ET ORDRE PUBLIC	0	10 617 000	3 032 538	1 250 000	14 899 538	248%
	902	ENSEIGNEMENT	1 439 217 000	144 672 951	183 000 000	35 370 180	1 802 260 131	9%
	903	CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	732 321 000	217 499 452	145 780 000	-2 370 545	1 093 229 907	25%
	904	SANTE	157 565 000	80 265 866	17 670 725	0	255 501 591	46%
	905	PROTECTION ET ACTION SOCIALE	1 924 789 473	48 155 279	304 082 369	1 884 636	2 278 911 757	2%
	906	TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	3 600 000	136 500	0	0	3 736 500	4%
	907	AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	1 475 094 924	142 866 255	663 083 580	4 521 866	2 285 566 625	7%
	908	TRANSPORTS ET COMMUNICATION	1 784 894 919	370 877 519	475 232 912	-8 345 117	2 622 660 233	16%
	909	ECONOMIE	567 700 000	92 919 842	130 000 000	804 563	791 424 405	13%
	923	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	1 991 800 000	0	800 000 000	-800 000	2 791 000 000	0%
	924003	REHABILITATION DES SITES MINIERES	0	4 977 000	0	730 800	5 707 800	681%
	924009	CHAPELLE DE OUARA	0	5 263 272	0	0	5 263 272	0%
	924011	CI/CS-INTERNET A L'ECOLE	105 000 000	6 300 060	0	0	111 300 060	6%
	924013	COMPLEXE SPORTIF DE WAHO	3 400 000	8 764 932	0	-1 114 617	11 050 315	384%
	924014	CD/CS-FORT DE TEREEMBA	9 200 000	0	8 800 000	0	18 000 000	0%
	924018	CS-RTS DES ARTIFICES-ACCES IMMEUBLE ADMINISTRATIF PSUD	3 526 000	5 846 846	-1 968 528	1 856 553	9 260 871	171%
	924022	ENTRETIEN DES COURS D'EAU	70 000 000	77 323 600	-4 000 000	-13 490 755	129 832 845	147%
	924027	REHABILITATION DES SITES DEGRADES	38 850 000	16 590 020	-5 859 220	12 759 955	62 340 755	36%
	924030	HYDRAULIQUE AGRICOLE	2 000 000	0	0	0	2 000 000	0%
	924037	EXTENSION DES PISTES DE TINA	0	6 220 148	22 000 000	5 224 617	33 444 765	23%
	924040	RENOVATION DU FOYER N'GEA	2 000 000	766 636	0	-1 884 636	882 000	665%
	924043	COLLEGE FAYARD-INSTALLATIONS SPORTIVES	6 400 000	0	6 000 000	0	12 400 000	0%
	924044	TRAVAUX EXECUTES D'OFFICE-OPUS VERDE	800 000	0	0	-800 000	0	0%
	924046	PAT BATI-VALORISATION MONUMENTS HISTORIQUES	3 750 000	2 263 546	0	909 300	6 922 846	49%
	924047	INSTITUT AUTISME	50 000 000	12 329 545	54 835 078	0	117 164 623	12%
	924049	LAND ART	6 000 000	3 449 965	0	-909 300	8 540 665	68%
	924050	PLATEAU SPORTIF DU CALVAIRE	25 000 000	0	0	-3 110 000	21 890 000	0%
	924051	EXTENSION DU SITE DE TINA	1 000 000	0	0	-1 000 000	0	0%
	924052	CONDUITE OPERATION - AEP ET ASSAINISSEMENT	10 584 000	0	7 560 000	0	18 144 000	0%
	924053	VILLAGE CALEDONIEN	0	15 000 000	0	0	15 000 000	0%
	924055	VALORISATION BAIE DE PRONY	0	2 633 400	0	0	2 633 400	0%
924072	ILOT LEPREDOUR	0	0	0	2 562 500	2 562 500	0%	
Section INV			11 353 608 586	1 709 534 511	2 888 614 582	0	15 951 757 679	
FONC	930	ADMINISTRATION GENERALE	4 987 131 428	88 091 640	30 000 000	18 478 254	5 123 701 322	2%
	931	SECURITE ET ORDRE PUBLIC	265 000 000	235 000 000	0	546 788	500 546 788	88%
	932	ENSEIGNEMENT	13 829 146 033	134 186 510	74 500 000	0	14 037 832 543	1%
	933	CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	1 647 063 500	73 408 082	-56 986 589	17 245 974	1 680 730 967	5%
	934	SANTE	3 207 454 500	38 174 197	19 262 029	0	3 264 890 726	1%
	935	PROTECTION ET ACTION SOCIALE	9 796 804 500	159 212 115	-38 221 500	0	9 917 795 115	2%
	936	TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	1 817 004 323	127 486 333	81 500 000	19 614 026	2 045 604 682	7%
	937	AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	1 809 204 584	160 181 350	35 485 000	16 000 000	2 020 870 934	9%
	938	TRANSPORTS ET COMMUNICATION	4 085 759 000	6 040 319	62 843 063	-57 077 136	4 097 565 246	0%
	939	ECONOMIE	3 503 792 769	198 285 887	73 500 000	69 351 260	3 844 929 916	5%
	940	IMPOSITIONS DIRECTES	125 000 000	0	0	0	125 000 000	0%
	941	AUTRES IMPOTS ET TAXES	5 000 000	0	0	0	5 000 000	0%
	943	OPERATIONS FINANCIERES	783 100 000	0	0	-84 159 166	698 940 834	0%
	Section FONC			45 861 460 637	1 220 066 433	281 882 003	0	47 363 409 073
Total général			57 215 069 223	2 929 600 944	3 170 496 585	0	63 315 166 752	

LIMITE DE 7,5% DES DEPENSES REELLES PAR SECTION

	Montant dépl.	Dép. réelles	% dép. réelles
INVESTISSEMENT	67 874 970	15 951 757 679	0,43%
FONCTIONNEMENT	141 236 302	47 363 409 073	0,30%